

# *futuribles*

*analyse et prospective*

Les valeurs des Russes

---

Russie : perspectives  
démographiques

---

Science et technologie au Brésil

---

L'observation des océans

---

# FEU LES NATIONS UNIES ?

---

Non, l'effondrement du bloc soviétique et la fin de la guerre froide n'ont pas, comme l'affirma Francis Fukuyama, marqué « la fin de l'histoire », l'éradication définitive des conflits et l'asservissement du monde aux valeurs de ce que l'on appelle « la civilisation occidentale »<sup>1</sup>. Et peut-être ne serait-ce pas aussi dramatique qu'il apparaît aujourd'hui si d'aventure on voulait bien reconnaître la diversité des valeurs, des croyances, des civilisations et si, plutôt que les ériger les unes contre les autres au prix parfois d'une radicalisation explosive, l'on s'efforçait de faire de ce qui les distingue une richesse.

Certes, l'essor des transports et, plus encore, des technologies de l'information et de la communication, celui des échanges, l'avènement du casino planétaire de la finance et la mondialisation de l'économie ont entraîné un « rétrécissement du monde ». Et, en apparence du moins, l'on pourrait croire à un phénomène d'uniformisation planétaire.

Mais ne nous leurrons pas. Si nous assistons au développement d'entreprises mondiales, des différences importantes, comme l'ont bien montré en

son temps Philippe d'Iribarne<sup>2</sup> et plus récemment Suzanne Berger<sup>3</sup>, subsistent d'un pays à l'autre, dans l'organisation et le management des hommes, eux-mêmes animés de valeurs différentes. Et ce n'est pas parce que partout on trouve les mêmes hôtels et McDonald's, que l'on porte des blue-jeans et que l'on boit du Coca-Cola, qu'il faut s'imaginer que les différences s'estompent, que tout le monde se ressemble et adhère aux mêmes idées.

Tout au contraire peut-être, ces phénomènes apparents d'uniformisation s'accompagnent souvent d'un besoin puissant de réenracinement local s'exprimant de différentes manières : le renouveau des langues, des traditions, des croyances, des produits du terroir. Ainsi progressent simultanément le global et le local, dialectique qu'exprime bien l'expression anglo-saxonne de « glocalisation ».

Comme l'affirme Jean-Jacques Salomon, qui commente longuement dans ce numéro le best-seller de Thomas L. Friedman *The World is Flat*<sup>4</sup>, la Terre n'est pas plate et le vieux rêve d'un modèle universel de civilisation, outre les dangers qu'entraînent ceux

---

1. FUKUYAMA Francis. *La Fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris : Flammarion, 1992.

2. IRIBARNE Philippe (d'). *La Logique de l'honneur*. Paris : Le Seuil, 1989.

3. BERGER Suzanne. *Made in monde. 500 multinationales face à la mondialisation*. Paris : Le Seuil, 2006.

4. Londres : Penguin Books, 2006.

qui prétendent l'imposer, n'est qu'un leurre qui, poursuivi aveuglément, ne peut que conduire à une radicalisation des différences, voire à des affrontements d'une extrême violence.

Sans doute cette prétention à incarner un modèle universel est-elle largement imputable au capitalisme conquérant de l'Occident et, surtout, au processus de marchandisation générale qui se répand. Tout s'achète, tout se négocie, tout se monnaie, y compris — croit-on — les valeurs, les croyances et les opinions. Ainsi oublie-t-on trop souvent cette belle formule de Denis de Rougemont expliquant que le produit national brut habitue les pouvoirs à donner tous leurs soins au coûteux de l'existence, à ce qui coûte cher, mais à négliger le précieux, ce qui nous est cher. Et quand, par chance, les hommes se refusent au marchandage de leurs opinions, alors on entend par la force les y contraindre. Piètre estime du principe d'humanité !

Loin de moi l'intention de faire ici le procès facile de l'économie de marché dont on ne saurait, me semble-t-il, sous-estimer les bienfaits. Mais de là à imaginer que tout se marchande et que là où l'argent ne peut faire la loi, la violence y supplée, il me semble que d'autres voies doivent être explorées.

Comme le cite fort à propos Jean-Jacques Salomon, Marco Polo, voyageur parce que marchand d'une Venise alors puissance maritime et impériale à la source du capitalisme, était lui préparé à comprendre tout ce par quoi la route de la soie passait : par des sociétés, des forces, des coutumes, des religions, des cultures absolument différentes du contexte occidental et chrétien qui était le sien. Est-il désormais inconcevable que pareille tolé-

rance aille de pair avec l'essor des échanges ?

Ou bien, le drame vient-il d'ailleurs, de ce que d'aucuns désignent comme la volonté hégémonique de l'Occident, de sa volonté d'imposer au monde ses valeurs ? Voilà un vrai sujet renvoyant aux droits de l'homme dont la polysémie exige un subtil arbitrage entre l'universel et le particulier, qui requiert à n'en point douter l'existence de lieux d'échanges démocratiques au niveau international. À cet égard, on ne peut que déplorer l'absence d'institutions délibératives dignes des espoirs jadis fondés sur l'Organisation des Nations unies, surtout à une époque où, notamment en raison des progrès scientifiques et du regain de croyances et de pratiques archaïques, les questions philosophiques et éthiques sont plus aiguës encore qu'auparavant. Y compris du reste en Occident, entre les États-Unis et l'Europe, y compris peut-être au sein des sociétés européennes elles-mêmes.

Et là sans doute réside désormais le danger le plus grand : celui d'une radicalisation des valeurs, des croyances, des comportements, d'une ghettoïsation de nos sociétés, ne pouvant à terme que déboucher sur de violents affrontements. Ce que le marché ne saurait faire, il nous incombe d'urgence de le réinventer et ce défi-là sans doute est le plus important que nous ayons à relever avant que les conflits d'origine culturelle et / ou religieuse n'enflamment la planète, comme ils le font déjà aujourd'hui au Proche-Orient. Reconnaissons hélas qu'en la matière, une fois de plus, l'Europe est absente, sans doute trop minée par ses problèmes intérieurs pour être capable de jouer réellement un rôle au plan mondial.

Hugues de Jouvenel

Léonid Sédov <sup>1</sup>

# Les Russes et les valeurs démocratiques <sup>2</sup>

*Un peu plus de 15 ans après la dislocation de l'Union soviétique, où en est la société russe ? Quelles sont les valeurs idéologiques, politiques et sociales qui l'animent ?*

*Léonid Sédov, sociologue attaché à l'un des (rares) instituts de sondage indépendants de Russie (le centre Youri Lévéda), analyse ici les grandes évolutions du système de valeurs des Russes observées ces dernières années. Il montre ainsi combien les idéologies fortes et les hommes de pouvoir ont une place essentielle aux yeux de l'opinion publique, celle-ci s'étant repliée, au fil des années et en particulier depuis l'ère Poutine, sur des positions patriotiques nostalgiques et la sujétion à un pouvoir fort.*

*Outre les tendances politiques et idéologiques des Russes, l'auteur décrypte l'évolution des valeurs dites de tolérance en examinant les tendances de l'opinion à l'égard des préférences sexuelles et des étrangers présents sur le sol russe. Il souligne ainsi le développement de l'homophobie et l'hostilité croissante envers les immigrés, deux tendances plus ou moins marquées selon l'âge, le lieu d'habitation et le niveau d'éducation des individus, mais qui confirment néanmoins le déficit important de valeurs libérales (au sens politique du terme) et démocratiques en Russie.*

S.D.

---

1. Docteur en sociologie, expert au centre Youri Lévéda, principal institut de sondage indépendant de Russie.

2. Ce texte a été traduit du russe vers le français par Maïa Werth.

Pour évaluer les particularités du système de valeurs qui régit la vie et le comportement des Russes, j'aimerais partir d'un point de vue que j'ai depuis longtemps formulé : le caractère adolescent de la personnalité russe ou, en d'autres termes, de la conscience, de la mentalité ou du psychisme russe. L'idée principale est la suivante : en Russie, la personnalité de la majorité des gens n'atteint pour ainsi dire pas le stade adulte, reste donc au stade adolescent avec toutes les caractéristiques positives et négatives que cela implique<sup>3</sup>. Dans le système de valeurs de l'adolescent, une place clef est occupée par tout ce qui se rapporte à la force, au pouvoir, à la hiérarchie, à la soumission au plus fort ou au plus vieux, et non à un principe abstrait (la règle ou la loi). Le système social russe a ainsi toujours eu un pouvoir hypertrophié et un système légal atrophié.

D'un autre côté, le système de valeurs adolescent sous-entend une solidarité de groupe qui s'oppose à la hiérarchie. La société russe tend vers la formation de groupes-mafias qui se superposent les uns aux autres. À l'intérieur du groupe fonctionne un mécanisme égalitariste de nivellement qui transforme les individus en une masse grise, et qui aboutit à une dépendance de l'individu face au groupe et face à tous les individus qui le composent. Par essence, l'État, dans un tel contexte, apparaît comme une sorte de supergroupe. Conformément aux valeurs de l'adolescent, le groupe auquel l'adolescent appartient doit être le plus élevé dans la hiérarchie, le plus fort, celui qui inspire le plus de respect et le plus de fierté.

Cette psychologie adolescente des Russes transparait donc tant en politique, dans les relations ambivalentes entretenues avec le pouvoir, que dans le cadre des relations interpersonnelles marquées par un clanisme assez éloigné de la tolérance fondatrice des valeurs démocratiques.

## ***Un salut collectif : l'idéologie***

Dans l'histoire russe, c'est toujours l'idéologie qui a donné foi en un salut collectif. Jusqu'à une période récente, l'orthodoxie, grâce à son esprit collectiviste et son appartenance à un Nous magique, répondait avec succès à ce type de besoin psychologique des Russes. La crise de l'orthodoxie qui débute au XVII<sup>e</sup> siècle (schisme, influence occidentale et tentative de remédier au retard russe) a conduit à « la conversion par Pierre le Grand de la Russie à une autre foi » et au remplacement progressif d'une idéologie religieuse par une idéologie scientifique. Cette dernière a finalement pris l'aspect d'une « science des sciences » (le marxisme) ou d'un nouveau fanatisme ayant peu de chose en commun avec le pragmatisme et le positivisme occidentaux.

---

3. RJEVSKY Léon (pseudonyme de Léonid Sédov). « Le communisme, c'est la jeunesse du monde ». *Syntaxis*, n° 17, 1987, Paris.

Avec l'arrivée des bolcheviks au pouvoir, la Russie est passée d'une forme de totalitarisme idéologique à une autre. « La victoire de l'idéologie matérialiste a signifié l'effondrement des principes moraux déjà faibles de la vie russe qui se rapportaient toujours à des moyens de salut magique. L'économie et le pouvoir ont remplacé la moralité et la religion. Un pragmatisme immoral et irrationnel a touché le comportement de la majorité des gens vivant en Union soviétique <sup>4</sup>. »

Avec le début de la *perestroïka* et les réformes qui ont suivi, la Russie a dû passer par une nouvelle crise idéologique qui, par son ampleur, a été comparable à la crise de l'orthodoxie du XVII<sup>e</sup> siècle. Débutant en 1985, la remise en question de la foi séculière et pseudoreligieuse en la science, et avant tout en l'enseignement marxiste-léniniste en tant que moyen collectif de salut et moyen de construire la meilleure société sur Terre et le plus puissant État, a conduit à un trouble spirituel jamais vu. Privés de leurs vieilles idoles, les Russes ont cherché avec difficulté de nouveaux moyens de s'orienter. Passant d'une idéologie totalitaire où ils étaient élevés dans un monopole culturel à un espace de libre choix des valeurs, les individus au début n'avaient d'autres points d'appui que ceux dictés par la propagande et tous restaient prisonniers de leur ancienne idéologie.

## ***De l'idéologie à la nostalgie ?***

Les sondages <sup>5</sup> qui suivent dévoilent les valeurs des Russes et leur évolution. Le premier porte sur les personnages d'après eux les plus remarquables de tous les temps et de tous les pays. En 1988, après le début de la *perestroïka* mais avant que ne débutent les réformes de marché, Lénine était en tête de la liste avec 68 % de réponses, Marx était cité à 36 % (dans un autre sondage sur les savants les plus exceptionnels, ils étaient cités respectivement à 72 % et 51 %). Dans le premier quart de la liste, seuls étaient cités des savants et des militaires si l'on met de côté les objets de fierté nationale et symboles de prestige que sont Pouchkine et Tolstoï. On trouvait les traces de l'ancienne foi dans les réponses à la question suivante : « Où, à votre avis, l'individu est-il le plus susceptible de trouver des réponses aux questions qui l'inquiètent ? » ; 5 % répondaient l'enseignement marxiste-léniniste, 9 % la science, 7 % la religion et 47 % son propre bon sens. Ce dernier point signifiait que la Russie était entrée dans la voie de la désidéologisation et de la formation d'une construction sociale « de bon sens ».

La société commençait à prendre conscience qu'elle se trouvait au début d'un changement des systèmes de valeurs et, dans le cadre d'un autre son-

---

4. *Ibidem*, p. 57.

5. Les sondages cités dans cet article sont tous issus des travaux du centre Youri Lévađa (site Internet [www.levada.ru](http://www.levada.ru)). Les résultats ont été arrondis pour être présentés en chiffres entiers.

dage plus tardif de 1990, les gens prédisaient qu'ils seraient d'ici à la fin du siècle les témoins de la perte de prestige de Lénine et de l'autorité grandissante du Christ et de Sakharov. Et de fait, en 1994, en pleines réformes de Boris Eltsine, le nombre de ceux qui rappelaient le guide de la Révolution fut divisé par deux (pour atteindre 34 %). Cependant, en novembre 1999, à la veille de la période poutinienne, ils étaient déjà 42 % à reciter Lénine, signifiant par là le renforcement de la nostalgie de l'Union soviétique ; ce dernier néanmoins n'était plus le fondateur d'une science toute puissante mais le créateur d'un grand État. Marx quant à lui était descendu à 5 % en 1999. Les prédictions concernant Sakharov et le Christ se révélèrent infondées. Le premier était cité par 8 % des gens en 1999 (contre 14 % en 1989) ; le second par 3 % en 1999 (il convient de noter bien sûr que le sondage portait sur les figures historiques ; or, dans la conscience de beaucoup, le Christ n'est pas une figure de cette nature).

Le sondage de 1999 mettait à jour d'autres signes de la nostalgie de la période soviétique. Le nombre de personnes qui citaient Staline comme symbole d'un ordre et d'une puissance perdus augmenta beaucoup : 12 % en 1989, 20 % en 1994, 35 % en 1999.

Ces cinq dernières années, le nombre de personnes ayant un point de vue positif sur Staline s'est consolidé à un tiers de la population et à peu près l'équivalent le considère négativement comme un tyran. Il faut néanmoins souligner, comme l'indique le tableau ci-contre, que 16 % des habitants de la Russie considèrent qu'un pouvoir de type stalinien est indispensable pour le pays et attendent « une seconde venue » de Staline.

## ***La figure controversée de Staline***

Le 14 décembre 2004, l'institut de sondage Youri Lévada a interrogé 1 600 citoyens russes, dans 128 villes de 46 régions de la Russie (marge d'erreur statistique de plus ou moins 3 %), sur leur sentiment à l'égard de Staline (tableau ci-contre).

Il convient de souligner que la vision de Staline diffère profondément selon les groupes sociodémographiques. Ceux qui sont les plus sensibles au caractère positif de cette figure historique aux multiples facettes sont des personnes âgées, avec une éducation secondaire ou inférieure, aux revenus peu élevés, vivant dans les régions du sud et du centre de la Russie, dans de petits villages, et qui ont voté aux élections à la Douma pour les listes du KPRF (parti communiste de la fédération de Russie).

Un autre signe de nostalgie pour la période soviétique est le souvenir des succès passés dans le domaine spatial. Le nom de Gagarine revient de plus en plus souvent : 16 % en 1989, 8 % en 1994, 26 % en 1999. La préférence

« En décembre 2004, nous fêterons les 125 ans de la naissance de Staline. Les débats pour juger de cet individu et de son rôle dans l'histoire de notre pays ne sont pas clos. Avec quelles opinions parmi les suivantes seriez-vous le plus d'accord ? » (trois réponses possibles, %)

	1999	2004
Staline était un tyran cruel et inhumain coupable de l'extermination de millions d'innocents	32	31
Quels que soient les erreurs et les vices de Staline, le plus important est que sous sa direction, notre peuple est sorti vainqueur de la grande guerre patriotique (1941-1945)	32	29
Staline était un dirigeant sage qui a conduit l'URSS à la puissance et à la prospérité	20	21
Seul un dirigeant dur pouvait instaurer l'ordre dans les conditions de lutte des classes exacerbée, de menace extérieure et de relâchement généralisé qui existaient dans notre pays il y a 50-70 ans	21	16
Notre peuple ne pourra jamais se passer d'un dirigeant comme Staline ; tôt ou tard, un dirigeant de ce type prendra le pouvoir et instaurera l'ordre	18	16
La politique de Staline (la purge des cadres militaires, l'accord avec Hitler) est responsable du fait que le pays n'était pas prêt à la guerre en 1941 et a entraîné de très lourdes pertes	18	15
Staline a déformé les idées de Lénine. Il a créé une structure très éloignée des idéaux d'un authentique socialisme	8	9
Staline a continué ce qui avait été commencé par Lénine et les autres révolutionnaires bolcheviques	6	8
Les gens qui critiquent Staline sont ceux qui sont étrangers aux intérêts du peuple russe et de notre gouvernement	5	5
Nous ne savons pas encore toute la vérité sur Staline et ses actes	30	33
Sans opinion	8	5

portée à la période d'avant la *perestroïka* s'exprimait également en 1999 dans le choix des hommes politiques contemporains : 8 % des sondés citaient Brejnev et 3 % Andropov ; 4 % citaient Mikhaïl Gorbatchev et 3 % Boris Eltsine ; Guennadi Ziouganov et Vladimir Jirinovski n'étaient cités que par 1 % des interviewés. Vladimir Poutine ne faisait pas encore partie, en 1999, des hommes politiques connus.

En revanche, une vision négative de Staline caractérise les citoyens russes âgés de 25 à 40 ans, ayant reçu une éducation supérieure, ayant des revenus relativement élevés, vivant dans la région Nord-Ouest et à Moscou, et soutenant les partis Rodina, Russie unie et le SPS (Union des forces de droite).

La division de la société russe autour de la figure de Staline reflète la formation d'un régime « d'auto-occupation » dans lequel domine comme relation au dirigeant la soumission ; le système étatique se base sur un monopole du pouvoir et une délégation centralisée de celui-ci (« la verticale du pouvoir »). Comme l'écrit Alexandre Zinoviev dans son livre *Les Hauteurs béantes*<sup>6</sup>, « ici

6. ZINOVIEV Alexandre. *Les Hauteurs béantes*. Lausanne : L'Âge d'homme, 1977, 239 p.

le pouvoir n'existe pas pour la société mais la société n'existe que dans la mesure où elle est nécessaire et suffisante à la création, au fonctionnement et aux idéaux du pouvoir. Ici, la société n'est que le milieu nourricier et l'arène du spectacle du pouvoir. »

Cette description se rapportait au pouvoir soviétique mais elle est valable également pour comprendre la construction étatique de la Russie à toutes les étapes de son histoire, y compris maintenant. Le modèle du groupe adolescent aide à comprendre la formation en Russie d'un tel pouvoir « occupant » ou d'une mafia dirigeante. « Prenons n'importe quel groupe adolescent, voire une classe ou un régiment militaire et nous verrons que, dans de tels milieux, coexistent deux types psychologiques d'adolescents : “les joueurs” d'un côté et les “soumis” de l'autre, et s'instaure la structure de domination / soumission dans laquelle un groupe dicte sa volonté à l'autre par la violence, la terreur et la destruction de la dignité humaine des soumis <sup>7</sup>. »

## ***Les soutiens de Vladimir Poutine***

Toute la période d'après la *perestroïka* peut être considérée comme la période du remplacement de l'ancienne *nomenklatura* par une classe dirigeante « occupante » fondée sur d'autres bases socio-économiques : la fortune personnelle devient, chose qui n'existait pas auparavant, un moyen de faire partie de la classe dirigeante. En conséquence, la nouvelle classe dirigeante, dès le début, n'était pas homogène : combattaient pour la prédominance le *business* et l'oligarchie, les bureaucrates du centre et de la périphérie, les structures criminelles, les *siloviki* <sup>8</sup>.

La période poutinienne apparaît comme la période de consolidation de cette classe dirigeante, dans laquelle les bureaucrates, réunis dans le parti Russie unie, deviennent prééminents, de même que les *siloviki*, en tant qu'avant-garde de la bureaucratie. La population, avec sa docilité d'esclave habituelle, se soumet, pour sa grande majorité, à cette nouvelle « occupation ». Cette catégorie de soumis représente 45 % de la population. C'est à peu près le même chiffre que ceux qui se déclarent favorables à une modification de la Constitution pour permettre à Vladimir Poutine de prétendre à un troisième mandat.

L'élection même du tchékiste <sup>9</sup> peu connu Vladimir Poutine au poste de président en 2000 s'explique en grande partie par l'immaturité adolescente

---

7. RJEVSKY Léon. *Op. cit.*, pp. 74-75.

8. Les *siloviki* sont les représentants des organes dits « de force » (services de renseignement, police, armée).

9. La Tchéka, police politique, est l'ancêtre du KGB (Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti / Comité pour la sécurité de l'État). Le terme a une connotation nettement négative.

## LES PARTIS POLITIQUES RUSSES

La Constitution de 1993 institue en Russie un régime pluraliste. Toutefois, depuis les élections législatives de décembre 2003, les votes tendent à se concentrer sur quelques partis seulement. La nouvelle loi de 2005 (voir encadré *infra*), qui impose à l'ensemble des députés de la Douma d'être élus uniquement au scrutin proportionnel de liste et élève le seuil minimum de représentation à 7 %, tend à renforcer cette domination de quelques partis au détriment des petites formations.

Malgré cela, le paysage politique russe reste divers. On peut distinguer :

— Les partis dits démocratiques et libéraux. Le parti *labloko*, créé en 1993, et le parti de l'Union des forces de droite (SPS), né en 1999, en sont les principaux représentants. Bien que n'étant pas parvenus à s'unir lors des législatives de 2003, ces deux partis sont attachés à la défense de la démocratie et au libéralisme économique, même si *labloko* affiche plus récemment des préoccupations sociales. Ces deux partis, discrédités par l'échec des réformes libérales des années 1990, n'ont pas atteint les 5 % aux élections de 2003 et ne sont donc pas représentés à la Douma.

— Un nouveau venu, le parti *Rodina* (« patrie » en russe). Créé en septembre 2003 à partir de plusieurs petits partis, il a recueilli 9,2 % des suffrages aux élections de décembre 2003, ce qui en fait le quatrième parti du pays. Son programme est un mélange de nationalisme xénophobe et de populisme de gauche. Des observateurs ont longtemps considéré que *Rodina* était une création du Kremlin pour affaiblir le parti communiste et le parti populiste de Vladimir Jirinovski (LDPR). Si tel a pu être le cas, depuis 2005, le parti *Rodina* prend ses distances avec Vladimir

Poutine sur certains points, notamment la monétarisation des privilèges lancée en janvier 2005.

— Le parti libéral démocrate de Russie (LDPR), créé dès 1989. Son dirigeant est Vladimir Jirinovski. Contrairement à ce qu'indique son nom, son programme repose sur une attaque en règle des principes du libéralisme et des conséquences de sa mise en œuvre en Russie depuis le début des années 1990. Le second pilier de son programme est la revendication d'un nationalisme décomplexé et xénophobe, allié à une nostalgie de la puissance soviétique. Il est le troisième parti de Russie avec 11,8 % des suffrages aux élections de 2003.

— Le parti communiste de la fédération de Russie (KPRF), héritier du parti communiste d'Union soviétique et créé en février 2003. Depuis cette date, il est dirigé par Guennadi Ziouganov. Dans les années 1990, il a constitué la principale force d'opposition au pouvoir de Boris Eltsine, mais il a également parfois joué le jeu d'un rapprochement avec le pouvoir. Son influence s'est cependant érodée et il a connu son plus bas score aux élections législatives de 2003 (12,61 %). Dorénavant, il se situe clairement dans l'opposition à V. Poutine en attaquant notamment sa politique sociale, mais il n'est plus l'unique force critique car il est concurrencé par *Rodina* et le LDPR.

— Le principal parti russe actuel, *Russie unie*. Créé en avril 2001 par le rassemblement de partis nationalistes et de centre droit, il a réuni 37 % des suffrages aux élections législatives de 2003 et constitue le principal soutien du président Vladimir Poutine élu en mars 2000.

*Maïa Werth pour Futuribles*

de l'électorat. L'aspiration à voir dans le *leader* de la nation, avant tout, un « homme fort » se reflète dans les sondages de toute la période *post-perestroïka*. Le jeune et énergique sportif Vladimir Poutine, qui contrastait avec un Boris

Elt sine déclinant et impuissant, correspondait tout à fait à cette représentation adolescente du *leader*.

Son passé de tchékiste n'était un élément négatif qu'aux yeux de l'*intelligentsia* mais non à ceux de la majorité de la population pour qui la profession d'espion, comme dans les représentations adolescentes, était romantique. L'approbation de l'activité de Vladimir Poutine déjà président a atteint 70 % et, depuis, ce taux n'est jamais descendu en dessous de 66 %. Il n'a été cependant élu que par 36 % des habitants de la Russie.

L'élection de Vladimir Poutine s'explique en grande partie par le complexe d'infériorité face à la puissance perdue, la perte du respect et du prestige passés, la soif de revanche après la défaite dans la première guerre tchéchtène. Le sociologue russe du centre VTsIOM <sup>10</sup>, Alexei Levinson, écrit : « aujourd'hui, toutes les catégories de la population se soucient du retour en puissance de la Russie. Dès qu'un jeune prend conscience de sa citoyenneté, apparaît l'idée suivante : le pays est en mauvais état, il faut rehausser son autorité dans le monde. »

Le taux élevé de soutien au président actuel s'explique par le sentiment que Vladimir Poutine est parvenu à renforcer la position internationale de la Russie bien plus que Boris Eltsine et Mikhaïl Gorbatchev. Les deux tiers des sondés en novembre 2005 s'accordaient sur le succès de Vladimir Poutine dans ce domaine (28 % sur l'échec).

Les tendances autoritaires qui sont apparues après l'élection de Vladimir Poutine ne dérangent pas la majorité des citoyens russes. Soit ils ne remarquent pas ces tendances (dans le sondage de novembre 2005, 45 % des gens répondaient que Vladimir Poutine parvenait à défendre la démocratie et les libertés politiques des citoyens, et seuls 42 % avaient l'avis contraire), soit ils sont convaincus que le pouvoir doit être dictatorial et ne peut être différent. C'est le propre d'une conscience adolescente d'être étranger à la notion de séparation des pouvoirs.

À la question « De quel président la Russie a-t-elle actuellement besoin ? », posée dans un sondage publié en novembre 2005, 51 % des sondés répondaient que la Russie avait besoin d'« un *leader* capable de diriger le gouvernement, le Parlement, les organes judiciaires et les organes régionaux d'une main ferme », c'est-à-dire pratiquement d'un président avec les pleins pou-

---

10. Le Centre russe d'étude de l'opinion publique (VTsIOM) a été créé en pleine *perestroïka* en 1987 par Youri Lévéda (le premier professeur de sociologie à enseigner à l'université d'État de Moscou). Durant les années 1990, ce centre de sondage gagna une réputation de grand professionnalisme et d'indépendance. En septembre 2003, cependant, l'État russe argua du statut public du centre (qui pourtant ne recevait pas de financement public) pour en changer la direction. Youri Lévéda, suivi par la plupart de ses collaborateurs, fonda alors le centre Youri Lévéda où travaille actuellement l'auteur de cet article (NdT).

voirs d'un dictateur, tandis que 44 % étaient favorables à un président « constitutionnel » et pensaient que la Russie avait besoin d'un « *leader* respectant strictement la Constitution et sachant coopérer avec les autres organes du pouvoir sur des bases légales ».

Les plus favorables à un président doté des pleins pouvoirs sont âgés (57 % d'entre eux ont plus de 55 ans), néanmoins 52 % des plus jeunes sont également de cet avis. Le groupe des 25-39 ans est celui qui soutient le moins ce type de dirigeant (45 % y sont favorables contre 50 % défavorables). Les personnes ayant une éducation inférieure au secondaire sont les plus favorables à ce modèle « dictatorial » (54 % contre 40 %), toutefois les gens les plus éduqués ne diffèrent pas beaucoup d'elles (49 % contre 46 %).

## ***L'opposition : une « contre-mafia »***

Dans la construction étatique russe, la constitution d'une « contre-mafia » sous la forme d'une large opposition populaire est aussi caractéristique. Par leur composition et leur psychologie, les représentants de la contre-mafia se distinguent peu des représentants du nouveau pouvoir mafieux. La nouvelle opposition populaire se rassemble sous l'étendard du KPRF (parti communiste) et de Staline ; de son côté, le nouveau pouvoir tend à ressusciter de nombreux aspects de la période soviétique, en particulier le parti unique, et défend une réhabilitation partielle de la période stalinienne. Le chiffre précédemment noté des admirateurs de Staline (30 %) correspond à peu près à l'opposition populaire même si, bien sûr, une partie de cette cohorte de gauche s'est ralliée à Vladimir Poutine, pensant que cet homme fort ramènerait l'ordre, restaurerait le statut du pays sur la scène internationale, conduirait le pays à reconstruire un empire. Pour une majorité, ces espoirs ont été déçus. Actuellement, parmi les 30 % d'opposition de gauche se trouvent 25 % de ceux qui, à la question de leur adaptation personnelle aux changements de ces dernières années, répondent qu'ils ne pourront jamais s'y faire ; et les 5 % restants correspondent aux membres de l'ancienne *nomenklatura*, non pas ses représentants les plus importants mais ceux qui ont « reçu les miettes » de la table du maître communiste (selon les mots du journaliste V. Anpilov).

L'autre aile d'opposition est constituée par les « anti-staliniens ». Ils sont environ 30 % et ils s'opposent au régime de Vladimir Poutine, de la droite, sous des slogans démocratiques et anti-autoritaires.

Ce sont les forces démocratiques qui parviennent le moins à transformer leur potentiel de sympathie en vote, tandis que le parti du pouvoir et l'opposition de gauche y parviennent mieux. À d'hypothétiques élections « dimanche prochain », les partis de droite auraient les résultats suivants (données de novembre 2005) : SPS 1,6 % ; Notre Choix 1,1 % ; Iabloko 1,4 % ; parti répu-

blicain (Vladimir Ryjkov, Vladimir Lyssenko) 0,6 % ; Parti du développement des entreprises 0,4 %.

L'une des raisons de ces faibles résultats des partis de droite est le fait qu'ils continuent d'utiliser le label « démocrate » alors que ce terme a aujourd'hui une connotation négative et que seuls 13 % des gens expriment leur sympathie pour les démocrates. Toutefois, même parmi les « démocrates » qui s'affirment comme tels, seuls 15 % sont prêts à voter pour les partis de droite précités. Aux yeux des sympathisants démocrates, Russie unie, LDPR (Parti libéral démocrate de Russie, dirigé par Vladimir Jirinovski) et Rodina sont tout autant démocratiques. Ils votent d'ailleurs à 34 % pour Russie unie, à 11 % pour le LDPR et à 5 % pour Rodina. Parmi les démocrates, votent pour ces partis ceux que dérangeant le libéralisme économique des partis de droite et leur proximité avec les nouveaux riches.

Malgré l'importance des opposants au pouvoir, leur union est impossible vu l'antagonisme fondamental entre droite et gauche, celui-ci étant plus fort que leur haine envers le régime de Vladimir Poutine.

En conclusion, la période poutinienne est marquée par le renforcement des tendances impérialistes nostalgiques. Mais elle se caractérise également par la dureté des mœurs et la baisse du niveau de tolérance. Dans une certaine mesure, cela peut s'expliquer par une régression vers le niveau traditionnel d'intolérance adolescente et l'agressivité dont nous avons précédemment parlé.

## ***Une société de moins en moins tolérante***

### ***Le développement de l'homophobie***

La tolérance de la société à l'égard des gens aux orientations sexuelles non traditionnelles est un bon indicateur du caractère démocratique du corps social et de son niveau général de tolérance. Il est connu que le monde des détenus est particulièrement intolérant envers les homosexuels ; dans les milieux d'adolescents, la haine à l'égard des homosexuels est un moyen d'union du collectif masculin et un moyen d'affirmation de son identité masculine encore en devenir. Ces derniers temps précisément, dans un contexte de développement des tendances antidémocratiques, la question homosexuelle a revêtu une nouvelle signification et la tendance générale est celle d'une plus grande intolérance.

Le maire de Moscou, Youri Loujkov, a interdit la *Gay Pride* russe qui devait se tenir pour la première fois le 27 mai 2006 pour fêter l'anniversaire de la suppression du délit d'homosexualité dans le code pénal russe. Les organisateurs ont cependant maintenu leur défilé, qui n'a rassemblé que quelques

## LES TRANSFORMATIONS PROFONDES DE LA SOCIÉTÉ RUSSE

Depuis la disparition de l'Union soviétique en 1991, la société russe a connu des transformations majeures liées à d'importants changements institutionnels et à la mise en place d'une économie de marché. Les plus importantes ont été une baisse généralisée du niveau de vie et une augmentation des inégalités. En 2003, plus de 20 % des ménages russes avaient un revenu inférieur au minimum de subsistance établi à 2 143 roubles (environ 63 euros) mensuels. Par ailleurs, les 10 % des ménages les plus riches avaient un revenu neuf fois supérieur à celui des 10 % des ménages les plus pauvres <sup>1</sup>.

Les différentes catégories sociales qui existaient du temps de l'Union soviétique (en dépit de l'aspiration à une « société sans classes ») ont connu des évolutions extrêmement différentes. L'ancienne *nomenklatura* a pu, pour partie, tirer son épingle du jeu en profitant de sa situation de pouvoir pour convertir cette rente en pouvoir économique. C'est ainsi que de très nombreux jeunes *nomenklaturistes* (les futurs « oligarques ») ont pu acquérir à bas prix des propriétés de l'État lors des privatisations du début des années 1990. En revanche, d'autres catégories sociales bénéficiant d'un grand prestige sous la période soviétique ont subi de plein fouet les réformes et souffert d'un fort sentiment de déclassement. Cela a été le cas notamment des enseignants, chercheurs et médecins du service public qui ont vu leur niveau de vie décroître brutalement. Toutefois, la hausse des prix des produits énergétiques de ces dernières années a permis un fort excédent commercial et une augmentation significative des réserves de change. L'État russe a profité de cette situation pour augmenter de 15 % les salaires des fonctionnaires le 1<sup>er</sup> mai 2006. Une autre hausse de 11 % est prévue pour

octobre 2006. Ainsi, alors que l'inflation prévue pour 2006 serait de 10 %, les fonctionnaires voient actuellement leur niveau de vie augmenter un peu <sup>2</sup>.

Une partie de la population s'est adaptée aux nouvelles conditions de vie et à l'économie de marché : il s'agit la plupart du temps de personnes jeunes qui ont su monnayer leurs savoir-faire techniques, et qui travaillent dans de grands groupes économiques et financiers, ou chez de moyens et petits entrepreneurs. Ils constituent actuellement ce qui apparaît comme une classe moyenne émergente. Toutefois, une large partie de la population s'est retrouvée paupérisée par les changements économiques survenus trop brutalement et ne survit que grâce à un système traditionnel d'autarcie (le lopin de terre pour les paysans) ou d'entraide familiale (en ce qui concerne les retraités).

On assiste donc au développement d'une société à deux vitesses dont témoignent de façon frappante les différences de niveau de vie entre les grandes villes (essentiellement Moscou et Saint-Pétersbourg) et la province. Le désengagement continu de l'État dans tous les domaines (santé, éducation, protection sociale) depuis les 15 dernières années n'a fait qu'aggraver la situation et on assiste de plus en plus à des mouvements de mécontentement, notamment au début de l'année 2005, lors du remplacement progressif des avantages en nature versés à de nombreuses catégories en allocations financières.

Toutefois, en parallèle, l'État russe tente de moderniser le cadre des relations économiques et de lutter contre une corruption endémique. En témoigne la mise en place d'un nouveau droit du travail, d'un nouveau code pénal ainsi que d'une réforme de l'impôt.

M.W.

1. ROUSSELET Kathy. « Les grandes transformations de la société russe ». *Pouvoirs*, n° 112, p. 24.  
2. WALTER Gilles. « Le dollar en chute libre ». *Le Courrier de Russie*, 10 mai 2006.

centaines de personnes et s'est achevé par des affrontements avec les forces de l'ordre et les représentants de divers groupes homophobes (liés à l'Église orthodoxe mais aussi à des groupes de *skinheads*).

Depuis 2003, un projet de loi encore non voté dort à la Douma et porte sur un durcissement à l'égard de la propagande sur des sexualités non traditionnelles. Selon le député Alexandre Tchouiev, auteur de ce projet, une telle propagande a des effets négatifs sur la structure familiale traditionnelle et offense les croyants.

Dans les médias, on discute de plus en plus de l'influence d'individus aux orientations sexuelles non traditionnelles dans le domaine du *show business* et plus généralement dans la sphère publique. Afin d'éclaircir le point de vue de la société sur ces questions, le centre Youri Lévéda a posé la question suivante dans un sondage de 2005 (sondage des 19-29 août 2005 portant sur 1 881 personnes interrogées dans 46 régions) : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : il est indispensable de limiter l'influence des gens aux orientations sexuelles non traditionnelles dans le *show business* ? » Les réponses furent les suivantes : tout à fait d'accord 31 %, plutôt d'accord 29 %, plutôt pas d'accord 17 %, en désaccord total 10 %, sans opinion 14 %.

Par ailleurs, les données de précédents sondages permettent de faire quelques comparaisons et d'évaluer l'évolution des points de vue sur l'homosexualité ces dernières années. Ainsi, dans son livre *L'Individu soviétique ordinaire* de 1989, le VTsIOM avait posé la question « Comment doit-on se comporter à l'égard des homosexuels dont le comportement rompt avec toutes les normes généralement admises ? » (2 610 personnes interrogées). Les réponses furent les suivantes : il faut les liquider, 34 % ; il faut les isoler du reste de la société, 31 % ; il faut les aider, 8 % ; il faut les laisser tranquilles, 29 %.

La période eltsinienne se caractérise par une plus grande tolérance et un plus grand sentiment démocratique. En 1994, les partisans de la liquidation ne représentaient « plus que » 22 % des personnes interrogées. Mais, si l'on additionne les réponses du sondage de 2005, on peut constater qu'ils correspondent aux réponses du début des années 1990 : globalement, 60 % des gens se déclarent pour une limitation de la tolérance envers les homosexuels et 27 % sont contre.

Notons que dans les pays occidentaux, 55 % à 80 % des sondés se déclarent pour une pleine égalité entre homosexuels et hétérosexuels dans tous les domaines de la vie, contre 20 % à 40 % qui pensent le contraire. Par ailleurs, rappelons que dans les années 1980-82, le niveau d'intolérance à l'égard des homosexuels aux États-Unis et au Mexique atteignait respectivement 71 % et 65 % (données de Ronald Inglehart, *World Values Survey*).

## *L'hostilité face aux étrangers*

Les données en notre possession permettent de comparer les réponses récentes (août 2005) aux réponses enregistrées en août 2004, avant le raid de combattants sur Grozny et la dernière série d'actes terroristes à Moscou (à la gare Rijski Vokzal) et à Beslan (début septembre 2005). Ces éléments permettent de juger des sentiments xénophobes et impérialistes des habitants de la Russie, et de leur évolution récente.

Le tableau ci-dessous, posant la question de la limitation de l'immigration, permet de juger des sentiments xénophobes.

<b>Le gouvernement doit-il limiter l'arrivée d'étrangers ou ne pas imposer de barrières et utiliser cette immigration pour le bien de la Russie ? (%)</b>			
	2002	2004	2005
Limiter l'accueil des étrangers	45	54	59
Ne pas limiter et tâcher de les utiliser pour le bien de la Russie	44	38	36
Sans opinion	11	7	6

Le sentiment d'hostilité à l'égard des non-Russes se nourrit du sentiment très largement répandu que les Russes vivent plus pauvrement en Russie que les représentants des autres peuples : 46 % des sondés sont d'accord avec cette affirmation tandis que seulement 8 % estiment que les Russes sont plus riches que les autres (les chiffres étaient respectivement de 42 % et 9 % en 2004). Ces représentations dépendent pour une grande part du statut des sondés. Plus l'estime de soi du sondé est faible, plus le sentiment de pauvreté relative de soi et de ses concitoyens est grand.

L'opinion selon laquelle les Russes sont plus riches se rencontre le plus souvent chez les partisans de Russie unie qui s'opposent cependant à ce que Vladimir Poutine soit président pour un troisième mandat. Ceux qui se considèrent comme plus pauvres sont souvent des électeurs du LDPR. Au sein de l'électorat du SPS, c'est la formule neutre « ni plus riche ni plus pauvre » qui l'emporte.

<b>Les Russes en Russie sont-ils beaucoup plus riches que les représentants des autres peuples ? (%)</b>					
Catégorie de sondés	Moyenne	Classe moyenne supérieure	Classe moyenne moyenne	Classe moyenne inférieure	Classe inférieure
Beaucoup plus riches	12	14	11	6	7
Beaucoup plus pauvres	46	30	39	52	54
Ni plus riches ni plus pauvres	40	55	46	36	34
Sans opinion	2	2	4	6	5

D'après 45 % des sondés, les minorités nationales ont trop de pouvoir en Russie et 44 % considèrent qu'il faut limiter « l'influence des juifs » dans les organes du pouvoir, la politique, les affaires, le monde judiciaire.

Les réponses à la question « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : les individus d'origine étrangère sont responsables de beaucoup des maux de la Russie ? » donnent une idée du niveau de xénophobie en Russie (données de 2004) : tout à fait d'accord 13 %, plutôt d'accord 24 %, plutôt pas d'accord 32 %, absolument pas d'accord 25 %, sans opinion 6 %.

<b>Quel jugement portez-vous sur le fait que sur les chantiers en Russie, on croise de plus en plus souvent des ouvriers venus d'Ukraine, de Biélorussie, de Moldavie et des autres pays de « l'étranger proche » ? (%)</b>							
	1997	1998	2000	2001	2002	2004	2005
Tout à fait positif / plutôt positif	25	28	26	28	30	21	22
Indifférent	33	33	32	39	39	39	42
Plutôt négatif ou tout à fait négatif	33	34	38	30	27	38	34
Sans opinion	9	5	3	3	4	2	2

Pendant la période poutinienne, on constate une indifférence de plus en plus grande à l'égard des ouvriers migrants. Selon l'opinion des Russes eux-mêmes, actuellement, les habitants étrangers représenteraient près de 40 % de la population de la Russie alors que leur part réelle n'est que de 20 %.

Il convient de noter que les représentations négatives à l'égard des étrangers ne sont pas toujours liées à un sentiment d'hostilité. Ainsi, seuls 12 % des sondés estiment qu'ils ressentent « très souvent » ou « assez souvent » un sentiment d'hostilité de la part des étrangers alors que 26 % le ressentent rarement et que 61 % ne le ressentent jamais. Par ailleurs, l'hostilité envers les étrangers est souvent ou assez souvent ressentie par 13 % des sondés, rarement par 25 % et jamais par 25 %.

À la question de savoir s'il y a, en Russie, des fascistes, 56 % des sondés ont répondu positivement. Par ailleurs, 37 % des sondés ont répondu que le nombre de fascistes avait augmenté ces dernières années et seulement 8 % qu'il avait diminué. Ils sont 9 % à nier l'existence de fascistes dans le pays et 22 % sans opinion sur cette question.

Il saute aux yeux que le nombre de personnes constatant une augmentation des fascistes dans le pays a diminué. Il semblerait que plus le battage médiatique fait à ce propos par les médias libéraux et démocrates est important, plus le nombre de Russes d'accord avec les opinions fascistes baisse. On peut remarquer à cet égard des différences entre les classes d'âge (tableau suivant).

<b>Y a-t-il en Russie des fascistes et si oui, leur nombre a-t-il augmenté ces dernières années ? (%)</b>					
	Moyenne	18-24 ans	25-39 ans	40-54 ans	55 ans ou +
Oui il y en a et leur nombre a augmenté	37	33	40	35	38
Oui il y en a mais leur nombre a diminué	8	10	7	7	8
Oui il y en a et leur nombre est resté stable	25	32	26	26	21
Non il n'y en a pas	9	8	9	9	9
Sans opinion	22	18	19	23	24

Les jeunes sont ceux qui considèrent que le nombre de fascistes a le moins augmenté. Ceux qui considèrent que le nombre de fascistes a le plus augmenté sont des partisans du KPRF (44 %).

Comme on pouvait s'y attendre, les réponses xénophobes sont corrélées : la limitation à l'accueil des étrangers coïncide avec la conviction que les Russes vivent plus pauvrement que les représentants des autres peuples et que les minorités nationales ont trop de pouvoir. La xénophobie s'étend aux représentants des minorités sexuelles. Les Russes aux idées xénophobes estiment plus fréquemment que les autres que la Russie n'a pas assez d'influence dans les affaires internationales. Ils sont plus hostiles que les autres à la Géorgie, aux États-Unis et à l'Ukraine. Ils ne font pas beaucoup de cas du pouvoir russe, y compris Vladimir Poutine, mais surtout des députés et du gouvernement. Les partisans les plus résolus du pouvoir actuel sont ceux qui donnent les réponses les plus neutres. Globalement, la xénophobie est moins présente chez les jeunes de 18 à 24 ans et plus présente chez les personnes âgées de plus de 55 ans, chez les électeurs communistes, chez les retraités, chez ceux qui se considèrent comme membres des catégories socio-économiques inférieures et chez les habitants de petites villes, ainsi que le montre le tableau ci-dessous.

<b>Quel jugement portez-vous sur le fait que sur les chantiers en Russie, on croise de plus en plus souvent des ouvriers venus d'Ukraine, de Biélorussie, de Moldavie et des autres pays de « l'étranger proche » ? (réponses en fonction du lieu d'habitation, %)</b>					
	Moscou	Grandes villes	Villes moyennes	Petites villes	Villages
Positif	15	28	22	19	23
Indifférent	51	47	45	36	38
Négatif	33	24	33	44	39

Moscou se caractérise donc par son indifférence à l'égard des ouvriers migrants et les opinions les plus positives se rencontrent chez les habitants d'Extrême-Orient.

Il convient de noter que sous la présidence Poutine, la xénophobie s'est diffusée. Le tableau ci-dessous montre la progression du slogan « la Russie aux Russes ».

Évolution de l'opinion à l'égard du slogan « la Russie aux Russes » (%)							
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Il est temps d'appliquer ce slogan	15	16	16	21	16	16	12
Il faut l'appliquer dans des limites raisonnables	34	42	38	32	37	37	40
C'est du fascisme	27	20	26	18	25	23	24
Cela ne m'intéresse pas	12	11	9	7	12	12	12
Je ne me suis pas posé la question	6	6	8	14	5	7	8
Sans opinion	6	5	3	8	4	5	4

D'ailleurs, les agressions ouvertes contre les migrants des ex-républiques soviétiques socialistes d'Asie centrale, d'Afrique, d'Amérique latine et même des pays d'Europe de l'Ouest, sont devenues ces derniers temps un fait presque quotidien en Russie.

## ***Le déficit démocratique***

La société russe actuelle se caractérise donc par un raidissement certain des valeurs, notamment dans le domaine des mœurs et dans le rapport aux étrangers. Les affrontements violents liés à la tenue de la *Gay Pride* moscovite le 27 mai 2006 en sont un témoignage accablant. D'un point de vue politique, la nostalgie réelle (même si elle ne touche qu'environ 30 % des Russes) de la période stalinienne pose la question de l'enracinement des valeurs démocratiques en Russie. Toutefois, cette nostalgie et le peu de poids politique des partis démocratiques ne peuvent uniquement être interprétés comme un penchant « naturel » des Russes vers un « pouvoir fort ». La période eltsinienne porte certainement une grande responsabilité dans le désamour des Russes pour les valeurs démocratiques et le libéralisme économique, dans la mesure où des réformes mal gérées ont entraîné de fortes inégalités sociales et un profond sentiment d'injustice et d'humiliation chez de nombreux citoyens russes.

Le déficit démocratique de la Russie reste flagrant : les partis d'opposition semblent condamnés à l'inefficacité, comme le montre le dernier sondage du centre Youri Lévéda de juin 2006. Le parti de Vladimir Poutine, Russie unie, recueillerait 46 % des suffrages exprimés si des élections législatives étaient organisées, laissant loin derrière les deux principaux partis d'opposition, le KPRF, crédité de 19 % des suffrages, et le LDPR qui en recueillerait 10 %. Quant à Rodina, au SPS et à Iabloko leur score oscillerait entre 3 % et 5 % des voix, ce qui rendrait problématique leur représentation à la Douma. Les

## LES INSTITUTIONS RUSSES

Les institutions russes actuelles ont été mises en place par la Constitution de 1993. Celle-ci fait de la Russie un « État de droit, fédéral, démocratique, ayant adopté la forme républicaine de gouvernement » et s'inspire largement de la Constitution française de 1958.

La fédération de Russie est composée de 88 sujets (républiques, régions, villes d'importance fédérale, régions / districts autonomes) égaux en droit.

Conformément à la Constitution, le président de la fédération de Russie « définit les orientations fondamentales de la politique intérieure et extérieure de l'État » (article 80, alinéa 3). Il est élu pour quatre ans au suffrage universel direct et ne peut exercer plus de deux mandats d'affilée (article 81). Il nomme le président du gouvernement de la fédération en accord avec la Douma ; il peut destituer le gouvernement (article 83) et dissoudre la Douma (article 84). Il signe et promulgue les lois fédérales mais peut également soumettre des projets de lois à la Douma et décider de référendums (article 84).

« L'Assemblée fédérale — Parlement de la fédération de Russie — est l'organe représentatif et législatif de la fédération russe » (article 94). Elle est composée de deux chambres : le Conseil de la fédération et la Douma d'État. Le Conseil de la fédération compte deux représentants par sujet de la fédération. La Douma compte, quant à elle, 450 députés élus pour quatre ans. L'Assemblée fédérale est chargée de

voter les lois fédérales et le budget. La décision de la Douma est prééminente en cas de désaccord avec le Conseil de la fédération.

Une loi votée en avril 2005 a modifié le mode de scrutin des députés de la Douma. Jusqu'à présent, les élections législatives se déroulaient pour moitié au scrutin uninominal majoritaire et au scrutin de liste proportionnel. Dorénavant, elles suivront entièrement les règles du scrutin proportionnel. Elle fixe par ailleurs le seuil d'entrée à la Douma à 7 % contre 5 % précédemment et interdit la création d'alliances électorales. Cette loi favorise donc les partis déjà bien implantés et a été vivement critiquée par les petits partis.

L'organisation des pouvoirs des sujets de la fédération a été profondément modifiée par une loi de décembre 2004. Celle-ci prévoit que les chefs des exécutifs régionaux (gouverneurs) ne seront plus élus au suffrage universel direct mais nommés par le président de la fédération. Une telle décision, prise dans un contexte de lutte contre le terrorisme (après la prise d'otages de Beslan en septembre 2004), remet en cause les principes fédéralistes affirmés dans la Constitution au profit d'une « verticalité du pouvoir <sup>1</sup> » que ne cesse de revendiquer Vladimir Poutine depuis son accession au pouvoir, en 2000, et qui vise à renforcer le pouvoir central au détriment des sujets de la fédération.

M.W.

1. Voir CASTEL Viviane (du). « Russie : la "verticale du pouvoir". La Russie au début du deuxième mandat de Vladimir Poutine ». *Futuribles*, n° 297, mai 2004, pp. 5-12.

récents changements du mode de scrutin accentueront sans doute encore le caractère unipolaire de la vie politique russe.

Par ailleurs, une grande partie des Russes considèrent que les présidentielles de 2008 sont déjà jouées. Si le même sondage de juin 2006 indique

un léger fléchissement de l'intérêt porté aux dauphins potentiels de Vladimir Poutine au profit des candidats de l'opposition (Vladimir Jirinovski est crédité de 20 % des intentions de vote et Guennadi Ziouganov de 13 %), cette tendance correspond très clairement aux déclarations de Vladimir Poutine sur son soutien possible à un candidat peu connu encore du grand public. Le scénario de 2000 qui a vu Vladimir Poutine, encore inconnu quelques mois avant, être élu avec 36 % des voix pourrait donc se reproduire en 2008. De fait, 36 % des sondés se déclarent prêts à voter pour un candidat « alternatif » soutenu par Vladimir Poutine...

Le soutien de la population russe au président Poutine demeure par ailleurs incroyablement stable et atteint 77 % en juin 2006. Toutefois, quelques résultats peuvent laisser présager, si la tendance se confirme réellement, un désir de la part des Russes de voir s'élargir le spectre des choix politiques.

À la question « Une opposition politique est-elle actuellement nécessaire ? », 56 % des sondés répondent par l'affirmative contre 20 % qui n'en voient pas la nécessité (ce chiffre est en diminution). Quant à l'existence effective de cette opposition, 37 % des personnes interrogées y croient (elles n'étaient que 31 % en décembre 2002), tandis que 39 % n'y croient pas (contre 42 % en décembre 2002). Est-ce à dire que l'offre politique s'est effectivement diversifiée ? Si un parti comme Rodina a pu témoigner d'une opposition plus affirmée à certaines réformes de Vladimir Poutine, et si Iabloko et le SPS peuvent se féliciter de certains résultats locaux encourageants (aux élections locales moscovites en décembre 2005), il semblerait toutefois que l'inquiétude, voire la peur de l'actuel pouvoir face à tout ce qui ressemblerait à une opposition organisée, puisse créer un effet d'optique déformant. Comme le suggère Vladimir Ryjkov, député à la Douma et membre d'un petit parti de droite (voir encadré ci-contre), le principal espoir d'une réelle démocratisation de la vie politique russe repose davantage sur le développement d'une société civile dynamique, portée par la croissance économique actuelle.

---

## LA RUSSIE A-T-ELLE ENCORE UN AVENIR DÉMOCRATIQUE ?

*Invité par Marie Mendras à s'exprimer au CERI (Centre d'études et de recherches internationales) le 2 mai 2006, le député républicain à la Douma, Vladimir Ryjkov a développé quelques réflexions dont il est ici rendu compte.*

Selon Vladimir Ryjkov, la question qui se pose actuellement en Russie est de savoir si la démocratie est une préoccupation pertinente. La stabilité et la croissance économiques représentent pour beaucoup un objectif bien plus important. Un grand nombre de Russes constatent en effet que la période eltsinienne, démocratique, s'est soldée par un bilan plutôt négatif tandis qu'aujourd'hui le bien-être est largement supérieur.

Or, le système politique actuel est bien moins démocratique que celui de la période précédente : il n'existe plus de séparation des pouvoirs, tous soumis à la « verticale » présidentielle ; il y a un parti dominant (Russie unie) comptant un million d'adhérents, disposant de moyens importants et contrôlant toutes les instances régionales ; le gouvernement fédéral a fortement accentué sa domination sur les pouvoirs régionaux ; 90 % des informations sont contrôlées plus ou moins directement par des compagnies aux mains du parti au pouvoir ; les organisations non gouvernementales et associations sont de plus en plus contrôlées et soumises à des tracasseries administratives permanentes <sup>1</sup>.

Est-ce à dire que la démocratie ne serait pas encore « mûre » en Russie ? Le fait est que, selon Vladimir Ryjkov, il n'y a tout simplement pas aujourd'hui de véritable démocratie car il n'existe pas de « concurrence ouverte à la participation », il existe au contraire un

« monopole bureaucratique » qui permet de contrôler le pays.

Les évolutions à l'œuvre dans le domaine économique peuvent être considérées comme susceptibles d'entraîner un développement porteur de valeurs démocratiques, mais le député note que les réformes actuelles visent essentiellement à favoriser l'expansion de l'État dans l'économie (notamment par l'acquisition d'actifs). Dans le même temps, le climat d'investissements se dégrade puisque l'État introduit des limitations, voire des interdictions aux investissements étrangers. Le renforcement des exportations dépend essentiellement du pétrole et du gaz dont les ventes fourniraient 51 % des revenus de l'État. Dans la nouvelle répartition du pouvoir, les entrepreneurs ont un rôle de plus en plus limité. Le système qui se met en place est donc un capitalisme d'État fondé sur l'exportation des matières premières.

Le résultat peut en être considéré comme positif : la dette baisse, le prestige de la Russie s'accroît, les revenus des habitants grimpent. Pourtant, relève le député, la situation de la Russie est loin d'être merveilleuse : en moins de cinq ans la population russe a diminué de 3,5 millions de personnes ; dans le palmarès mondial, la Russie est passée de la 70<sup>e</sup> à la 75<sup>e</sup> position pour la compétitivité <sup>2</sup>, son niveau de corruption la placerait à l'égal de la Sierra Leone et du Nigeria. Avec une économie centrée sur les exportations, la production marque le pas et stagne. Les réformes structurelles sont arrêtées alors même que l'inflation dépasse toujours les 10 %, avec des effets délétères pour les couches les plus pauvres de la population. Aujourd'hui que

1. Le 17 janvier 2006, Vladimir Poutine a signé une loi restrictive en matière de liberté d'association. Selon Vladimir Ryjkov, les nouveaux formulaires à remplir pour créer une association comptent environ 80 pages ; plus de 2 000 actions en justice auraient, par ailleurs, été lancées par le gouvernement contre des associations.

2. WORLD ECONOMIC FORUM. *Global Competitiveness Report 2005-2006*. Genève : World Economic Forum, septembre 2005.

l'essentiel de la croissance est dû à l'augmentation des prix des hydrocarbures, les réformes en profondeur de l'économie ne sont donc pas lancées et la corruption continue de fait à sévir. Selon Vladimir Ryjkov, il n'y a pas actuellement de bonne gouvernance de la croissance.

Le député se déclare pessimiste sur l'avenir démocratique de la Russie à court terme : la nouvelle loi électorale remplace, pour les législatives, le scrutin uninominal par des scrutins de liste et impose comme limite inférieure de représentation des partis des résultats supérieurs à 7 %. Cette barrière élimine *de facto* tous les petits partis démocratiques et resserre la vie politique autour de Russie unie (créditée d'environ 35 % à 40 % des voix), du KPRF (parti communiste, crédité d'environ 12 % à 15 % des voix) et du parti ultranationaliste de Vladimir Jirinovski. Il sera difficile d'attendre une démocratisation de la part de partis qui n'y sont pas favorables.

En ce qui concerne les élections présidentielles, il est quasiment certain, comme le croient d'ailleurs 51 % des Russes, qu'il n'y aura pas de lutte ouverte et honnête. De toute façon, 35 % des Russes se déclarent prêts à voter pour le dauphin désigné de V. Poutine, quel qu'il soit... La démocratie ne semble pas une priorité pour la société russe.

Une enquête menée récemment par le centre Youri Lévéda <sup>3</sup> montrait que la « démocratie et la liberté des personnes » n'arrivaient qu'en huitième position sur 12 parmi les aspirations des Russes. Le bien-être arrive en tête. Bien évidemment, alors que la société est assez satisfaite de sa situation matérielle, vit dans le « paradis pétrolier » et soutient donc à 72 % V. Poutine, il

est difficile de rendre populaires les discours critiques.

Y a-t-il néanmoins quelques espoirs d'approfondissement de la démocratie en Russie ?

Vladimir Ryjkov relève l'émergence d'une société civile qui se manifeste et n'hésite pas à protester y compris parfois avec succès. La « monétarisation des avantages <sup>4</sup> » avait enclenché des mobilisations qui ont permis de faire entendre les voix de certaines catégories de population qui ne disposaient pas de relais politiques ou médiatiques. De même, les manifestations qui se sont tenues à Irkoutsk et autour du lac Baïkal contre le tracé d'un oléoduc, dont la construction était prévue au sein d'une zone sismique, ont amené V. Poutine à revenir sur sa décision et à changer le tracé. Ces exemples prouvent que la société civile existe et apprend à arriver à ses fins. Exemple symptomatique : la forte mobilisation des conducteurs de voitures avec volant à droite dans les zones situées à l'est de l'Oural et, notamment, la paralysie de la ville de Vladivostok qu'ils ont réussi à provoquer, ont amené le gouvernement à renoncer au projet de loi qui rendait obligatoire le volant à gauche.

Bien qu'il existe quelques autres motifs d'espoir, Vladimir Ryjkov réaffirme son peu de foi en une évolution démocratique de la Russie d'ici les élections de 2008. Pour le long terme, il se déclare plus optimiste et conclut, en reprenant Max Weber, que la démocratie et la liberté seront possibles « là où existe durablement pour les appuyer la volonté résolue d'une nation de ne pas se laisser gouverner comme un troupeau de moutons <sup>5</sup> ».

*Futuribles*

3. Enquête du 2 mai 2005 disponible sur le site du centre Youri Lévéda : [www.levada.ru](http://www.levada.ru).

4. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, les avantages sociaux dont bénéficiaient certaines catégories de la population ont été remplacés par une contrepartie financière, jugée largement insuffisante par beaucoup. Cette monétarisation a donné lieu à une série de manifestations.

5. WEBER Max. « À propos de la situation de la démocratie bourgeoise en Russie » (1917). In *Œuvres politiques*. Paris : Albin Michel, 2004, p. 173.

Anatoli Vichnevski <sup>1</sup>

# Russie : les alternatives démographiques

*Depuis 1994, la population russe a diminué de presque six millions de personnes. Cette baisse continue et importante du volume de population est révélatrice de certains dysfonctionnements de la Russie. Si elle se poursuit ou s'accroît, la Russie se heurtera très probablement à de sérieux problèmes économiques et sociaux, aggravés par la difficile maîtrise de son immense territoire.*

*Anatoli Vichnevski s'intéresse ici aux perspectives démographiques de la Russie et nous montre que les évolutions catastrophiques de la mortalité, une fécondité semble-t-il durablement faible n'incitent pas à anticiper un accroissement naturel important de la population.*

*Après avoir présenté les projections de volume et de composition de la population du Centre de démographie et d'écologie humaine qu'il dirige à l'Académie des sciences de Russie, l'auteur examine quelles seraient les conditions de réalisation d'une stabilisation du volume de la population russe à son niveau actuel à l'horizon 2100. Il montre ainsi que pour réaliser le futur souhaitable d'un volume de population constant sur le siècle, un recours important à l'immigration est nécessaire. C'est pourquoi, dit-il, « la recherche d'une réponse au défi migratoire du XXI<sup>e</sup> siècle devient un des objectifs les plus importants de la politique intérieure voire extérieure de la Russie ».*

F.J.

---

1. Anatoli Vichnevski est démographe, directeur du Centre de démographie et d'écologie humaine (CDEH), Institut des prévisions économiques de l'Académie des sciences de Russie.

La Russie a été l'un des premiers pays du monde où le rapport fécondité / mortalité qui s'est établi dès 1964 a rendu impossible le simple remplacement des générations <sup>2</sup>. Comme ce rapport s'est maintenu au cours des décennies suivantes, cela a conduit à un accroissement naturel de la population de Russie négatif en 1992, donc à la baisse de la population. De début 1994 à début 2006, la population s'est réduite de 5,9 millions de personnes, passant de 148,6 millions à 142,7 millions.

Il ne s'agit pas d'une crise provisoire après laquelle tout reviendra dans l'ordre et le nombre des naissances dépassera de nouveau celui des décès, mais de changements durables dans le comportement démographique de la population. Si les tendances démographiques actuelles se maintiennent, la Russie ne connaîtra aucune perspective sérieuse d'accroissement de sa population. En témoignent les projections démographiques des experts russes et étrangers.

Serait-il possible d'influencer le cours des événements, de modifier les tendances apparues et de mettre fin à la dépopulation ? On ne saurait fournir une seule et même réponse aux trois principaux processus démographiques que sont la fécondité, la mortalité et les migrations, dont dépend l'évolution de l'effectif et la structure de la population du pays, aussi les envisagerons-nous séparément.

## ***Perspectives d'évolution de la mortalité***

La forte mortalité russe est devenue depuis longtemps un lieu commun non seulement pour les démographes, mais pour tous ceux qui ne sont pas indifférents à la situation sociale et démographique de la Russie. En 2003, l'espérance de vie en Russie était de 58,5 ans pour les hommes et de 71,8 ans pour les femmes. C'est moins, respectivement de 17 et 11 ans, qu'en France.

Les meilleurs indices de la mortalité de toute l'histoire de la Russie ont été atteints en 1965, après quoi la situation s'est détériorée de plus en plus et le retard de la Russie sur les pays occidentaux n'a fait que s'accroître. Le début du XXI<sup>e</sup> siècle a retrouvé quasiment le même niveau de retard que celui qu'accusait la Russie tsariste au début du XX<sup>e</sup> siècle. Pour les hommes, ce retard est devenu même plus important qu'en 1900. À ce moment-là, l'espérance de vie en Russie était inférieure de 12,7 ans à celle de la France pour les hommes et de 14,1 ans pour les femmes.

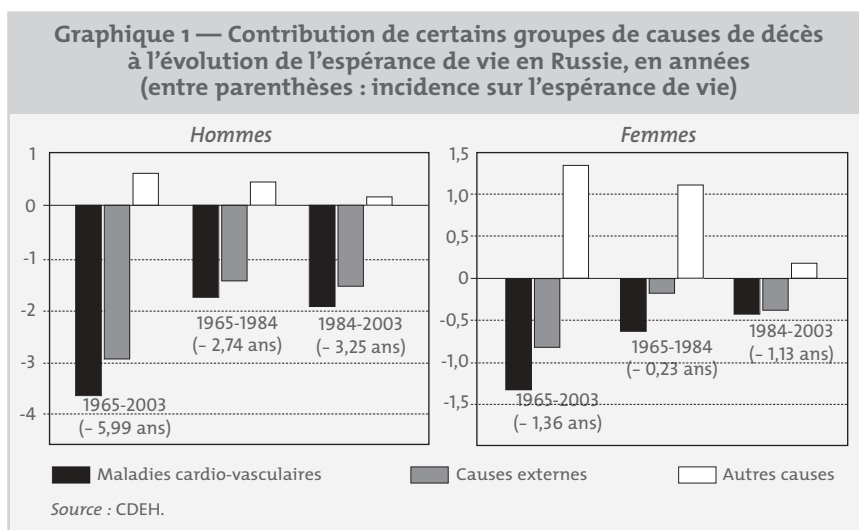
---

2. Pour qu'il y ait renouvellement des générations, il faut que le taux net de reproduction de la population (nombre moyen par femme de filles survivant jusqu'à l'âge moyen à la maternité) ne soit pas inférieur à un. Après la Seconde Guerre mondiale, cet indice est tombé au-dessous du chiffre 1 en Russie en 1964, en Allemagne de l'Ouest en 1970, en Allemagne de l'Est en 1972, en Grande-Bretagne en 1973, en France en 1975, en Italie en 1977 et en Espagne en 1981.

La Russie doit sa situation désastreuse en matière de mortalité à ce que la transition épidémiologique (sanitaire), à savoir l'évincement des causes essentiellement exogènes de mortalité par des causes essentiellement endogènes, reste inachevée. Les causes essentiellement exogènes sont celles qui dépendent plus de l'influence du milieu extérieur que de l'évolution intérieure de l'organisme humain. Ce peut être des maladies infectieuses, intestinales, des affections par suite de refroidissement ou autres maladies, ainsi que des causes dites « externes » pouvant provoquer la mort de personnes même en bonne santé, telles que les accidents, meurtres, suicides. La Russie exerce un contrôle bien plus faible que l'Occident sur les causes exogènes, aussi toute la structure des causes de décès reste-t-elle en bien des points archaïque.

Ces quatre dernières décennies, la dégradation a tenu en grande partie aux évolutions défavorables de la mortalité dues à deux groupes de causes de décès : les maladies cardio-vasculaires et les causes externes. Entre 1965 et 2003, la hausse de la mortalité due à ces causes a réduit l'espérance de vie des hommes en Russie de 6,7 ans (3,7 ans sont à mettre sur le compte des maladies cardio-vasculaires et 3 ans sur le compte des causes externes).

L'archaïsme de la structure des causes des décès en Russie se révèle par deux traits défavorables. Tout d'abord, par rapport à l'Occident<sup>3</sup>, il existe en Russie une plus grande probabilité de mourir de causes essentiellement exogènes pour les enfants, les jeunes et les personnes d'âge moyen. Cela se rapporte, en premier lieu, aux causes dites « externes » (accidents, suicides,



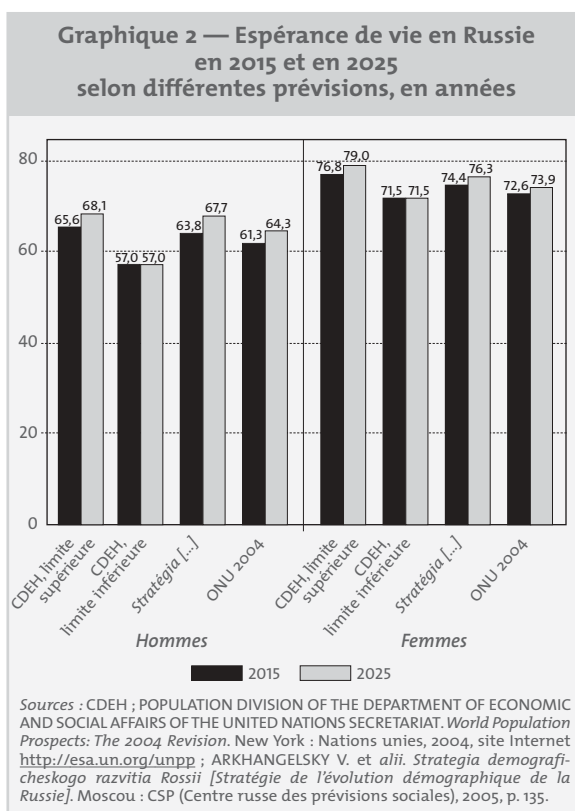
3. Ici et plus loin on utilise les indices moyens « occidentaux » pour 15 pays de l'Union européenne, les États-Unis ainsi que le Japon que l'on rapporte conventionnellement à l'Occident.

meurtres, empoisonnements, etc.). En Russie, en 2000, un nouveau-né avait beaucoup plus de risques de mourir au cours de son existence d'une de ces causes qu'en Occident : 3,6 fois plus pour les hommes et près de deux fois plus pour les femmes.

Ensuite, l'âge moyen des décès est très bas en Russie quelles qu'en soient les causes, y compris celles où en Occident prédomine le facteur endogène dans l'étiologie alors qu'en Russie, le facteur exogène est toujours très important (malnutrition, alcoolisme, stress, etc.). En 2000, les hommes mouraient en moyenne 11 ans plus tôt en Russie qu'en Occident par maladies cardiovasculaires, et 21 ans plus tôt par maladies respiratoires. Cet écart est moindre tout en étant important pour les femmes : respectivement 6,6 et 18,6 ans.

Les tendances peu favorables de la mortalité en Russie s'aggravent depuis 40 ans et on ne saurait les enrayer si l'on ne déploie pas de sérieux efforts dans ce domaine, si l'on n'augmente pas les crédits affectés à la protection de la santé, si l'on ne rehausse pas la valeur de la vie dans l'échelle des valeurs de la société russe. Pour le moment, on ne voit aucun signe de changements en ce sens, aussi n'y a-t-il aucune raison de prévoir une baisse de la mortalité. Et, néanmoins, le fait même qu'il y ait un grand nombre de pays à mortalité bien plus faible incite à l'optimisme. Leur exemple montre que la baisse de la mortalité est, en principe, possible et l'on peut espérer que cela se produira tôt ou tard en Russie, même si l'on n'y a jusqu'à présent aucun indice d'amélioration. On ne saurait, par ailleurs, exclure que la situation continuera à se dégrader, comme cela a été le cas ces 40 dernières années.

C'est pourquoi les anticipations des ten-



dances de la mortalité en Russie se font dans une situation de grande incertitude. Les études ne permettent pas de cerner précisément les changements éventuels de l'espérance de vie, mais permettent de dire, avec une probabilité de 95 %, que celle-ci évoluera entre les deux extrêmes suivants. La limite supérieure est établie à partir d'une hypothèse des plus optimistes selon laquelle l'espérance de vie en Russie augmentera au même rythme que celle de l'Union européenne en 1970-2000 (soit de 0,23-0,24 année par an). Quant à la limite inférieure, elle suppose que même dans des circonstances peu favorables, l'espérance de vie à la naissance ne descendra pas en dessous de 57 ans pour les hommes et 71,5 ans pour les femmes.

Ces hypothèses du Centre de démographie et d'écologie humaine (CDEH) délimitent une zone d'évolutions possibles de l'espérance de vie dans laquelle s'inscrivent bien les projections élaborées par d'autres études, et notamment celles de l'Organisation des Nations unies (ONU, graphique 2).

## ***Perspectives d'évolution de la fécondité***

Il y a tout autant d'incertitudes dans les anticipations de la fécondité. Aujourd'hui, la Russie se trouve parmi les pays européens à faible fécondité, au même titre que l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Ukraine, etc. L'indice conjoncturel de fécondité y est de 1,3 alors que pour le simple remplacement des générations, il devrait théoriquement atteindre 2,2. Mais dans la Russie d'aujourd'hui, pour mettre fin à la déperdition naturelle de la population, il est nécessaire de compenser les cohortes féminines peu nombreuses apparues en période de chute de la fécondité dans les années 1990, et pour cela il faudrait élever l'indicateur conjoncturel de fécondité et le porter à 2,5-3 enfants nés vivants par femme. Peut-on compter sur une telle hausse de fécondité ?

Le phénomène de baisse brutale de la fécondité dans de nombreux pays, dans les années 1970-1990, n'est pas analysé jusqu'au bout. L'opinion publique, les experts, tant en Russie que dans d'autres pays à faible fécondité, cherchent à l'expliquer par diverses causes concrètes, par exemple, un niveau de vie peu élevé, de mauvaises conditions de logement, l'absence d'intérêt économique pour les parents à avoir des enfants, l'incertitude du lendemain, le chômage, les journées doubles pour les femmes qui travaillent, leur désir comme celui des hommes de se réaliser, etc. Les experts se réfèrent souvent aux résultats des enquêtes au cours desquelles les femmes déclarent qu'elles voudraient bien avoir plus d'enfants, mais qu'elles ne peuvent se le permettre pour les raisons précitées. Ce qui donne lieu à toutes sortes de propositions optimistes comme celles de supprimer ces « obstacles » au moyen d'une politique familiale et d'accroître, par là même, le nombre d'enfants dans les familles. L'expérience accumulée dans le monde ne permet pas de partager cet optimisme.

Les facteurs déterminant le niveau de fécondité sont si nombreux, leurs combinaisons si différentes selon les pays, bien qu'ils mènent aux mêmes résultats, autrement dit, à une faible fécondité, que l'on peut vraiment se demander s'il est possible de modifier le comportement procréateur des hommes, en influençant l'un ou même plusieurs de ces multiples facteurs. Il est selon moi fort possible que l'impact de divers facteurs concrets ne représente qu'un mécanisme intermédiaire et que l'action de tel ou tel autre facteur concret reflète des réactions homéostatiques beaucoup plus générales, systémiques, le « système » n'étant pas la population d'un pays donné mais l'humanité tout entière.

### **UN NOUVEL ÉLAN DES POLITIQUES FAMILIALES ?**

Il existe actuellement des mesures de politique familiale en Russie, mais elles sont bien minces. Les prestations mensuelles allouées aux enfants de moins de 16 ans (de moins de 18 ans pour ceux qui poursuivent leurs études) s'élèvent à 70 roubles (2 euros), ou 140 roubles (4 euros) pour les mères isolées, et couvrent moins de 3 % du minimum vital. Depuis 2005, c'est aux régions et non plus au centre fédéral de préciser le montant de la somme des prestations mensuelles, ce qui n'a pas changé grand-chose. Les prestations mensuelles pour les enfants de moins de 18 mois (500 roubles, un peu moins de 15 euros) représentaient mi-2005 moins de 6 % du salaire moyen (8 500 roubles, environ 250 euros). Les allocations de maternité lors de la naissance de l'enfant s'élevaient à 8 000 roubles (235 euros) en 2006.

Dans l'ensemble, les allocations familiales représentaient en Russie moins de 0,4 % du produit national brut (PNB) en 2000, moins de 0,3 % en 2004 (en 2000, ces chiffres étaient de 2,84 % du PNB en France, 3,13 % en Allemagne et 2,24 % dans l'Europe des 15<sup>1</sup>).

Dans son message annuel au Parlement, en mai 2006, le président Poutine a présenté un nouveau programme de

soutien aux familles ayant des enfants. Les points les plus importants de ce programme prévoient de faire passer de 700 à 1 500 roubles (20 à 44 euros) les allocations reçues pour les enfants de moins de 18 mois pour le premier enfant et à 3 000 roubles (88 euros) pour le second enfant. Il prévoit également de compenser les frais liés à la scolarisation en école maternelle, respectivement de 20 %, 50 % et 70 % pour le premier, deuxième et troisième enfant.

Les femmes qui travaillaient avant leur congé de maternité toucheront au moins 40 % de leur salaire pendant 18 mois après la naissance de l'enfant. Est aussi prévue une mesure, nouvelle pour la Russie, selon laquelle les femmes qui mettront au monde un second enfant bénéficieront d'un « capital de mère » d'un montant de 250 000 roubles (7 337 euros) qu'elles pourront dépenser soit comme versement initial pour l'achat d'un appartement, soit pour assurer leur retraite, soit pour financer les études de leurs enfants.

Ce programme, prévu pour au moins 10 ans, devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

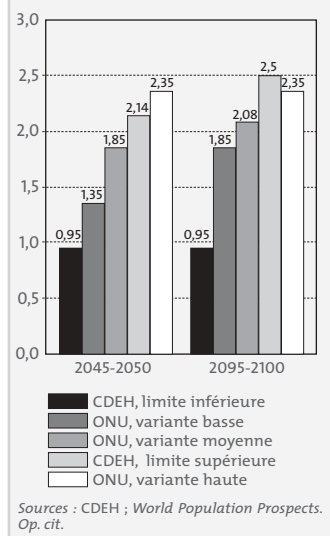
A.V.

1. EUROSTAT. « The Social Protection in Europe ». *Statistics in Focus, Population and Social Conditions*, thème 3, n° 3/2003.

J'avais soumis cette idée il y a quelques années, lors d'une communication à la réunion du groupe d'experts de l'ONU à New York. Il me semble qu'il faut chercher les causes profondes de la chute de la fécondité en Europe au niveau non pas national mais mondial car il y va de l'intérêt de l'humanité entière de faire baisser la fécondité et non de l'élever <sup>4</sup>. Les pays industriels ont été les premiers à avancer dans cette direction. Ayant rendu possible une baisse sans précédent de la mortalité dans le monde, ces pays ouvrent également la voie à une faible fécondité sans laquelle la faible mortalité une fois acquise devient une immense menace pour l'humanité tout entière.

C'est la logique de la survie globale qui est plus importante que toute autre logique nationale et qui les pousse à cette « mission historique », même si elle risque d'aller à l'encontre de leurs propres intérêts. La chute de la fécondité dans les pays industriels fait partie du processus démographique mondial qui a ses propres déterminants systémiques. « C'est pourquoi il est fort peu probable qu'il y ait, au cours de ces 50 prochaines années, dans tous ces pays, un retour à la hausse de la fécondité et que la Russie soit à l'écart du mouvement général des nations qui ont, à peu de chose près, le même niveau de développement social et économique. On peut plutôt s'attendre à ce que ces pays maintiennent jusqu'en 2050 le bas taux de fécondité actuel et il n'est pas exclu qu'il continuera à baisser <sup>5</sup>. »

**Graphique 3 — Indicateur conjoncturel de fécondité en Russie au milieu et à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle selon différentes prévisions**



Mais il existe, bien sûr, des points de vue plus optimistes sur l'avenir de la fécondité en Russie. Aussi, lors de l'élaboration des prévisions démographiques, tient-on compte tant des scénarios les plus optimistes que des plus pessimistes. Comme pour la mortalité, le système de scénarios du CDEH englobe une vaste zone de trajectoires possibles de fécondité. La limite inférieure de cette zone correspond aux prévisions pessimistes selon lesquelles le nombre moyen de naissances par femme se maintiendra autour de 0,95 en 2050 (notons que les prévisions les plus politiquement correctes de l'ONU fixent la valeur minimale de l'indicateur conjoncturel de fé-

4. VICHNEVSKI [VISHNEVSKY] Anatoli. « Replacement Migration: Is It a Solution for the Russian Federation? » In « Policy Response to Population Decline and Ageing ». *Population Bulletin of the United Nations*, numéro spécial, n° 44/45, 2002.

5. *Ibidem*, p. 274.

condité pour la Russie à 1,35 au milieu du siècle, et à 1,85 à la fin du siècle). La limite supérieure est de 2,14 naissances par femme en 2050 et 2,5 en 2100 (les indices respectifs des prévisions de l'ONU pour les deux dates sont de 2,35).

On peut s'attendre aux combinaisons les plus diverses des tendances futures de la fécondité et de la mortalité. On ne saurait à l'avance exclure les tendances même les plus favorables, à savoir une hausse considérable de la fécondité accompagnée d'une baisse brutale de la mortalité, même si cela est peu probable. Pour la plupart des pays industriels les plus prospères, on rencontre le plus souvent une faible mortalité s'accompagnant d'une faible ou très faible fécondité. Aujourd'hui, une telle combinaison signifierait pour la Russie un progrès considérable, même si cette fécondité n'assurerait pas le simple remplacement des générations.

## ***Perspectives d'évolution des migrations***

Si les tendances actuelles de la fécondité se maintiennent et même s'il y a des changements favorables dans la mortalité, la Russie n'aura pas beaucoup de choix. Elle devra soit se résigner à une baisse rapide et au vieillissement de sa population, ainsi qu'à la perte de son rang dans la hiérarchie démographique mondiale, soit recourir à grande échelle aux ressources migratoires. En ce sens, elle ne se distingue pas de la plupart des pays industriels qui utilisent largement cette ressource pour compenser leurs pertes.

Si la hausse de la fécondité en Russie est peu probable du fait que les familles modernes n'ont pas de motivations à avoir plus d'enfants qu'elles n'en ont aujourd'hui, il existe en revanche une grande probabilité pour que se renforcent les flux migratoires, auxquels ont grandement intérêt la Russie en tant que pays d'accueil et les autres pays en tant que fournisseurs de migrants.

Toutefois, l'expérience des pays occidentaux en matière d'accueil de grandes masses d'immigrants et celle bien plus modeste de la Russie, montrent que même si les immigrants jouent un grand rôle en tant que source de richesse démographique et économique, toute immigration massive engendre aussi nombre de problèmes économiques et sociaux pour les pays d'accueil. Ainsi, le ressentiment contre l'immigration qui a toujours existé dans la société russe s'exacerbe et peut sérieusement freiner les afflux de populations étrangères. Aussi, les prévisions en la matière se font-elles également dans une situation d'incertitude. Et là, deux approches sont possibles.

La première est basée sur l'extrapolation de l'évolution de la migration nette (différence entre l'émigration et l'immigration) que l'on a observée ces 10 dernières années en Russie, ce qui ne présume pas de grands changements dans la politique migratoire de l'État. Au début des années 1990, la Russie a connu une croissance brutale de courte durée de l'immigration puis une retombée

### LES PRÉVISIONS STOCHASTIQUES

Les hypothèses sur l'avenir démographique de la Russie retenues dans les prévisions du Centre de démographie et d'écologie humaine (CDEH) sont conformes à la méthodologie d'élaboration des prévisions « stochastiques ». Elles ne prévoient pas de variantes des valeurs discrètes des variables (de fécondité, mortalité et migration) comme on procède dans les prévisions « classiques » les plus répandues aujourd'hui, mais définissent seulement les limites supérieure et inférieure d'une zone continue dans laquelle évoluent les valeurs des variables.

La prévision même présente le résultat d'une série de simulations stochastiques de combinaisons possibles de ces variables (de fécondité, mortalité et migration). Chaque simulation est une

prévision indépendante des combinaisons qui apparaissent de façon aléatoire lors de la distribution normale des probabilités d'évolution des variables.

Ainsi, on évite tout subjectivisme au cours de l'assemblage des différentes évolutions possibles de chaque variable. Les résultats d'une démarche de ce type n'indiquent pas une seule et unique trajectoire d'évolution mais tout un faisceau de trajectoires dont chacune peut être réalisée avec telle ou telle probabilité. Dans leur totalité, ils couvrent un certain champ de valeurs et on peut dire, avec les intervalles de confiance donnés, que les paramètres futurs de la reproduction de la population de Russie (en l'occurrence) ne peuvent pas en sortir.

A.V.

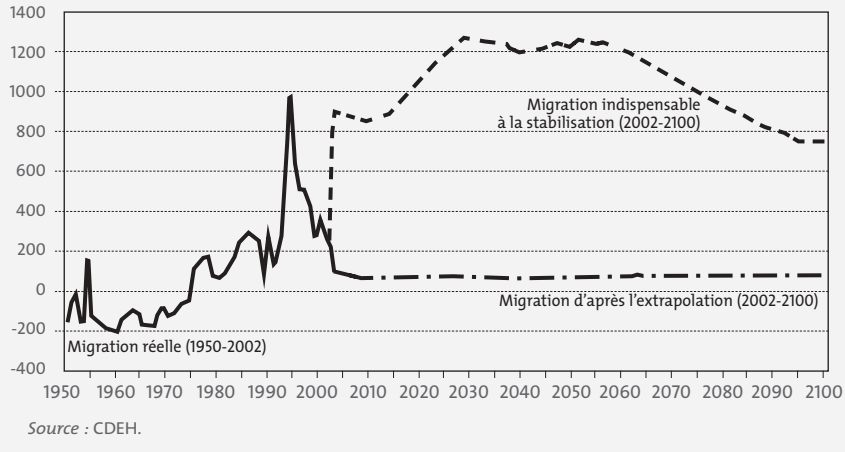
suivie d'une réduction de la migration nette enregistrée, qui s'est accélérée surtout après la crise financière de 1998. On ne saurait néanmoins exclure son accroissement, ne serait-ce qu'en raison de la légalisation des flux d'immigration non enregistrés.

Donc, lors de la définition de la limite supérieure de l'effectif possible de la migration nette, on considère la réduction observée comme une fluctuation de courte durée et on prévoit le retour au niveau d'avant 1998. En revanche, lorsqu'il s'agit de la limite inférieure, on envisage cette diminution comme étant régulière et irréversible. Aussi fixe-t-on cette limite à un niveau extrêmement bas, autrement dit, l'immigration extérieure cesse de jouer un rôle un tant soit peu important dans l'évolution de la population du pays, ce qui correspond à l'état d'esprit d'une certaine partie de la société russe.

La seconde approche d'évaluation de la migration externe dans les prévisions démographiques à long terme s'appuie sur l'idée que, grâce à une politique migratoire active de l'État, l'immigration annuelle en Russie augmentera brusquement pour atteindre un niveau permettant de compenser pleinement la déperdition naturelle de la population et de stabiliser son effectif. On pourrait, pour cette raison, parler de prévisions de stabilisation par opposition aux prévisions d'extrapolation qui constituent la première approche.

Avec cette seconde approche, l'ampleur annuelle de la croissance migratoire dépendra des changements dans la fécondité et la mortalité, et se préci-

**Graphique 4 — Migration nette en Russie d'après les prévisions, basée sur l'extrapolation des tendances passées et indispensable à la stabilisation de la population (valeur médiane des prévisions), en milliers de personnes**



sera au cours du processus de simulation lors de l'élaboration des prévisions stochastiques (encadré précédent). C'est la raison pour laquelle elle ne représente pas une grandeur discrète<sup>6</sup> définie à l'avance. Mais dans tous les cas, il s'agit d'une très grande ampleur de la migration nette. On peut en juger par les valeurs médianes des prévisions stochastiques de l'ordre de 900 000 personnes par an dans les 25 premières années de ce siècle, qui pourraient atteindre 1,2 million entre 2025 et 2050.

## ***Deux séries de perspectives démographiques***

Ces deux approches permettent de mettre au point deux variantes de projections de l'effectif de la population et de sa structure par âge qui varient selon les hypothèses de migrations. Il est naturel de leur donner le nom de variantes d'extrapolation et de stabilisation.

Comme l'on pouvait s'y attendre, dans les scénarios d'extrapolation on observe une réduction rapide de l'effectif de la population russe. Si au début de l'année 2001, elle s'élevait à 146 millions de personnes, au début de 2051, elle serait — avec une probabilité de 50 % — à moins de 98 millions puis atteindrait à peine 68 millions au début de 2101.

Plus grand est l'intervalle de confiance, plus importante est l'amplitude des valeurs. On peut affirmer avec une probabilité de 60 % que la population

6. En mathématique, une grandeur est dite « discrète » lorsqu'elle est constituée d'unités distinctes (par opposition aux grandeurs continues) d'une variation procédant par quantités entières.

**Tableau 1 — Effectif de la population de Russie\*, en millions de personnes**

	Prévision d'extrapolation		Prévision de stabilisation
	Médiane	« Fourchette »**	
1950	102	102	102
1975	134	134	134
2000	146	146	146
2025	125	119-131	144
2050	98	86-112	144
2075	76	58-98	144
2100	64	40-91	144

\*Effectif réel jusqu'en 2000, et d'après les variantes d'extrapolation et de stabilisation des prévisions ensuite.

\*\*Intervalle de confiance de 60 %.

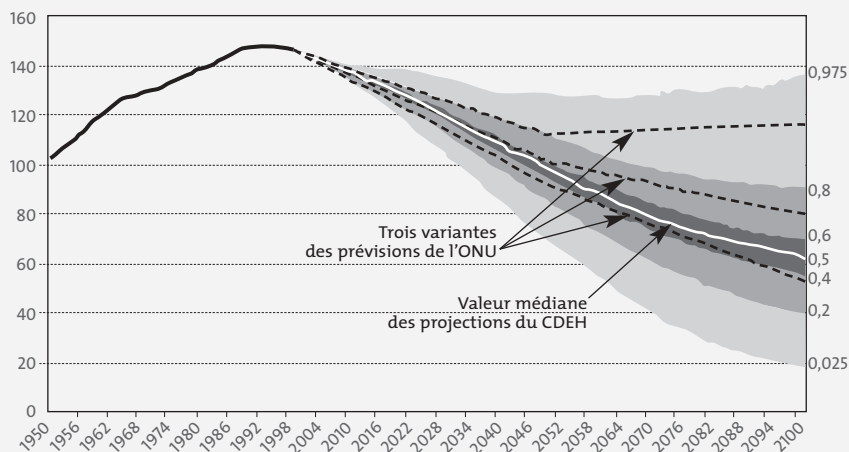
Source : CDEH.

de Russie au début de 2101 oscillera entre 40 et 91 millions et, seulement avec 5 % de probabilité, qu'elle sera inférieure à 19 millions ou dépassera 137 millions de personnes (tableau 1).

On peut comparer les prévisions du tableau 1 établies par les chercheurs du CDEH et celles des experts de l'ONU (graphique 5). Les évaluations de l'ONU sont assez proches de celles présentées sur le tableau 1,

même si elles donnent des évaluations plus élevées et semblent, pour cette raison, un peu plus optimistes. D'après les estimations les plus basses de l'ONU, vers 2101, la population de Russie diminuerait pour atteindre 53 millions de personnes ; elle atteindrait 116 millions d'après les plus hautes et 80 millions d'après les moyennes.

La variante alternative de stabilisation des prévisions du CDEH, qui présume un haut niveau de migration nette, même, il va sans dire, à d'autres

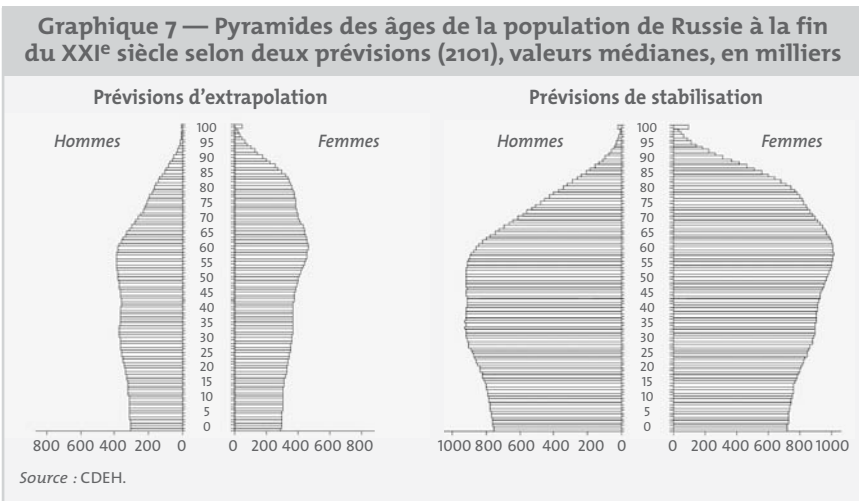
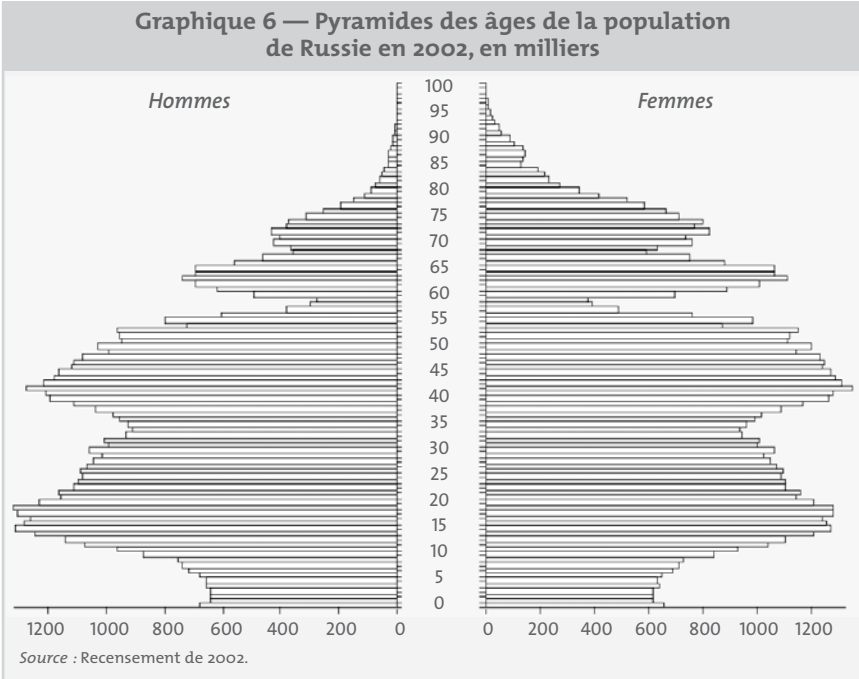
**Graphique 5 — Effectif de la population de Russie : projections 2003-2100 d'après les prévisions d'extrapolation de l'ONU et du CDEH (zones ombrées), en millions (échelle de gauche) et suivant différents intervalles de confiance (échelle de droite)\***

\*Les chiffres sur l'axe de droite indiquent les intervalles de confiance correspondant aux limites des zones de différents niveaux de gris. Ils ne valent que pour les projections du CDEH.

Sources : CDEH et ONU.

résultats. Au cas où cette variante se réaliserait pleinement, la population de Russie cesserait de diminuer et garderait son effectif au cours du siècle.

Les différences importantes entre les prévisions d'extrapolation et celles de stabilisation (autrement dit, ciblées sur la migration) ne concernent pas seulement l'effectif de la population mais également la composition par âge.



L'effectif initial et le destin démographique des générations qui représentent la population actuelle de la Russie ont été fortement touchés par les catastrophes de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, ce qui a provoqué des déformations considérables dans la pyramide des âges de la population de Russie. Plus on s'éloigne des périodes de bouleversements démographiques, plus leur influence sur la pyramide des âges s'atténue. De fait, vers 2050, la disproportion entre les sexes et entre les groupes d'âge voisins sera beaucoup moins marquée qu'aujourd'hui. Vers 2100, à condition qu'il n'y ait pas de cataclysme social ou naturel, le contour de la pyramide des âges russe sera encore plus aplani. Si dans le cas des prévisions d'extrapolation, les conséquences des catastrophes démographiques du XX<sup>e</sup> siècle sont encore perceptibles dans la pyramide des âges russe, même dans 100 ans, ce ne sera pas le cas pour les prévisions de stabilisation où elles figureront à peine.

Que ce soit dans les variantes d'extrapolation ou de stabilisation, la répartition par âge et par sexe de la population se stabiliserait, dans une grande mesure, à partir de 2050 environ. Du moins, la part des trois groupes d'âge dans la population resterait-elle presque inchangée (tableau 2). Dans la période de stabilisation relative qui suivra, après 2050, on devrait compter, en moyenne, 31,3 % de personnes âgées dans l'ensemble de la population d'après les prévisions de stabilisation, et 34,7 % d'après les prévisions d'extrapolation.

**Tableau 2 — Part des trois grands groupes d'âge de la population de Russie, 1939-2100, en %**

Groupes d'âge					Prévisions (valeurs médianes)			
	1939	1959	1989	2002	2050		2100	
					Extrapolation	Stabilisation	Extrapolation	Stabilisation
0-15	38,8	29,8	24,5	18,1	15,4	16,3	16,0	16,5
16-54 (59)*	52,5	58,4	57,0	61,3	48,4	51,6	49,3	51,6
54 (59)* ou +	8,7	11,8	18,5	20,6	36,2	32,1	34,7	31,9

\*L'âge indiqué dépend du sexe : 54 ans pour les femmes qui ont droit à la retraite à 55 ans, 59 pour les hommes qui ne partent à la retraite qu'à 60 ans.  
Source : CDEH.

Mais les changements du nombre absolu de travailleurs potentiels (autrement dit des personnes d'âge actif, qui regroupent, d'après la loi sur les retraites en vigueur en Russie, les hommes de 16 à 60 ans et les femmes de 16 à 55 ans) dépendent fortement des variantes des prévisions.

Au cours des 50 dernières années, cet effectif s'est globalement accru malgré quelques fluctuations. L'accroissement se poursuit encore aujourd'hui mais il ne se maintiendra pas longtemps. Les projections d'extrapolation anticipent, dès 2006-2007, une baisse rapide du nombre absolu de Russes d'âge actif. On peut dire avec une probabilité de 50 % que vers 2050, ils seront

**Tableau 3 — Effectif de la population à l'âge actif selon deux variantes de prévisions\*, en millions de personnes**

	Médiane		« Fourchette » avec un intervalle de confiance de 60 %	
	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation
1950	59,7	59,7	59,7	59,7
1975	78,7	78,7	78,7	78,7
2000	86,5	86,5	86,5	86,5
2025	70,1	81,6	68,5-71,4	79,2-84,3
2050	47,7	74,3	40,9-54,7	71,5-76,7
2075	37,5	75,3	26,5-49,7	71,2-78,8
2100	30,6	74,7	18,4-46,4	69,0-79,5

\*Effectif réel jusqu'en 2000, et d'après les variantes d'extrapolation et de stabilisation des prévisions ensuite.  
Source : CDEH.

45 % de moins qu'en 2000 et 20 % de moins qu'en 1950, et qu'en 2100 il ne restera qu'environ 35 % du nombre des hommes d'âge actif que comptait la Russie en 2000.

Si l'on arrive à concrétiser la variante de stabilisation, la situation sera différente (tableau 3). Mais, même d'après cette variante, il semble impossible d'éviter pleinement la baisse de l'effectif de la population active. Cette baisse serait cependant beaucoup moins importante. Elle ne se poursuivrait, avec une probabilité de 50 %, que jusqu'au milieu du siècle et, à ce moment-là, l'effectif de la population active baisserait de moins de 15 % par rapport au niveau de 2000 pour atteindre approximativement celui de 1971, après quoi il se stabiliserait.

La baisse de l'effectif de la population active s'accompagnant d'un vieillissement permanent, cela conduit inévitablement à alourdir la charge que représentent les personnes âgées (nombre de personnes âgées sur 1000 actifs), que l'on ne saurait éviter ni dans les variantes d'extrapolation, ni dans celles de stabilisation (tableau 4).

Les pronostics d'extrapolation prédisent, avec une probabilité de 50 %, que le nombre de personnes âgées à charge augmentera de 103 % en 100 ans. D'après les pronostics de stabilisation, cet accroissement serait moindre mais resterait également considérable : 77 %. La différence est importante mais elle ne change presque rien quant au principe, car même d'après la variante de stabilisation, le nombre de personnes âgées à charge devrait rester très important.

L'évolution de la charge démographique générale, autrement dit celle que présentent les personnes âgées et les enfants pris ensemble serait moins dramatique, néanmoins la différence entre les variantes est également sensible

**Tableau 4 — Nombre de personnes âgées\* sur 1000 actifs selon deux variantes de prévisions\*\***

	Médiane		« Fourchette » avec un intervalle de confiance de 60 %	
	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation
1950	183	183	183	183
1975	270	270	270	270
2000	346	346	346	346
2025	493	468	476-512	452-490
2050	747	623	638-887	555-700
2075	705	595	553-938	498-720
2100	703	613	519-1021	483-796

\*Les personnes âgées sont donc les hommes de 60 ans ou plus et les femmes de 55 ans ou plus.

\*\*Effectif réel jusqu'en 2000, et d'après les variantes d'extrapolation et de stabilisation des prévisions ensuite.

Source : CDEH.

**Tableau 5 — Charge démographique générale (enfants et personnes âgées) sur 1000 actifs selon deux variantes de prévisions\***

	Médiane		« Fourchette » avec intervalle de confiance de 60 %	
	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation
1950	732	732	732	732
1975	699	699	699	699
2000	682	682	682	682
2025	785	764	731-834	707-818
2050	1 065	937	1 004-1 153	876-1 015
2075	1 025	918	906-1 229	832-1 026
2100	1 031	938	887-1 297	839-1 099

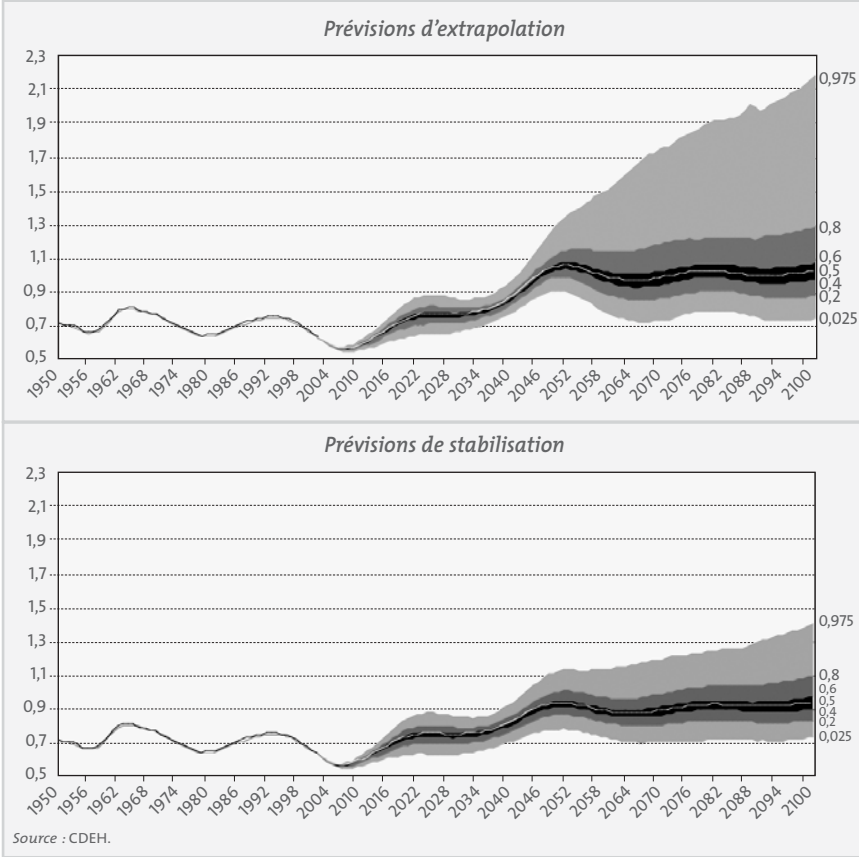
\*Effectif réel jusqu'en 2000, et d'après les variantes d'extrapolation et de stabilisation des prévisions ensuite.

Source : CDEH.

(tableau 5 et graphique 8). Au cours des 50 dernières années, c'est en 1964-1965 qu'elle a été la plus lourde, représentant 818 personnes sur 1000 d'âge actif. Par rapport à ce niveau, l'accentuation de ce *ratio* serait vers 2100, avec une probabilité de 50 %, de 23 % d'après les prévisions d'extrapolation et de seulement 13 % d'après les prévisions de stabilisation.

Par rapport au niveau atteint en 2000, cet accroissement serait plus important : respectivement de 51 % selon les prévisions d'extrapolation et de 38 % selon celles de stabilisation. Mais la différence entre les grandeurs finales des charges selon les deux variantes de prévisions n'est pas très grande : la charge démographique générale en 2100 d'après la variante de stabilisation serait

**Graphique 8 — Charge démographique générale (enfants et personnes âgées, échelle de gauche) sur un actif : projections 2001-2100 selon les variantes d'extrapolation et de stabilisation, et suivant différents intervalles de confiance (échelle de droite)**



inférieure de 9 % à celle de la variante d'extrapolation (en ne considérant que les personnes âgées à charge, cette différence serait de 13 %).

La différence entre les approches d'extrapolation et de stabilisation se révèle dans la dynamique de tous les contingents par âge et par sexe, qu'il s'agisse de travailleurs, d'étudiants, de recrues, etc. On le voit très bien sur l'exemple des mères potentielles, autrement dit, des femmes en âge de procréer (de 15 à 49 ans). L'avenir démographique du pays est évidemment lié à leur nombre qui, ces 50 dernières années, a généralement augmenté en Russie, malgré quelques fluctuations, et est à présent plus important que jamais. Mais ces toutes dernières années, cette croissance a cessé et dans la seconde moitié de cette décennie, il y aura une baisse du nombre de femmes en âge de procréer. Cependant, les deux variantes de prévisions donnent des résultats tout à fait

différents. Selon les prévisions d'extrapolation, la chute serait catastrophiquement rapide. Vers 2050, le nombre de mères potentielles en Russie pourrait être divisé par deux et, vers 2100, par trois. La réalisation de la variante de stabilisation permettrait de freiner brutalement la réduction jusqu'en 2050 (elle ne se réduirait pas de 50 % mais de seulement 20 %) et de stabiliser le nombre de mères potentielles après 2050, de sorte qu'à la fin du siècle ce nombre pourrait être deux fois et demie plus élevé que d'après les prévisions d'extrapolation.

## ***Stratégies migratoires alternatives***

La dépopulation et le vieillissement dus aux profonds changements qui ont eu lieu dans les processus démographiques et qui sont liés à la modernisation de la reproduction des générations, appelée « transition démographique », constituent les principaux défis que devra relever la société russe au XXI<sup>e</sup> siècle. Elle ne le fera que si elle réussit à concilier deux sortes de réponses que l'on pourrait conventionnellement qualifier de « qualitatives » et « quantitatives ».

La réponse qualitative exige que l'on adapte les institutions économiques et sociales aux nouvelles conditions démographiques de la Russie. À ces fins, il faut passer des formes extensives de développement aux formes intensives, assurer au maximum la rentabilité des ressources affectées à l'économie, l'enseignement, la santé publique, la science ou la sécurité. Cette intensification est seule capable de compenser partiellement les évolutions démographiques défavorables et de créer des conditions susceptibles de permettre aux générations actuelles de Russes, moins nombreuses que par le passé, de régler leurs problèmes sans porter préjudice à l'existence même des générations de leurs enfants et petits-enfants.

Toutefois, cette réponse à elle seule n'est pas suffisante. On peut trouver, en principe, bien des arguments selon lesquels la décroissance de la population n'est pas toujours un mal et sa croissance pas toujours un bien. Cependant, du point de vue des conditions concrètes de la Russie, il est difficile de ne pas voir que le déclin démographique présente de très grands désavantages<sup>7</sup>. La Russie a besoin et aura besoin d'hommes, et ce besoin ne disparaîtra pas même si elle fait de grands progrès dans le domaine scientifico-technique ou social, progrès qu'il n'est d'ailleurs pas si facile d'obtenir. Aussi faudra-t-il trouver, parallèlement à une réponse qualitative, une réponse quantitative, démographique, susceptible de freiner au maximum la réduction de la population de Russie et, dans l'idéal, de stabiliser son effectif. Même si les prévisions montrent que l'on peut y arriver, dans une certaine mesure, par

---

7. Cf. VICHNEVSKI Anatoli. « Une superpuissance sous-peuplée. La Russie en 2010 ». *Le Débat*, mai-août 2004, n° 130, p. 71.

**Tableau 6 — Part des migrants et de leurs descendants dans la population de Russie selon deux variantes de prévisions, en %**

	Médiane		« Fourchette » avec intervalle de confiance de 60 %	
	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation	Prévisions d'extrapolation	Prévisions de stabilisation
2025	2,4	15,3	1,4-3,3	11,4-19,2
2050	4,9	34,6	3,0-6,6	25,5-43,5
2075	7,6	50,9	4,7-10,3	37,3-63,5
2100	11,2	60,8	6,7-15,4	43,5-75,5

Source : CDEH.

la hausse de la fécondité et la baisse de la mortalité, ces possibilités sont relativement restreintes. Seule l'immigration est réellement capable de fournir des ressources pour la réponse démographique.

Par ailleurs, on ne saurait non plus surestimer la possibilité de recourir à cette ressource. Le flux massif des immigrants peut engendrer de sérieux problèmes et dangers. Que le développement démographique de la Russie suive la variante de stabilisation et il se produira alors un changement considérable de la composition de sa population, la part des migrants et de leurs descendants augmentant rapidement et représentant, probablement, plus de la moitié de sa population dans la seconde moitié du XXI<sup>e</sup> siècle (tableau 6).

La Russie n'est pas la seule à faire face à la perspective d'une modification de la composition de sa population due aux flux migratoires. En 2000, les experts du Département de la population de l'ONU avaient préparé un rapport sur la migration de remplacement comme possible solution au problème de la diminution de la population et de son vieillissement<sup>8</sup>. Selon les calculs présentés dans ce rapport, la migration nette indispensable pour compenser l'accroissement naturel négatif de la population des pays industriels conduirait à ce que, vers 2050, la part des migrants et de leurs descendants dans un grand nombre de ces pays soit très importante : elle pourrait atteindre 28 % en Russie, 26 % en moyenne pour l'Europe et bien davantage dans certains pays comme l'Allemagne (36 %) ou l'Italie (38 %) <sup>9</sup>.

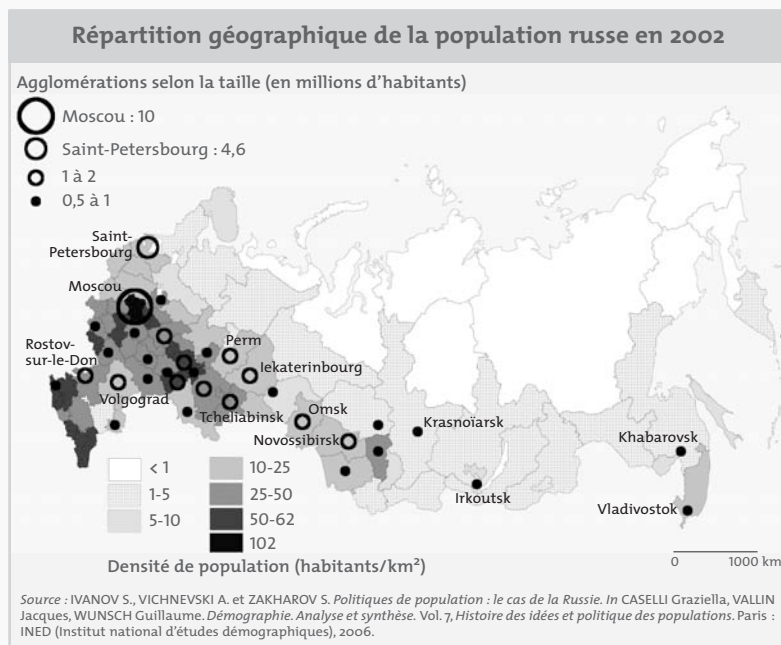
Les dernières estimations pour la Russie (tableau 6) sont plus élevées que celles données par l'ONU car elles tiennent compte de la baisse continue de la population du pays. Le besoin en immigrants pour le maintien de l'effectif de la population de Russie au niveau du début du siècle s'est accru. C'est pourquoi si la variante des prévisions de stabilisation se réalisait, la part des

8. *Replacement Migration: Is it a Solution to Declining and Ageing Populations?* New York : Nations unies, 2000 (mis à jour en 2004).

9. *Ibidem*, p. 160.

## LA RÉPARTITION DE LA POPULATION RUSSE

La Russie, le pays le plus vaste du monde, s'étend sur plus de 17 millions de kilomètres carrés. En revanche, sa population n'est pas très nombreuse



### Population et territoire des districts fédéraux de la fédération de Russie en 2005

	Population		Territoire		Densité de la population au km <sup>2</sup>
	En milliers	En %	En milliers de km <sup>2</sup>	En %	
Fédération de Russie	143 474,2	100,0	17 075,4	100,0	8,4
dont les districts :					
du Centre	37 545,8	26,2	650,7	3,8	57,7
du Nord-Ouest	13 731,0	9,6	1 677,9	9,8	8,2
du Sud	22 820,8	15,9	589,2	3,4	38,7
de la Volga	30 710,2	21,4	1 038,0	6,1	29,6
de l'Oural	12 279,2	8,5	1 788,9	10,5	6,9
de la Sibérie	19 794,2	13,8	5 114,8	30,0	3,9
de l'Extrême-Orient	6 593,0	4,6	6 215,9	36,4	1,1
Partie européenne de la Russie	111 787,1	77,9	4 309,5	25,2	25,9
Partie asiatique de la Russie	31 687,1	22,1	12 765,9	74,8	2,5
Régions de l'extrême Nord et assimilées	10 803,0	7,5	11 900,0	69,7	0,9

Source : CDEH.

### Les sept districts fédéraux russes créés en mai 2002



1. District fédéral du Centre (Moscou)\*
2. District fédéral du Nord-Ouest (Saint-Petersbourg)
3. District fédéral du Sud (Rostov-sur-le-Don)
4. District fédéral de la Volga (Nijni Novgorod)
5. District fédéral de l'Oural (Iekaterinbourg)
6. District fédéral de la Sibirie (Novossibirsk)
7. District fédéral de l'Extrême-Orient (Khabarovsk)

\* Les villes entre parenthèses correspondent aux centres administratifs.

et, de surcroît, n'est pas uniformément répartie sur cet immense territoire. La région centrale de la Russie, le Caucase du Nord, les régions de la Volga sont relativement bien peuplées même si la densité de la population y est beaucoup plus faible que dans l'Union européenne (119 habitants au kilomètre carré). Mais la partie asiatique qui s'étend sur les trois quarts du territoire ne compte qu'un habitant de Russie sur cinq (tableau). Les régions de l'extrême Nord et celles qui sont reconnues pour avoir les plus rudes conditions climatiques occupent 70 % du territoire du pays et sont très faiblement peuplées. Au début de 2004, on comptait dans ces régions 10,8 millions d'habitants, soit 7,5 % de la totalité de la population russe.

Les districts fédéraux du Centre et des régions de la Volga, les plus fortement peuplées, rassemblent respectivement 26,2 % et 21,4 % de la population russe. Dans le district de l'Extrême-Orient, qui occupe plus d'un tiers du territoire du pays, ne vivent que 4,6 % d'habitants de Russie.

#### « La dérive occidentale » des migrations internes

Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la répartition interrégionale de la population a été marquée par des déplacements souvent forcés, vers le nord et l'est et, dans une moindre mesure, le sud. La part des Russes qui vivaient dans la partie asiatique du pays s'est élevée régulièrement, pour passer — ce, malgré un ralentissement considérable dans les

années 1960 et 1980 —, de 13,3 % en 1926 à 21,8 % de la population totale en 1989.

Après le recensement de 1989, on observe une tendance contraire, le reflux de la population des régions périphériques du nord-est vers le sud-ouest. En définitive, la population de la partie asiatique du pays a diminué de 2,4 millions d'habitants entre 1989 et 2005, et sa part s'est réduite à 20,7 %.

Entre les recensements de 1989 et de 2002, les migrations internes interrégionales entre les sujets de la fédération ont concerné 10,2 millions de personnes. Le flux de ces migrations est toujours dirigé du nord et de l'est vers le centre et le sud-ouest. Les deux pôles migratoires les plus importants sont les districts fédéraux du Centre, qui draine la population de tous les territoires du pays, et de l'Extrême-Orient, qui cède sa population à tous les territoires. Le Centre a acquis près des deux tiers de la population ayant migré entre les districts fédéraux (carte ci-dessus) entre 1989 et 2002, alors que la Sibirie et l'Extrême-Orient ont cédé, au cours de cette période, un million de leurs habitants.

Toutes les régions situées à l'ouest de l'Extrême-Orient perdent leur population en raison des migrations vers les régions les plus à l'ouest, mais compensent tout ou partie de cette perte par les migrations en provenance des régions de l'est. Ainsi, l'Extrême-Orient a un solde migratoire négatif avec toutes les régions sans exception, la Sibirie avec toutes les régions de l'ouest mais elle compense 30 % de ses

perdes par les arrivées en provenance de l'Extrême-Orient ; quant à la région de l'Oural, elle a compensé 50 % de ses pertes par les flux issus de la Sibérie et de l'Extrême-Orient.

Selon les résultats du recensement de 2002, 106,4 millions de Russes vivaient dans les agglomérations urbaines (73,3 %) contre 38,7 millions (26,7 %) dans les localités rurales. Pour la première fois de toute l'histoire contemporaine de la Russie, l'effectif de la population urbaine s'est réduit, entre les recensements de 1989 et 2002, de 1,5 million d'habitants, soit de 1,4 %, alors qu'au cours de la plus grande partie du XX<sup>e</sup> siècle elle ne faisait que s'élever (15 % au début du siècle, près du tiers à la fin de 1930, 50 % à la fin de 1950, près des trois quarts à la fin de 1980). La population rurale qui, au contraire, perdait de son effectif, s'est

réduite également entre les deux derniers recensements, mais sa réduction, inférieure à 1 %, a été moins importante que celle de la population urbaine.

La tendance à la concentration de la population urbaine dans les très grandes villes, ainsi qu'à la réduction de la part de la population des petites localités urbaines, se maintient. Le pourcentage des citoyens concentrés dans les villes « millionnaires » est passé de 23,3 % en 1989 à 25,8 % en 2002 et la part des habitants des grandes villes (de plus de 100 000 habitants) est passée de 57,0 % de la population urbaine en 1989 à 60,5 % début 2004. En revanche, la part des habitants des petites villes (de moins de 50 000 habitants) a baissé de 27,2 % en 1989 à 25,5 % en 2002 et à 25,3 % en 2004.

A.V.

migrants venus après 2000 et de leurs descendants dans la population de Russie approcherait, avec une probabilité de 50 %, 35 % vers 2050, et dépasserait 60 % dans 100 ans.

Et dans 50 et 100 ans, cette part serait particulièrement élevée dans la tranche d'âge actif, en représentant respectivement 39 % et 61 % (valeurs médianes). Elle serait presque aussi élevée parmi les enfants, 38 % et 59 %. Parmi les plus âgés, les migrants représenteraient, avec une probabilité de 50 %, 28 % vers 2050 mais à la fin du siècle, dans ce groupe d'âge également, il y aurait plus de 56 % de migrants et de leurs descendants.

D'où viendraient ces futurs migrants ? Selon certaines estimations<sup>10</sup>, la Russie peut compter dans un proche avenir sur environ trois à trois millions et demi de Russes ethniques en provenance des ex-républiques, et encore environ 500 000 représentants d'autres ethnies autochtones de la Russie, ainsi que sur trois à quatre millions de représentants des peuples originaires des ex-républiques. Bien qu'appartenant à une autre tradition culturelle, ces derniers maîtrisent la langue russe et sont étroitement liés avec la Russie par l'histoire des deux derniers siècles. La Russie n'aura pas beaucoup de mal à digérer ces

10. VICHNEVSKI [VISHNEVSKY] Anatoli (sous la dir. de). *Prospects for Migration and Russia's Ethnic Development and their Account in the Development of Strategic Guidelines of the Country's Development in the Long Run*. Moscou : IET (Institute for the Economy in Transition), 2004.

flux. Mais si ces estimations sont justes, il s'agira en tout et pour tout de sept à huit millions de personnes alors que pour les 25 prochaines années seulement, il en faudrait trois fois plus. La stratégie magistrale de stabilisation ne pourra donc être réalisée que si l'on fait appel à des migrants tout à fait étrangers à la Russie par leur langue, leurs traditions culturelles et religieuses.

Autant de faits qui entravent la compréhension, la communication entre les hommes. Mais le plus grave, c'est qu'issue des grandes migrations des pays ruraux et pauvres vers les pays urbains et riches, la masse essentielle des nouveaux arrivants, du moins au début, se retrouve en bas de la pyramide sociale. Même si les immigrants sont prêts à se soumettre à toutes les conditions, passé un certain temps, ils commencent à éprouver le sentiment d'appartenir à une minorité discriminée à laquelle certaines chances sont refusées. Cet état des choses bloque ou freine sensiblement leur intégration dans les pays d'accueil, les incite à se regrouper autour des valeurs « ethniques » traditionalistes qu'ils gardent intactes, alimente les idéologies contestataires y compris extrémistes, la criminalité « ethnique », etc. En définitive, l'immigration massive peut dégénérer en un facteur sérieux de déstabilisation.

Ce danger est bien réel et l'on peut comprendre la volonté collective de plus en plus forte de régler les problèmes migratoires par une stratégie d'interdiction absolue, de limitation au maximum de l'afflux des migrants en Russie suivant la formule : pas de migrants, pas de problèmes. Cet état d'esprit est très répandu en Russie. Aussi, la stratégie démographique de stabilisation s'avère-t-elle peu probable pour les années à venir et le développement démographique devrait plutôt se conformer à la variante d'extrapolation. Mais s'il faut parler d'un avenir plus lointain, on ne saurait exclure que, la situation démographique continuant à se dégrader, il faudrait bon gré mal gré accepter la stratégie de stabilisation.

Dans tous les cas, l'avenir démographique de la Russie dépendra, dans une grande mesure, de la façon dont sera relevé le défi migratoire. Car ce défi concentre tous les autres défis démographiques auxquels le pays doit faire face. La situation démographique, la situation sur le marché du travail contraignent la Russie à étendre l'immigration. Dans le cas contraire, ce vers quoi penche une partie de la société russe, il faudra se résigner à la baisse continue de la population, à son vieillissement, à la réduction de l'effectif des travailleurs, à la perte du rang de la Russie dans la hiérarchie démographique mondiale, à la dégradation perpétuelle du rapport population / territoire déjà loin d'être idéal, etc. Mais si l'on cherche à éviter la dépopulation et le vieillissement, ou du moins à le ralentir au moyen d'un flux massif de migrants, sans avoir de programme précis de leur intégration dans la société russe, on risque de tomber dans un piège sociopolitique qui réduira à néant tous les acquis démographiques.

Qu'on le veuille ou non, la recherche d'une réponse au défi migratoire du XXI<sup>e</sup> siècle devient un des objectifs les plus importants de la politique intérieure voire extérieure de la Russie.

Jean-Jacques Salomon <sup>1</sup>

# La Terre n'est pas plate

À PROPOS DU LIVRE DE THOMAS L.  
FRIEDMAN, *THE WORLD IS FLAT* <sup>2</sup>

*Jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, les humains étaient convaincus que la Terre était plate. Pour Thomas Friedman, journaliste au New York Times, ce mythe serait bel et bien en train de se réaliser. L'aplatissement du monde ne serait néanmoins pas géographique, mais culturel et économique. Sous l'effet d'une mondialisation synonyme d'« américanisation », les sociétés et les individus s'homogénéiseraient inéluctablement, comme il l'affirme dans son livre The World is Flat.*

*Jean-Jacques Salomon explique ici que le monde, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, est aussi rond qu'il l'était il y a cinq siècles et que son uniformisation reste très superficielle. Il rappelle que le livre de Thomas Friedman ne présente qu'une des innombrables réalités du monde actuel, et qu'à côté des mœurs occidentales survivent d'autres cultures et modes de vie traditionnels. Il montre que l'auteur de The World is Flat généralise un peu trop rapidement la diffusion des évolutions scientifiques et technologiques aux autres pans de la vie humaine. Le phénomène d'aplatissement du monde, s'il existe, reste localisé à des zones très précises et reflèterait plus l'ethnocentrisme de T. Friedman que la réalité de la planète tout entière.*

C.D.

C'est une constante des philosophies de l'histoire que de nous annoncer, contre vents et marées, l'avènement d'un avenir radieux. Les débuts de la révolution indus-

trielle ont induit chez nombre de commentateurs — Marx, Spencer, Comte entre autres — l'illusion consistant à croire et à professer que les progrès de la science et de la tech-

---

1. Professeur honoraire au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et conseiller scientifique de Futuribles.

2. FRIEDMAN Thomas L. *The World is Flat. The Globalized World in the Twenty-first Century*. Londres : Penguin Books, 2006 (nouvelle édition révisée et augmentée de l'ouvrage de 2005).

nologie conduisent à un type unique d'organisation sociale destinée à définir un système mondial — « global ». Le propre des philosophies de l'histoire depuis Hegel a été, en effet, de traiter en termes de globalité l'ascension des sociétés sortant de l'archaïsme, de la tradition ou du sous-développement vers la modernité irrésistiblement déterminée par la rationalité scientifique de type occidental. Bien entendu, chacun de ces commentateurs avait sa propre idée sur la nature du système à venir et les moyens d'y parvenir : pour Marx, ce serait le communisme fondé sur le triomphe égalitariste du prolétariat ; pour Comte, une sorte de pouvoir technocratique exercé par les ingénieurs et les industriels ; pour Spencer, le laisser-faire propre à l'épanouissement du capitalisme libéral.

Dans chaque cas, l'essor de l'industrialisation promettait de supprimer la rareté des subsistances jusqu'à assurer la prospérité de tous. Et quelles que fussent leurs différences de visions politiques, toutes ces conceptions revenaient à hériter du siècle des lumières l'idée d'une étroite conjonction — presque un rapport de causalité — entre le progrès des connaissances, le progrès social et pourquoi pas le progrès moral des sociétés. Au terme, passions et intérêts, celles des nations comme celles des individus, trouveraient à s'équilibrer ; l'humanité donnerait congé aux guerres, assurant le règne pour l'un des ouvriers, pour l'autre des ingénieurs, pour le troisième des entrepreneurs ; un système économique universel prendrait la place des régimes du passé ;

l'expansion du « doux commerce » suivant Montesquieu et la généralisation même de la rationalité conduisant en somme à renouer avec l'harmonie et la paix du paradis.

Cette illusion messianique perdue manifestement au-delà des philosophies de l'histoire qui ont nourri les totalitarismes du XX<sup>e</sup> siècle : à croire que, comme la nature a horreur du vide, les philosophes ont horreur de l'absence d'une finalité historique. Ainsi, après l'effondrement du communisme, Francis Fukuyama s'est-il taillé un succès mondial en annonçant, sur le mode néo-hégélien de l'enseignement d'Alexandre Kojève, que le monde était promis à ne plus connaître de conflits majeurs grâce au triomphe de l'économie de marché. Dans ce double mouvement qui a vu s'écrouler les dictatures mondiales, celle de gauche comme celle de droite, c'est encore la science et la technologie, disait-il, qui ont joué un rôle déterminant. D'un côté, elles ont assuré la défaite du fascisme et du nazisme par les armes, et celle du communisme par l'économie ; de l'autre côté, l'effet d'uniformisation qu'elles exercent désormais sur l'avenir de toutes les sociétés est tel que, la démocratie libérale se retrouvant seule sur le ring par K.-O. de l'adversaire, l'histoire serait achevée <sup>3</sup>.

### ***La fabrique de l'homme nouveau***

Las ! À peine ce *best-seller* commençait-il à ennuyer ses critiques, F. Fukuyama s'avisait qu'il s'était trompé sur un point, non des

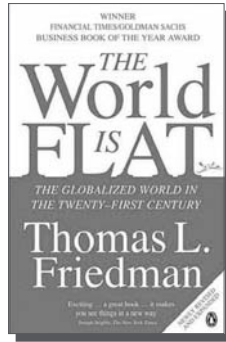
---

3. FUKUYAMA Francis. *La Fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris : Flammarion, 1992.

moindres, assurément, puisqu'il donnait le coup de pouce qui refaisait tourner à toute allure la roue de l'histoire qu'il venait à peine de décider à jamais arrêtée. C'est que « l'histoire ne peut s'achever aussi longtemps que les sciences de la nature contemporaine ne sont pas à leur propre terme <sup>4</sup> ». Et de publier un nouveau livre, après cet article, de repentance pour nous expliquer que les progrès de l'ingénierie génétique sont tels que l'histoire se remet irrésistiblement à s'accélérer. En bref, un grand détour hégélien pour découvrir que la fin d'un monde n'est pas encore la fin de l'histoire. Et pour aussitôt retrouver ce par quoi tous les totalitarismes du XX<sup>e</sup> siècle ont espéré faire triompher leur messianisme : la fabrique d'un homme nouveau. Car F. Fukuyama ne se prive pas de prophétiser, toujours avec la même assurance, que le pouvoir dont disposent désormais les biologistes nous fera passer à une autre histoire : « D'ici deux ou trois générations, nous disposerons des connaissances et des technologies nécessaires pour réussir là où les ingénieurs du social ont échoué. À ce stade, nous aurons définitivement mis fin à l'histoire humaine, car nous aurons aboli l'être humain en tant que tel. Ainsi une nouvelle

histoire posthumaine pourra commencer. »

On retrouve les mêmes simplifications — ou la même naïveté historique — dans le livre que le journaliste Thomas Friedman a publié en 2005, *La Terre est plate*, non moins *best-seller* aux États-Unis que *La Fin de l'histoire*. Thomas Friedman est un éditorialiste du *New York Times* qui ne manque pas d'influence dans les milieux néolibéraux de son pays. En ce sens, proche de Francis Fukuyama du temps où celui-ci se réclamait des néoconservateurs inspirant l'équipe de George Bush Jr — avec lesquels, nouvelle palinodie, Francis Fukuyama s'est déjà



brouillé en dénonçant leurs déboires en Irak et leurs prétentions à l'unilatéralisme dans leur politique étrangère depuis les attentats du 11 septembre 2001 <sup>5</sup> — T. Friedman consacre toute une enquête menée à travers le monde à nous faire entendre que l'aplatissement de la Terre revient à son américanisation. Le monde ne devient pas seulement partout libéral à ses yeux, il tend à se conformer à un modèle exclusif dont T. Friedman ne cesse, page après page, de nous dire qu'on y parle le même langage, qu'on y fait les mêmes choses, que partout on a

4. FUKUYAMA Francis. « Second Thoughts: The Last Man in a Bottle ». *The National Interest*, traduit dans *Le Monde des débats*, « La post-humanité est pour demain », n° 5, juillet-août 1999 ; et *La Fin de l'homme. Les conséquences de la révolution biotechnique*. Paris : La Table ronde, 2002.

5. *Ibidem* ; *After the Neocons : America at the Crossroads*. Londres : Profile Books, 2006. Face au bourbier irakien qui mène à la guerre civile, il a assurément précédé le changement de ton et de dogme de la politique étrangère des États-Unis, dont la nouvelle tête du Département d'État, Condoleezza Rice, essaie d'inspirer une politique apparemment plus « multilatérale » (au grand dam des néoconservateurs tels Richard Perle et William Kristol, qui dénoncent sa « trahison »).

toute chance de s'entendre les uns avec les autres grâce à la diffusion d'Internet — avec la réserve, bien sûr, des dernières poches de résistance dont témoignent les « frustrés » des pays en développement qui s'opposent à l'uniformisation, parmi lesquels notamment les trouble-fêtes de l'harmonie mondiale que sont les fondamentalistes musulmans.

Thomas Friedman raconte qu'il se trouve au club de golf de Bangalore, au cœur de la Silicon Valley indienne : les marqueurs viennent des imprimantes Epson, l'un des caddies porte une casquette 3M, non loin de là Hewlett Packard et Texas Instruments ont leurs bureaux. « Non, définitivement, se dit-il, ce n'est pas le Texas. Cela ne ressemble pas davantage à l'Inde. Est-ce le Nouveau Monde, le Vieux, le Prochain ? » Venu en Inde de Francfort par avion, comme Christophe Colomb avait vogué en croyant y parvenir par la mer, il essaie de comprendre comment et pourquoi les délocalisations transforment les pays émergents en concurrents de plus en plus agressifs de l'économie américaine. Christophe Colomb, dit-il, a fait des Indiens américains des esclaves, la technologie fait des entreprises du sous-continent indien les rivales des meilleures entreprises occidentales.

Grâce aux progrès remportés par les investissements en formation et en éducation, et grâce à l'accélération de la croissance économique liée à la libéralisation de leur marché, les Indiens ne sont pas seulement devenus capables de rivaliser en compétences et en innovations dans le domaine de l'informatique : leurs entreprises sont de plus en plus présentes sur le marché mondial et

même en mesure de racheter des entreprises européennes (comme le montre le récent rachat d'Arcelor par l'indien Mittal). Et cela est tout autant vrai de la Chine (IBM s'est délesté des ordinateurs individuels en les vendant à la compagnie chinoise Lenovo, cinq des plus grands ports américains ont failli être achetés par une entreprise chinoise, etc.) que de plusieurs pays d'Asie considérés hier comme des laissés-pour-compte du développement. Constat incontestable dont l'auteur conclut, après avoir fait le tour du monde du nouveau capitalisme non occidental, que la Terre est plate et tend à s'aplatir toujours davantage.

Certes, l'accélération des transports et l'instantanéité des communications grâce à Internet renforcent encore l'idée de la finitude d'un monde où la domination industrielle et technologique de l'Occident est remise en question — au moins dans certains secteurs. Ainsi, conversant à Bangalore avec Nandan Nilekani, le PDG d'Infosys Technologies Limited, l'un des joyaux de l'industrie indienne *high-tech*, T. Friedman s'entend dire que « le travail intellectuel, le capital intellectuel peut désormais être désagrégé, délivré, distribué, produit et rapatrié à travers le monde : le terrain de jeux s'est nivelé ». Cette évolution du capitalisme industriel, liée en particulier à la révolution des nouvelles technologies (informatique, biotechnologies, nouveaux matériaux, demain nanotechnologies), mais aussi aux secteurs les plus traditionnels des matières premières, entraîne en effet une interdépendance et une interconnexion croissantes entre les acteurs du *business* situés aux quatre points cardinaux de la planète, et les

nouvelles figures du capitalisme asiatique qui s'y imposent comme des opportunités pour le marché mondial, donc à la fois comme des alliés et des concurrents pour les entreprises occidentales.

L'histoire de la mondialisation, selon T. Friedman, a connu trois phases : la première va de 1492 aux environs de 1800, pendant laquelle les pays et gouvernements ont ouvert le commerce avec le Nouveau Monde, période d'expansion militaire liée à l'usage des chevaux et des moulins à vent. La seconde va de 1800 à 2000, qui voit l'intégration « globale » des multinationales déterminée par les machines à vapeur et les chemins de fer. La troisième enfin, l'actuelle, est celle où les individus constituent la force dirigeante en liaison avec la technologie prépondérante du réseau mondial des fibres optiques. Cette simplification à grands coups de hache dans le parcours de l'histoire revient à ne plus s'intéresser qu'au monde des affaires, à celui des *corporates* qui façonnent assurément les échanges mondiaux et nourrissent les cours de la Bourse, tout en laissant de côté, comme poussières indifférentes dans le ciel des réalités industrielles, le rôle des États-nations, des forces sociales ou des religions. Dans sa hâte à confondre mondialisation avec américanisation, T. Friedman se trompe, et à un double titre, à professer que la technologie détermine l'uniformisation du monde.

D'abord, comme l'a rappelé dans un article fort critique John Gray, de

la London School of Economics, la référence à Christophe Colomb n'est guère convaincante : celui-ci a bien découvert l'Amérique, pourtant ce n'est pas lui qui a démontré que la Terre est ronde, mais le portugais Ferdinand Magellan, à la suite de son périple de trois ans, de 1519 à 1522<sup>6</sup>. Ensuite et surtout, il suffit de sortir des zones où l'architecture, l'infrastructure et les modes de fonctionnement et de gestion du capitalisme occidental sont implantés dans les pays en développement pour voir combien le monde, loin d'être devenu plat et d'être destiné à s'aplatir toujours davantage, demeure divers, différent, profondément autre par la variété des mœurs, des pratiques et des cultures dont témoigne chacun des pays affectés par l'industrialisation à l'occidentale. Ne serait-ce que dans le cadre européen et de son environnement industriel, je citerai deux exemples de ces différences essentielles qui montrent que la mondialisation ne signifie pas nivellement, ni à plus forte raison aplatissement.

Ainsi, l'enquête menée par l'équipe de Suzanne Berger du Massachusetts Institute of Technology (MIT) auprès de 500 multinationales montre clairement que l'ouverture économique mondiale ne conduit pas à un modèle d'entreprise uniforme, et c'est plutôt dans le recours à des voies « classiques », à des stratégies inscrites dans l'héritage national et dans la culture propre à chacune des entreprises, que se préparent et se développent les succès sur le marché mondial<sup>7</sup>.

6. GRAY John. « The World is Round ». *The New York Review of Books*, vol. 52, n° 13, août 2005.

7. BERGER Suzanne. *Made in monde : 500 multinationales face à la mondialisation*. Paris : Le Seuil, 2006. Voir le compte rendu de Michel Drancourt, « Les stratégies d'entreprise dans l'économie-monde ». *Futuribles*, n° 319, mai 2006, pp. 61-66.

L'irruption dans l'univers capitaliste des nouveaux partenaires et concurrents que sont l'Inde et la Chine bouscule certes les positions, mais elle n'empêche d'aucune façon les entreprises occidentales innovantes de gagner du terrain, les unes délocalisant les différents composants auprès de fournisseurs asiatiques (notamment Dell ou Apple), les autres au contraire continuant à fabriquer sur place leurs produits et à les exporter avec succès, grâce à leur renouvellement et à leur amélioration constants (par exemple, Zara pour les vêtements en Espagne ou Stihl pour les outils en Allemagne). En bref, la mondialisation n'entraîne pas plus de stratégie unidimensionnelle de la part des entreprises qu'un modèle exclusif de production.

Dans un tout autre domaine, l'enquête comparative menée en Angleterre, en Allemagne, dans l'Union européenne et aux États-Unis par Sheila Jasanoff, de l'université Harvard, illustre toute la variété de « compréhensions publiques de la science », variété qui éclaire précisément la diversité des réactions nationales, sur le plan culturel comme sur le plan législatif, aux enjeux notamment des organismes génétiquement modifiés (OGM) ou du clonage thérapeutique. Chacun de ces enjeux a donné lieu à des débats qui se sont inscrits « dans les approches institutionnelles de représentation, de participation et de délibération politiques propres à chacun des pays. Mais ces approches à leur tour ont délimité sélectivement qui parlait pour les gens et les problèmes, comment les

problèmes étaient posés, et comment ils étaient pris en compte dans les processus officiels de prises de décision <sup>8</sup>. » Entre les réticences allemandes au clonage humain, même thérapeutique, l'approbation sans réserve des Britanniques, le refus de voir les laboratoires fédéraux aux États-Unis manipuler des souches humaines, on trouve toutes les nuances tant culturelles qu'institutionnelles dans les procédures adoptées — ou contestées. L'enquête aurait été étendue à la France, ce seraient autant de nuances et de différences de plus à l'égard du soutien récemment accordé, en France, par l'Académie de médecine et le Comité d'éthique biomédical aux recherches dans ce domaine. Le cas de l'appui ou de l'opposition réservée aux OGM d'un pays à l'autre est tout aussi éloquent.

Thomas Friedman note que le campus d'Infosys dispose de ses propres sources d'électricité et John Gray a beau jeu de s'étonner qu'il ne se demande pas pourquoi : c'est qu'il suffit de quitter le campus pour voir que « la fée électricité » est très loin encore d'avoir répandu ses bienfaits dans toute la ville de Bangalore, à plus forte raison dans la banlieue et son environnement agricole. Il se trouve que j'ai été invité à visiter en Inde les quatre grands « Instituts de science avancée », à New Delhi, Mumbai (ex-Bombay), Madras et précisément Bangalore. Évidemment, je m'y suis senti partout à l'aise, comme si je me trouvais dans les centres scientifiques d'Oxford, de Cambridge, de Paris, de Munich, de Boston ou de Stanford : on y parlait anglais pour traiter de

---

8. JASANOFF Sheila. *Designs on Nature: Science and Democracy in Europe and the United States*. Princeton : Princeton University Press, 2005, p. 290.

sujets d'intérêt commun entre gens égaux par leur formation et leurs intérêts intellectuels.

Mais il suffit de s'évader des locaux de « l'internationale de la science » et des débats dont ils se font l'écho pour tomber dans un autre monde — celui des vaches sacrées dans les rues, des modes de vie les plus traditionnels, de la division sociale du pays en castes et des exclus dormant allongés sur les trottoirs, de l'analphabétisme et de la misère qui affectent plus des deux tiers d'une population qui s'élève aujourd'hui à plus d'un milliard de femmes et d'hommes. Et pour prendre acte du fait que la Terre est toujours ronde, avec ses différences, ses dissymétries et ses inégalités, si élargies qu'y apparaissent aujourd'hui les zones d'industrialisation accélérée où les intellectuels, *managers*, techniciens et scientifiques occidentaux se retrouvent comme chez eux, « entre pairs », avec leurs partenaires d'Asie ou d'Amérique latine. À plus forte raison pour se demander comment résorber, à quel rythme et dans quel laps de temps indéterminé, l'ampleur de l'illettrisme, de la pauvreté, de l'aliénation, y compris la persistance des superstitions les plus archaïques, malgré l'essor des classes moyennes dans une proportion de 10 % à 20 % de la population totale <sup>9</sup>.

La mondialisation est encore loin d'avoir changé la donne dans les jeux de puissance et de prospérité entre

États-nations, et surtout loin d'avoir uniformisé la Terre entière sous le même modèle de développement, jusqu'à effacer les spécificités de l'histoire, des héritages et des cultures propres à chaque pays. McDonald's est présent partout, c'est vrai, et l'on y trouve la même nourriture abominable que celle que dévorent les Américains jusqu'à diffuser le type de l'obèse comme une figure universelle des effets de l'agro-industrie, mais c'est assurément prendre l'apparence pour la réalité ou la lettre pour l'esprit que de ne pas voir que les cuisines nationales et surtout régionales n'ont absolument pas succombé à ce modèle : le sandwich traditionnel, avec ses multiples variantes suivant les pays et les continents, résiste fort bien au *hamburger* des multinationales.

Certes, ce que l'on trouve désormais dans tous les aéroports du monde — immeubles et couloirs, verres et aciers, modes de fonctionnement, services et produits de luxe hors taxes, prépondérance de l'anglais — donne l'idée d'un clonage à la fois architectural et fonctionnel qui peut passer pour l'universalisation d'une même culture. Il suffit pourtant de sortir de l'aéroport pour se confronter à des paysages, à des routes, à un urbanisme remarquablement différents, et pour découvrir derrière l'extraordinaire variété de ces traces et strates de géographie et d'histoire, la démonstration de cultures, d'institutions et de politiques pro-

9. Voir SALOMON Jean-Jacques. « A Science Policy to Cope with the Inevitable ». *Science, Technology and Society*, vol. I, n° 1, 1996, pp. 73-100 (Sage, New Delhi-Londres), où je posais ces questions dans un dialogue avec l'ancien conseiller scientifique d'Indira Gandhi, Vasant Gowariker, à propos de son livre *The Inevitable Billion Plus. Science, Population and Development: An Exploration of Interconnectivities and Action Possibilities*. New Delhi : Unnesh Communications, 1992.

fondément différentes d'un pays à l'autre. Ce n'est pas parce que les *managers yankees* ou les touristes européens se retrouvent dans les mêmes hôtels relevant du même style et assurant les mêmes fonctions, que les capitales de la Chine, de l'Inde, du Sénégal ou de la Colombie reproduisent « le tout » Paris, Madrid, Londres, Munich ou New York. Il suffit de circuler à l'intérieur des pays, de se mêler aux autochtones, de partager leur vie pour savoir que le succès mondial des technologies de l'information et de la communication n'est pas près d'homogénéiser l'humanité sous les mêmes repères d'une culture universelle : Babel n'est pas à l'horizon des possibilités que « la toile » d'Internet ne cesse pas d'ouvrir, et le festival de modes nouveaux d'échanges planétaires, les *blogs*, *vlogs*, *wikis* et P2P (*peer to peer*), évoque plus un univers de sectes ou de tribus qu'une forme achevée d'universalité à la faveur des moyens de communication <sup>10</sup>.

### ***La coexistence des rationalités***

C'est que T. Friedman sous-estime le fait ou se montre incapable de reconnaître que la propagation du modèle occidental d'industrialisation, fût-il aujourd'hui de plus en plus imprégné de références aux multinationales américaines ou européennes, n'affecte qu'une petite partie de la planète, interdisant du même coup de penser que la rationalité dont ce

modèle s'inspire et se nourrit est exclusive, et surtout à ce point triomphante qu'elle aurait effacé ou devrait effacer toutes les autres.

On a trop vite oublié que ce qui a fait la force de l'impérialisme de Rome a été sa capacité à annexer, absorber et digérer les dieux et les cultes des pays qu'elle a soumis. Rien d'équivalent avec ce qui passe pour l'impérialisme américain, qui se caractérise précisément par la naïveté avec laquelle certains croient pouvoir convertir toute l'humanité, et en particulier l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient, à son modèle de culture et de démocratie. Le thème du *nation* ou *state building*, sur lequel l'équipe Bush Jr a construit son programme antiterroriste en Irak, revient à l'idée d'une construction-reconstruction d'un État ou d'une nation sur le modèle plus ou moins inspiré par la genèse et l'esprit des institutions américaines : les recettes « mécaniques » de la conversion de ces pays, dont l'héritage historique, culturel et religieux est aux antipodes de ce qui a fait l'histoire des États-Unis, ont manifestement peu de chances de s'appliquer <sup>11</sup>.

Sans doute faut-il être marqué par une culture anthropologique plutôt qu'économique — en l'occurrence, dans le cas de T. Friedman, essentiellement managériale — pour avoir conscience de cette limite à l'influence qu'exercent la science et la technologie sur l'évolution des sociétés. Il y a longtemps que Claire

---

10. Voir l'analyse critique par Jean-Jacques Salomon de l'ouvrage de Joël de Rosnay, *La Révolte du pronétariat. Des mass media aux médias des masses* (Paris : Fayard, 2006), in *Futuribles*, n° 320, juin 2006, pp. 83-85.

11. Voir SALOMON Jean-Jacques. « Un fantasme américain : la démocratie au Grand Moyen-Orient ». *Futuribles*, n° 302, novembre 2004, pp. 5-27.

Salomon-Bayet a montré que l'universel au sens logique ne se confond pas avec l'universel sur le plan géographique : « Sont dits universels une proposition, un phénomène qui ne souffrent pas d'exception <sup>12</sup>. » Mais les paysages culturels dont témoigne la géographie ne sont universels qu'à la faveur des réseaux où les hommes — scientifiques, gestionnaires, industriels, hommes d'affaires — partagent la même rationalité. Dès que l'on sort de ces réseaux, on se confronte à d'autres systèmes culturels de référence. Cela ne « signifie pas que la rationalité occidentale récuse les autres cultures en tant que telles ; elle les définit simplement comme autres, et la différence de leurs pratiques ne signifie pas davantage qu'elles ne sont pas opératoires <sup>13</sup>. » « L'institution de la science » renvoie assurément à une culture dont la caractéristique est de revendiquer l'universalité, mais cette universalité ne signifie pas qu'elle « puisse se transférer n'importe où ni n'importe quand, sans que certaines conditions soient remplies ».

Ce que l'auteur dit à ce titre des scientifiques peut tout aussi bien s'appliquer de nos jours aux industriels, hommes d'affaires, banquiers, juristes et techniciens de toutes sortes, dans la mesure où leur formation et leur pratique, de part en part imprégnées de la même rationalité scientifique, leur permet de se parler, de se comprendre et de s'entendre (le plus souvent en anglais), quelles que soient leurs différences nationales ou culturelles. Ce qu'on appelle « l'inter-

nationale de la science » définit une communauté d'échanges et d'intérêts sur le plan mondial, dont l'équivalent transfrontières se manifeste en effet aujourd'hui dans bien d'autres secteurs d'activités. Mis à part le changement d'échelle, l'extension de ces réseaux et de leurs moyens de communication est-elle si nouvelle ?

En fait, la découverte de « l'aplatissement du monde », dont Thomas Friedman s'émerveille à Bangalore n'importe quel voyageur curieux au Moyen Âge l'aurait faite en visitant les centaines d'abbayes cisterciennes dispersées à travers l'Europe : il y en avait 690 en 1354. C'étaient là, pour l'époque, les temples et les laboratoires des technologies les plus avancées, où l'on parlait la même langue avec les mêmes références. Au-dehors, en effet, de cette vie et de cette culture monastiques, le monde paysan relevait de croyances et de pratiques manifestement moins marquées par la maîtrise du latin, l'exaltation de la spiritualité, la science de l'architecture, le savoir-faire aussi grand dans l'envoûtement et l'ornementation des bâtiments que dans l'exploitation agricole — et du même coup n'accédait en aucune façon aux mêmes privilèges de mode de vie, de travail, d'action, de solidarité et de confort.

### ***Pas de déterminisme technologique***

Il y a un autre point où l'auteur du *Monde est plat*, champion et missionnaire du néolibéralisme, ne se

12. SALOMON-BAYET Claire. « La science moderne et la coexistence des rationalités ». *Diogenes*, Paris, avril-juin 1984, n° 126, pp. 3-21.

13. *Ibidem* (italiques de l'auteur).

gêne pas de se retrouver proche de la pensée de Marx : c'est lorsqu'il n'hésite pas à se proclamer « un déterministe technologique » au sens où, à ses yeux, comme à ceux de Marx estime-t-il, les causes essentielles des ruptures politiques et sociales tiennent à l'impact déterminant des mutations techniques<sup>14</sup>. Il cite notamment l'influence de la diffusion des technologies de l'information et de la communication pour rendre compte de la chute du communisme.

Assurément, les machines à reprographier, la télévision, le téléphone, Internet, ont joué un rôle dans le délabrement des instruments de contrôle et de censure propres aux modes d'intervention totalitaires du système soviétique. Mais John Gray a beau jeu encore de rappeler que cette explication réductrice est un peu courte, et ne tient pas compte de l'influence qu'ont exercée Solidarnosc et l'Église catholique en Pologne, la guerre en Afghanistan, l'intervention des dissidents dans les pays satellites et en Russie, l'incapacité de l'économie planifiée à satisfaire la soif de consommation, le destin de la *perestroïka* sous Gorbatchev, essais sans avenir de réformes du système destinées désespérément à le sauver, etc. Ce n'est pas la technologie, mais une décision d'ordre politique (ou les facéties des douaniers) qui peut expliquer la manière dont les Tchèques ont ouvert leur frontière sur l'Autriche, drainant simultanément l'immense afflux des Allemands de l'Est vers l'Ouest et précipitant du même coup la chute du mur de Berlin.

John Gray peut se divertir à voir ainsi le néolibéral qu'est Thomas Friedman se situer délibérément dans l'héritage de la pensée marxienne, mais c'est au prix d'une lecture de cette pensée qui me paraît en outre inexacte. Si l'histoire ne se réduit jamais à un facteur de changement exclusif, même Marx qui a accordé tant d'importance au poids des phénomènes économiques était loin de penser qu'elle s'éclaire à la lumière d'une conception strictement « mécaniciste » du changement. Il y a certes des passages qui vont dans le sens d'une telle interprétation, en particulier celui de *Misère de la philosophie* (1847), où Marx s'en prend à la « métaphysique néo-hégélienne de Proudhon » : « Les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives. En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, et en changeant leur mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. Le moulin à vent vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel. »

Comme l'a montré Nathan Rosenberg, grand spécialiste de l'histoire et de l'économie du changement technique, cette citation fameuse doit tenir compte des passages qui suivent dans le même livre, où Marx se montre fort peu un déterministe technologique : « Les machines ne sont pas plus une catégorie économique que ne saurait l'être le bœuf qui traîne la charrue. Les machines ne sont qu'une force productive. L'atelier moderne, qui repose sur l'utili-

---

14. FRIEDMAN Thomas. *Op. cit.*, pp. 459 et suivantes.

sation des machines, est un rapport social de production, une catégorie économique <sup>15</sup>. » Et certains passages du *Manifeste* (1848) montrent abondamment que l'essor de la bourgeoisie a tenu à ses yeux non pas au progrès technique en tant que tel (l'amélioration, par exemple, des moyens de navigation qui aurait entraîné à son tour la croissance des marchés outre-mer), mais à un processus exactement inverse — les changements techniques répondant en fait aux occasions nouvelles qu'offre un marché en expansion : « Le marché mondial a donné une impulsion énorme au commerce, à la navigation, aux voies de communication. En retour, ce développement a entraîné l'essor de l'industrie. »

### *Les temps du voyage et de l'observation*

Dans sa découverte de la Chine que Marco Polo a intitulée *Le Devisement du monde*, le périple qui l'y a mené tout autant que son exploration du pays et des pays voisins, de l'Indochine aux côtes indiennes, l'ont conduit à dresser un rapport d'ethnographie fondé sur la découverte et l'approfondissement de l'altérité. Ses qualités d'observation, de documentation, de précision sont telles qu'il a emmagasiné un trésor de faits, de légendes et d'analyses sur une civilisation qui n'avait rien à voir avec celle dont il

était l'héritier. Et l'on sait que les informations qu'il a accumulées ont été corroborées par les sources chinoises, mongoles et persanes. Bien avant de savoir que la Terre était ronde, l'aventurier-commerçant qu'était Marco Polo, voyageur parce que marchand d'une Venise alors déjà puissance maritime et impériale à la source du capitalisme, était préparé à comprendre tout ce par quoi la route de la soie passe : par des sociétés, des forces, des coutumes, des religions et des cultures absolument différentes du contexte occidental et chrétien qui était le sien. Comme il l'a écrit lui-même non sans gloriole, « oncques ne fut chrétien, sarrasin, païen, tartare, indien, ou autre homme de quelque sorte, qui ait vu, connu ou étudié autant de choses dans les diverses parties du monde, ni de si grandes merveilles que ledit messire Marco Polo <sup>16</sup> ». Il a voyagé à dos de chameau, à cheval, dans une péniche ou dans un palanquin et plus souvent qu'à son tour à pied : il était voué à prendre le temps d'observer et d'apprendre.

Aujourd'hui où il n'y a plus guère de tribus primitives à découvrir, la vocation des ethnologues les condamne à étudier les coutumes et les usages des tribus et des sectes de leur propre pays, tout comme l'accélération des moyens de communication, des avions aux multimédias traversant la toile d'Internet, donne le sentiment que le monde s'est réduit au « village global »

15. ROSENBERG Nathan. « Marx as a Student of Technology ». In *Inside the Black Box: Technology and Economics*. New York : Cambridge University Press, 1982 ; et « Karl Marx and the Economics of Science ». *Perspectives on Technology*. New York : Cambridge University Press, 1976. Les citations de Marx viennent de l'édition de la Pléiade, *Œuvres*. Paris : Gallimard, 1963, tome I, pp. 79, 99 et 162-163. Voir les analyses de Jean-Jacques Salomon : « Ce qui fait changer le changement ». *Le Destin technologique*. Paris : Balland, 1992, réédition Gallimard (Pluriel), 1993, chap. IV.

16. POLO Marco. *Le Devisement du monde. Le livre des merveilles* (1298). Paris : La Découverte, 1980, tome I, p. 40.

annoncé par Marshall MacLuhan. Et les reportages succèdent — sans transition comme on dit à la télévision — aux analyses des ethnologues comme une preuve de plus que le rétrécissement du temps lui-même n'a que faire des réalités et des contraintes de la géographie, et des réminiscences de l'histoire, à plus forte raison des perspectives du long terme. La formule du village global a fait fortune pour être systématiquement couplée à celle de la mondialisation conçue, en effet, comme le rétrécissement du monde.

Pourtant, le temps du monde fini n'a pas plus supprimé les différences entre sociétés, nations ou cultures qu'il n'a précipité la fin de l'histoire : le monde n'est pas plus plat qu'il ne l'était du temps de Marco Polo sous prétexte qu'aux marchands de Venise ont succédé les entreprises occidentales délocalisées en Asie ou que les entrepreneurs asiatiques dament le pion à leurs rivaux d'Europe ou des

États-Unis. Toutes ces métaphores, celle du village global comme celle de l'aplatissement de la Terre, donnent l'illusion d'une nouveauté radicale d'où les pesanteurs de l'histoire humaine — ses violences, ses lenteurs, ses retournements et ses ambitions homériques ou shakespeariennes — seraient effacées grâce à la diffusion planétaire des mêmes technologies : une Terre uniformisée, où l'humanité réconciliée avec elle-même connaîtrait déjà, sinon bientôt, les bienfaits de l'harmonie et de la paix universelles. L'amas d'interviews que T. Friedman a menées autour du monde donne, en effet, l'idée d'une planète rétrécie aux limites du milieu du *business* et des *corporates*, mais son enquête est si éloignée de nous livrer les « merveilles » qui légitimèrent le sous-titre du témoignage de Marco Polo, qu'il est bon et urgent de relire celui-ci pour apprécier et comprendre une grande partie du monde contemporain — y compris ses enjeux.

Rémy Lestienne <sup>1</sup>

# Brésil : perspectives scientifiques et technologiques

*Le plus vaste pays d'Amérique latine, le Brésil, est aussi la 11<sup>e</sup> puissance économique mondiale. Néanmoins, sa croissance, relativement récente, ne s'est pas accompagnée des investissements nécessaires à la modernisation de l'économie du pays. Consciente de cette fragilité, Brasilia consacre désormais une part croissante de son produit intérieur brut à la recherche et au développement, ainsi qu'à la diversification de ses sources d'énergie. Luxe des pays les plus riches, le Brésil développe par ailleurs des activités dans l'aéronautique et l'industrie spatiale.*

*Rémy Lestienne, chercheur au CNRS, présente ici l'étendue des réalisations et des projets brésiliens dans ces domaines. Il souligne les réussites des investissements réalisés, dans l'agriculture et surtout dans l'énergie, puisque le Brésil semble avoir mieux anticipé que beaucoup de pays occidentaux l'importance de l'indépendance en la matière. Mais ce pays a encore des efforts à faire, notamment dans la démocratisation de l'accès à l'éducation et à la technologie. Il doit aussi veiller à ce que son développement ne nuise pas à la biodiversité que renferme l'Amazonie. Rémy Lestienne regrette d'autre part que la France et le Brésil aient récemment affaibli leur coopération historique sur le plan scientifique et technologique : un partenariat que les deux pays auraient, selon lui, tout intérêt à relancer.*

C.D.

---

1. Chercheur au CNRS (Centre national de la recherche scientifique), ancien attaché scientifique à l'ambassade de France à Brasilia.

Le développement scientifique et technologique est une ardente obligation. Pour le Brésil, pays de 182 millions d'habitants dont le PIB (produit intérieur brut) approche 1 500 milliards de dollars US à parité de pouvoir d'achat (PPA), ce qui en fait aujourd'hui la 11<sup>e</sup> puissance économique mondiale, mais qui n'occupe encore que le 92<sup>e</sup> rang en termes de pouvoir d'achat par habitant. Quel est le chemin suivi par ce pays pour donner une réalité à l'objectif fixé par le président Lula — l'augmentation de la valeur ajoutée des produits brésiliens exportés (en tant que l'un des moyens d'améliorer la richesse nationale et de réduire les inégalités sociales) — et pour donner une impulsion à son développement scientifique et technologique ?

Avant de tenter de répondre à ces questions, nous devons d'abord rappeler quelques faits historiques et politiques importants. D'abord, le Brésil contemporain est issu d'une colonie portugaise, gagnant assez tôt son indépendance politique (1822), mais avec une économie néanmoins très longtemps tournée vers l'exploitation des ressources minières et agricoles. Deuxièmement, c'est un pays latin, idéologiquement et affectivement inspiré par l'Europe, et tout particulièrement par la France qui lui a légué son positivisme philosophique et l'approche élitiste et « intellectualiste » de son Université. Il en résulte un fossé encore béant entre le monde universitaire et le monde industriel. C'est le premier problème du Brésil scientifique contemporain et c'est aujourd'hui l'objet de bien des discours officiels de l'actuel ministre de la Science et de la Technologie, le physicien Sergio Rezende <sup>2</sup>. Des mesures ont été prises récemment pour tenter de combler ce fossé. Par exemple, le Brésil a adopté, le 2 décembre 2004, une loi sur l'innovation, inspirée par la loi française, et énoncé un programme d'orientation PITCE (*Política Industrial, Tecnológica e de Comércio Exterior*) dont on aura l'occasion de reparler.

La deuxième remarque préliminaire concerne l'organisation politique du Brésil, fédération de 27 États. Chaque État possède un gouverneur et une chambre législative qui définit et met en œuvre son propre programme scientifique et technologique. Les ministères fédéraux eux-mêmes gardent jalousement leurs prérogatives, et la coordination entre le ministère de la Science et de la Technologie, celui de l'Éducation, et celui du Développement industriel et du Commerce extérieur en est encore à ses balbutiements. Tout cela ne facilite pas le pilotage par le haut. Il en résulte une superposition des structures administratives, décisionnelles et financières, qui ne facilite pas non plus la visibilité.

La répartition du financement des activités de recherche-développement (R&D) au Brésil figure dans le tableau 1, selon une estimation de l'Observatoire des sciences et techniques (OST) basée sur les chiffres officiels brésiliens. On constate que le pouvoir public participe à hauteur de 60 % au budget total de R&D de la nation, alors que 40 % proviennent du secteur

---

2. Ancien président de la FINEP (Agence publique de financement de projets scientifiques et technologiques), que l'on pourrait comparer à l'ANVAR (Agence française de l'innovation).

**Tableau 1 — Structure du financement de la R&D au Brésil en 2000  
(en millions de dollars US PPA)**

Origine du financement	Volume	Répartition (%)	% du PIB
Fédérale	5 820	42,6	0,45
Des États	2 400	17,6	0,18
Total publique	8 220	60,2	0,63
Entreprises	5 440	39,8	0,42
Total	13 660	100,0	1,05

*Source* : Dossier pays Brésil de l'OST (2003). *N.B.* : De nombreux experts brésiliens estiment que la participation industrielle brésilienne à la R&D dans ce pays est surévaluée.

privé ; mais ce dernier chiffre, de l'avis d'experts brésiliens, est plus le résultat d'un *wishful thinking* que de la réalité d'aujourd'hui.

Persuadé de l'importance de la mobilisation de son potentiel de recherche, le Brésil a déjà organisé, au cours des 20 dernières années, trois conférences nationales du type « Assises de la recherche ». Ces conférences sont l'occasion d'une concertation de qualité entre responsables politiques et communauté scientifique, remarquablement organisée par ailleurs grâce à des associations telles que la Société brésilienne pour le progrès des sciences (SBPC). La deuxième conférence, qui s'est déroulée en septembre 2001, avait déjà été l'occasion d'un grand bond en avant, à la fois politique et financier. Elle avait consacré l'instauration de « fonds sectoriels », ressources parafiscales prélevées sur les recettes des entreprises dans 14 secteurs clefs, avec obligation légale d'employer les fonds ainsi récoltés à la R&D (tableau 2). Ce mécanisme devrait permettre de passer rapidement du taux actuel d'investissement dans ce secteur, de 1 %, à 2 % du PIB, un niveau comparable à la moyenne des pays européens.

**Tableau 2 — Les 16 fonds sectoriels destinés à abonder les crédits de R&D brésiliens, au-delà des crédits ministériels ordinaires, en 2005 (en millions de dollars US PPA)**

Aéronautique	7,1
Agroalimentaire	18,2
Amazonie (développement industriel)	15,6
Transport et construction fluviale	3,5
Biotechnologie	20,2
Énergie	52,6
Espace	8,2
Hydro	27,6
Information	22,5
Infrastructure	95,7
Minéralogie	4,0
Pétrole	60,4
Santé	20,3
Transports	0,0
Fonds « vert-jaune » (université - industrie)	118,2
Total	468,3

*Source* : ministère brésilien de la Science et de la Technologie et FINEP. Les chiffres correspondent aux crédits effectivement payés en 2005. Les fonds théoriquement disponibles seraient plus de deux fois plus élevés, si l'état n'en bloquait pas une partie dans le cadre de la lutte contre le déficit budgétaire.

La conférence avait également créé des instruments nouveaux pour le pilotage et la connaissance du secteur,

tel le Centre de gestion et d'études stratégiques (CGEE). Au mois d'octobre 2005, s'est tenue à Brasilia la troisième conférence de la série, intitulée « Science, technologie et innovation ». Cet événement a été l'occasion de très intéressants exposés qui permettent de faire le point sur l'état de la recherche et du développement technologique dans ce pays. La plupart des chiffres cités dans cet article sont issus des actes de cette conférence <sup>3</sup>.

## **Formation des ressources humaines**

Le Brésil dispose aujourd'hui d'un corps recensé de 81 800 chercheurs, dont 51 800 docteurs universitaires. Il forme plus de 7 000 nouveaux docteurs chaque année. Une grande majorité d'entre eux travaillent dans les universités (75 %), dans les centres publics de recherche scientifique ou technologique (15 %), le reste dans le secteur privé.

L'université publique, qui représente aujourd'hui moins du tiers des institutions d'enseignement supérieur, est — avec quelques universités confessionnelles de bon niveau — le moteur de la formation des ressources humaines pour la recherche brésilienne. La formation à la recherche et les activités de recherche elles-mêmes sont soutenues par de puissantes agences gouvernementales, la CAPES (Coordination pour le perfectionnement du personnel d'enseignement supérieur, dépendant du ministère de l'Éducation) d'une part, et le CNPQ (Conseil national pour le développement scientifique et technologique), dépendant du ministère de la Science et de la Technologie d'autre part. Mais seuls 9 % des jeunes de 18 à 24 ans poursuivent des études supérieures, et le Brésil souffre d'un grand déficit dans la capacité et la qualité de la formation au niveau secondaire. Si ce goulot d'étranglement était desserré, on peut imaginer le nombre de jeunes esprits susceptibles de venir contribuer à l'élévation de la qualité et de la quantité des travaux de R&D que ce pays pourrait conduire.

La production scientifique brésilienne n'en est pas moins sur une pente constante d'amélioration dans la qualité et la quantité de ses travaux de recherche. Certains laboratoires, particulièrement dans le sud ou le sud-est du pays (le quadrilatère São Paulo-Belo Horizonte-Rio de Janeiro-Porto Alegre, voir carte) ont des niveaux d'équipement supérieurs à celui des meilleurs laboratoires européens. L'État de São Paulo, en particulier, bénéficie de la longue expérience et du dynamisme de la Fondation d'appui à la recherche de cet État (la FAPESP), qui abonde les crédits de recherche fédéraux par des crédits nationaux <sup>4</sup>. Le taux de production d'articles scientifiques brésiliens référencés

---

3. Voir le site Internet du ministère de la Science et de la Technologie, [www.mct.gov.br](http://www.mct.gov.br) (NDLR).

4. Chaque État brésilien s'est aujourd'hui doté d'une fondation similaire. Celles-ci viennent de créer une structure de coordination fédérale. La FAPESP, créée dès 1960, recueille par la loi 1 % de l'ensemble des recettes de l'État de São Paulo, et les investit dans des programmes de recherche et d'appui à l'innovation.

par l'ISI (Institute for Scientific Information) est aujourd'hui de 1,5 % (un taux comparable à celui de l'Inde) ; il a doublé en 10 ans. Des travaux brésiliens en physique et en biologie moléculaire ont fait ces dernières années la une de journaux comme *Nature* ou *Physical Review Letters*.

## ***Production agricole et industrie agroalimentaire : des progrès impressionnants***

L'un des secteurs où la contribution de la recherche scientifique au progrès économique au Brésil est le plus évident est celui de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire. Il représente aujourd'hui 30 % du PIB et 40,4 % des



exportations. L'équivalent brésilien de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) français est l'EMBRAPA (Entreprise brésilienne de recherche agropastorale). Depuis sa création en 1973, l'EMBRAPA a contribué à des avancées très significatives de l'agriculture brésilienne, en termes d'éducation des agriculteurs et de modernisation des exploitations, d'amélioration des espèces (zootechnie, biotechnologies) et de lutte contre les maladies. Elle collabore activement avec des institutions françaises comme le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), l'INRA et l'IRD (Institut de recherche pour le développement). L'EMBRAPA et le CIRAD, en particulier, animent un laboratoire commun, le Labex, à l'Agropolis de Montpellier.

Depuis 1990, la production agricole du Brésil s'est accrue de 96 % alors que la surface agricole n'augmentait dans le même temps que de 20 %. Ce pays est devenu en 2005 le premier producteur mondial de viande bovine et le deuxième de volaille. La production de soja, en forte augmentation, est devenue le premier poste d'exportation de produits agricoles et concourt pour 21 % du total des exportations primaires. Il s'agit, pour une part, de soja transgénique, dont la culture a été tolérée dans certains États dès les années 1990 et dont la production a été récemment largement libérée — malgré la résistance de l'État du Paraná (l'un des principaux États producteurs de soja et officiellement opposé aux organismes génétiquement modifiés), un tiers du soja brésilien serait aujourd'hui de nature transgénique.

## ***La biodiversité : héritage et trésor jalousement gardés, encore largement inexploités***

Avec ses 3,7 millions de kilomètres carrés, l'Amazonie brésilienne représente à elle seule 42 % du territoire brésilien. Mais c'est une terre menacée dans son équilibre, en particulier par le déboisement sauvage. On estime que la forêt a déjà perdu 17 % de sa surface et continue de perdre deux millions d'hectares par an. Malgré cela, c'est encore un immense réservoir de biodiversité végétale et animale. Ce terrain de recherche intéresse évidemment les grandes équipes de recherche internationales, pour l'immense espoir de découvertes qu'il présente, mais il est aussi fort convoité par les compagnies cosmétiques et pharmaceutiques mondiales. Conscient de cette situation, le Brésil a très sévèrement restreint l'accès de l'Amazonie et limité les déplacements d'échantillons, non seulement pour les chercheurs étrangers mais aussi pour ses chercheurs nationaux. De grands débats sur la « biopiraterie » sont organisés au Congrès brésilien, dénonçant en particulier certaines pratiques de compagnies américaines, japonaises, voire françaises.

L'Amazonie déborde largement le Brésil : elle concerne tous les pays latino-américains voisins, réunis au sein de l'OTCA (Organisation du traité de coopé-

ration sur l'Amazonie), ainsi que la France, en raison des 580 kilomètres de frontière qui séparent la Guyane française du Brésil. La France pourrait obtenir prochainement un statut d'observateur et de membre associé à l'OTCA, en attendant sa participation éventuelle à part entière.

## ***La grille énergétique : hydraulique aujourd'hui, biomasse et nucléaire demain***

Le Brésil a réussi ces dernières années à devenir autosuffisant en matière de consommation de pétrole. La compagnie nationale Petrobras a obtenu ce résultat en se hissant notamment au premier niveau mondial d'expertise pour les forages profonds *offshore*. Le Brésil importe du gaz de Bolivie et cherche à développer un programme ambitieux de biomasse, de biodiesel (huile de palme notamment) et d'alcool. Ce dernier est déjà présent pour une dizaine de pourcent dans l'essence distribuée au Brésil, au côté d'un parc restreint d'automobiles mues entièrement à l'alcool. Récemment, les industriels brésiliens (dont Peugeot qui est implanté dans le pays) ont développé des modèles hybrides essence-alcool, acceptant l'une ou l'autre forme de combustible. La vente de ces modèles se développe rapidement, car l'alcool coûte au Brésil bien moins cher que l'essence ou le diesel. Les projections de développement de la filière biomasse et biodiesel prévoient que ces sources pourront couvrir à terme 10 % à 15 % des besoins énergétiques du pays.

En matière de production d'électricité, le pays repose essentiellement sur l'hydroélectricité : près de 70 % de l'électricité produite dans le pays proviennent de barrages. Mais les perspectives de développement de cette filière s'amenuisent, en particulier en raison des grandes distances qui séparent le Sud et l'Ouest humides du Nord-Est sec. La demande d'électricité d'une grande ville comme Recife augmente de 10 % par an et l'on peut deviner que l'hydroélectricité ne pourra pas suivre la demande dans cette partie du pays. En partie pour

cette raison, mais aussi pour des questions de fierté nationale et d'ambitions commerciales, le Brésil entend maîtriser l'ensemble de la filière nucléaire.

Pendant les années 1950-1960, la physique nucléaire a été développée dans ce pays en partie grâce à la coopération d'universitaires français. Pendant la dictature militaire, le Brésil a

**Tableau 3 — Grille de la consommation électrique au Brésil (puissance installée, en gigawatts et %)**

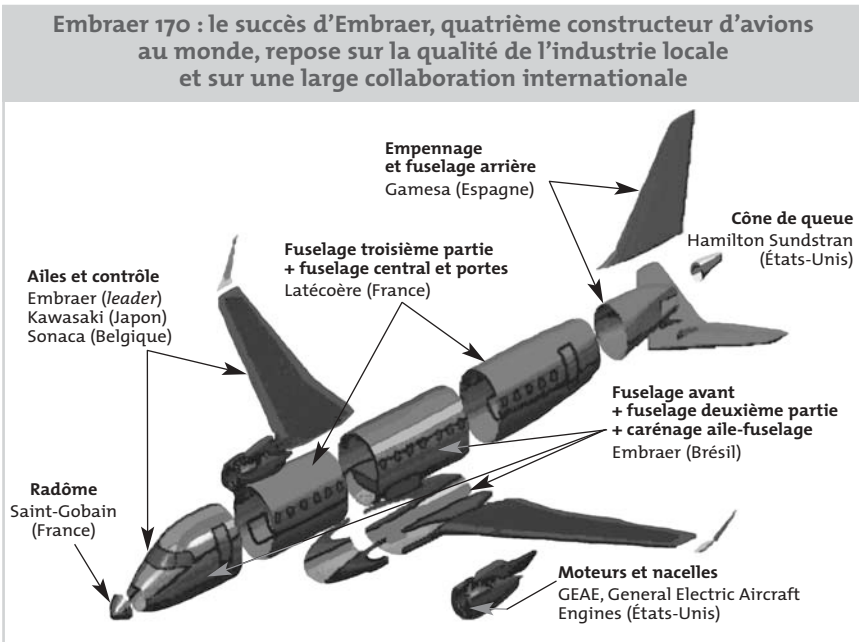
Hydroélectrique	69,0 GW	69,8 %
Gaz	8,9 GW	9,0 %
Pétrole	5,9 GW	5,9 %
Charbon	1,5 GW	1,5 %
Nucléaire	2,0 GW	2,0 %
Autres	3,4 GW	3,5 %
Importations	8,2 GW	9,0 %

*N.B.* : Le projet nucléaire brésilien prévoit de porter la puissance installée à 3,6 gigawatts, d'une part par l'achèvement de la centrale d'Angra III, d'autre part par le développement d'un réacteur national d'une puissance installée de l'ordre de 300 mégawatts.

poursuivi ses recherches dans ce secteur. La Marine brésilienne a développé une filière améliorée d'enrichissement d'uranium par ultracentrifugation, qu'elle aimerait maintenant pouvoir exploiter industriellement, y compris pour se placer sur le marché international des combustibles nucléaires. Bien qu'il n'y ait certainement plus l'ombre d'un dessein militaire dans le programme brésilien (signature d'un traité de surveillance mutuelle avec l'Argentine, signature du traité de non-prolifération, et enfin inscription dans la Constitution brésilienne d'une clause interdisant tout programme nucléaire militaire), cette ambition inquiète la communauté internationale et en particulier les États-Unis, obsédés par le problème de la prolifération. Le Brésil étudie plusieurs options, mais serait heureux de pouvoir compter sur un rapprochement industriel franco-brésilien, à l'instar de ce qui pourrait se dessiner entre la France et l'Inde.

## ***Hautes technologies : de grands espoirs, mais encore du chemin à parcourir***

Le Brésil a su développer une industrie aéronautique plus que respectable, autour de la compagnie Embraer (au capital de laquelle participe Dassault). Quatrième fabricant mondial d'avions, cette industrie a basé son succès sur la construction de petit- et moyen-courriers, tels que le *Bandeirantes* et aujourd'hui l'*Embraer 170*. La figure ci-dessous montre que cette réussite repose sur la mise en commun d'un savoir-faire largement multinational.



Profitant d'une ample coopération initiale avec la France et de la formation en France d'un solide corps de spécialistes des technologies spatiales, le Brésil affiche, depuis une dizaine d'années, l'ambition de se doter d'une véritable industrie spatiale, allant de l'aménagement d'un site de lancement (à Alcantara, près de São Luis, une position avantageuse très proche de l'équateur) à la définition d'un lanceur national de satellites. Malheureusement, le Brésil a déjà essuyé trois échecs lors des tentatives de lancement de son prototype de lanceur à poudre (le dernier échec, en août 2003, a coûté la vie à 21 des meilleurs spécialistes brésiliens). L'Agence spatiale brésilienne (AEB) a dénoncé, parmi les causes principales de ces échecs, le manque de moyens financiers et la politique en accordéon des attributions budgétaires. En effet, cette agence dispose d'un budget d'une centaine de millions de dollars US PPA, quand le CNES (Centre national d'études spatiales) en France dispose d'un budget environ 30 fois plus élevé. En outre, l'isolement de l'AEB a entraîné de graves manquements dans la conduite du programme du point de vue de la sécurité, qui ont finalement provoqué l'allumage intempestif d'un moteur pendant les travaux préparatoires au dernier essai de lancement de la fusée.

Sans attendre de disposer d'un lanceur national, destiné au lancement de satellites et de charges de modeste taille, le Brésil a initié un programme national de satellites scientifiques et de surveillance du territoire, notamment au travers d'une collaboration importante avec les Chinois (satellites CBERS [*China-Brazil Earth Resources Satellites*] 1 et 2). Ce programme est jugé d'une importance capitale pour la maîtrise de l'aménagement du territoire : aménagement urbain, mais aussi surveillance des changements dans l'utilisation de la terre, avancement du front du soja, déforestation de l'Amazonie, etc.

Le Brésil est en train de réussir son passage dans la société de l'information. Équipé d'un bon potentiel de recherche dans le domaine de l'informatique et doté de plusieurs programmes spécifiques dans ce domaine, son administration est sans doute l'une des plus avancées dans l'usage des moyens modernes d'information et de communication. Cela peut se constater par exemple à l'occasion des votes nationaux, mais aussi dans la plupart des actes administratifs. Dans le domaine de la recherche scientifique, par exemple, sa base de données « Lattes » sur le curriculum et la production scientifique de ses chercheurs fait l'admiration générale. Il existe naturellement une coupure entre la société éduquée en matière informatique et le reste de la population, mais les programmes de lutte contre l'exclusion informatique sont très actifs.

## ***L'incitation gouvernementale : le programme PITCE***

Ce programme de politique industrielle et technologique, et de commerce extérieur a été élaboré — fait nouveau au Brésil — par un groupe de travail commun au ministère de la Science et de la Technologie, au ministère du

Développement industriel et du Commerce extérieur, et au ministère de l'Économie, sous l'impulsion du Premier ministre. Il vise à inciter l'industrie nationale à innover et rendre ses produits plus différents des produits de la concurrence.

Ce groupe de travail a décidé de focaliser le programme sur quatre axes stratégiques : l'industrie des logiciels, celle des semi-conducteurs, celle des biens d'équipements et enfin celle des produits pharmaceutiques. Elle a pointé du doigt également quatre thèmes prioritaires pour le futur : les biotechnologies, les nanotechnologies, la valorisation de la biomasse, et enfin le développement local et régional.

Les moyens spécifiques de ce programme n'apparaissent pas clairement et des critiques se sont élevées au sein de chacun des ministères concernés quant aux choix retenus. Mais c'est un début de coopération très utile. Les efforts devraient permettre, à terme, d'étendre les programmes d'appui à l'innovation dans les entreprises, l'implantation de nouveaux instruments de coopération entre institutions universitaires et entreprises, et le développement d'actions spécifiques en innovation, par exemple en matière de télévision numérique et de diffusion des techniques d'information et de communication, sans négliger l'intégration sociale (programme « Ordinateur pour tous »).

L'exemple des nanotechnologies est particulièrement intéressant. Il existe de nombreux laboratoires universitaires brésiliens qui ont acquis une grande compétence en physique des matériaux et des semi-conducteurs, en optique quantique, etc., très souvent d'ailleurs engagés dans des coopérations actives avec des laboratoires français. Depuis deux ans, le Brésil a essayé de les organiser en quatre réseaux complémentaires, dont deux traitent essentiellement de nanoélectronique, un de nanobiotechnologie et le dernier de nanomatériaux. En général, ces laboratoires restent cependant très axés sur la recherche fondamentale et sont coupés de tout contact avec l'industrie. Le programme PITCE, d'ailleurs complété par un programme particulier tendant à soutenir les coopérations avec les laboratoires français, cherche à ouvrir ces laboratoires vers l'industrie locale et la coopération internationale.

Cette question rejoint le problème de la création au Brésil de pôles de dynamisme industriel. En réalité, il existe déjà au moins trois ou quatre technopôles de cette nature. Le pôle le plus important est celui de Campinas, véritable technopôle comparable, toutes proportions gardées, à Grenoble en France (Campinas abrite en particulier le synchrotron national brésilien). Le deuxième serait São José dos Campos (État de São Paulo), que l'on pourrait comparer à Toulouse par sa spécialisation dans l'aéronautique et l'espace. Cette ville abrite en particulier l'Institut de technologie aéronautique (ITA), une école d'ingénieurs à statut militaire qui peut par certains côtés être comparée à Polytechnique. Le troisième, en cours de développement, serait celui de Petropolis, près de Rio de Janeiro, qui abrite le laboratoire national d'informatique et

aimerait se rapprocher de Sophia-Antipolis. Le quatrième, en plein développement mais manquant encore cruellement de bras, est celui de Manaus, dont le développement industriel a beaucoup bénéficié du statut de zone franche qui lui a été concédé par la dictature militaire, et qui veut maintenant passer de son état de pôle industriel d'assemblage à celui de pôle de création technologique, en particulier en microélectronique et en biotechnologie.

## ***Le partenariat avec la France***

L'engagement de la France au Brésil a été très fort tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Ce qui précède l'a abondamment montré : la France est partout présente dans les faits et dans les esprits<sup>5</sup>. Au-delà des faits historiques, cette influence s'explique par une grande convergence des cultures, toutes deux imprégnées de latinité, même si l'attrait du modèle américain sur la classe économique dominante se fait de plus en plus fort.

La coopération scientifique franco-brésilienne a été particulièrement prometteuse dans les décennies 1960 et 1970, quand la France a envoyé dans les universités brésiliennes une cohorte nombreuse de volontaires du service national de coopération, et accueilli de très nombreux intellectuels exilés pendant la dictature militaire. Les premiers ont noué, dans les universités brésiliennes, de très solides amitiés et des habitudes de coopération encore vivaces aujourd'hui. Les seconds, rentrés au Brésil, occupent souvent aujourd'hui des postes clefs dans ce pays et ont conservé un solide attachement pour la France.

Mais ce capital exceptionnel est aujourd'hui menacé. Les acteurs de cette période se retirent maintenant progressivement de la vie active. En outre, l'engagement diplomatique de la France se relâche. On a assisté, ces quatre ou cinq dernières années, à une diminution régulière des crédits de coopération scientifique et technique, diminution que l'organisation en 2005 de l'« année du Brésil » en France n'est pas parvenue à enrayer. Le programme français de coopération scientifique et technique est ainsi désormais largement distancé par les programmes « concurrents » — de l'Allemagne en particulier (encore qu'une plus grande synergie des programmes de coopération des pays membres de l'Union européenne soit évidemment désirable).

Sur le plan diplomatique et institutionnel, l'organisation de la coopération entre la France et le Brésil est passée ces dernières années par trois phases particulières. À la phase euphorique des dernières années du gouvernement Cardoso a succédé, au début du gouvernement Lula, une phase de distanciation très nette du gouvernement brésilien sur le plan de la coopération scientifique

---

5. Faute de place, je n'ai pu citer bien des secteurs de coopération exemplaire, par exemple dans le domaine de la recherche médicale et de la santé.

et technique : les responsables du ministère de la Science et de la Technologie faisaient valoir, d'une façon parfois excessive, qu'ils ne voulaient plus d'une coopération inspirée essentiellement par l'étranger. Mais plus récemment, l'administration brésilienne a fait valoir une autre approche : elle a souhaité que soient organisés, secteur par secteur, des groupes de travail paritaires, de manière à ce que Français et Brésiliens réfléchissent à ce qu'ils peuvent vraiment faire ensemble, dans un esprit de coopération « gagnant-gagnant ». Il faut, je crois, favoriser ces groupes de travail paritaires proposés par le ministère brésilien de la Science et de la Technologie, et bien préparer sur cette base la prochaine commission mixte de coopération.

Dans ce panorama et au-delà des relations bilatérales, un secteur particulier de coopération intéresse beaucoup les présidents français et brésilien : celui d'une coopération trilatérale France-Brésil-Afrique. Cela pourrait devenir le thème d'un partenariat exemplaire mais c'est une ambition de longue haleine tant les problèmes d'accompagnement du développement africain sont ardu.

De toute manière, le Brésil est et sera de plus en plus présent sur la scène politique et économique mondiale. Si son taux de croissance économique n'est pas aujourd'hui comparable à ceux de certains pays d'Asie, les progrès constants qu'il enregistre dans la qualité de son potentiel de recherche et sa productivité scientifique, ainsi que les efforts qu'il a entrepris pour une plus grande mobilisation de ce potentiel en faveur de l'innovation technologique, indiquent tout l'intérêt qu'il y aurait à cultiver encore davantage le partenariat France-Brésil. Le passé et l'avenir y convient.

Visitez le site Internet du groupe *Futuribles*

**[www.futuribles.com](http://www.futuribles.com)**

**Accès simplifié à l'index des articles  
parus dans la revue *Futuribles* :**

- Pour retrouver les références des articles, numéros ou les auteurs que vous recherchez
- Possibilité de rechercher par mot-clef, par auteur, par critères croisés...

**Et toujours, sur le site de *Futuribles* :**

- La lettre d'information du groupe *Futuribles*
- Les réunions
- Les séminaires de formation
- Le système de veille
- Les autres publications
- Les prestations d'études et de conseil

André Lebeau <sup>1</sup>

# Mercator : les enjeux de l'océan numérique

*André Lebeau fait ici le point sur l'un des grands enjeux contemporains pour l'étude des évolutions climatiques de notre planète : la prévision océanique mondiale, dont l'un des acteurs clefs, Mercator Océan, est français.*

*Après avoir présenté le premier pan indispensable à la prévision océanique (l'observation par satellite et in situ), l'auteur montre l'importance majeure du deuxième pan qui y participe : la modélisation numérique des océans. Les progrès réalisés en ce domaine sont rythmés par l'histoire de Mercator, projet né en 1995 en France et devenu une composante majeure du projet mondial d'expérience en vraie grandeur d'océanographie opérationnelle.*

*Après description des ambitions scientifiques du projet et de ses composantes institutionnelles, André Lebeau souligne les multiples enjeux de la modélisation numérique de l'océan mondial, de l'observation climatique à la sécurité des biens et des personnes, en passant par la recherche et les applications marchandes. Il montre enfin combien il est désormais important, alors que s'achève la phase expérimentale de ce grand projet (qui a posé les bases techniques), de mettre en place une structure réellement opérationnelle, capable d'articuler modélisation océanique et fourniture de services, et combien il serait dommage de ne pas profiter de l'expérience et des succès de Mercator, dans un cadre européen plus large, pour y parvenir.*

S.D.

---

1. Professeur honoraire au Conservatoire national des arts et métiers, ancien directeur général de Météo France, ancien président du Centre national d'études spatiales, membre de l'Académie de marine.

Deux milieux fluides, l'atmosphère et l'océan, enveloppent la planète Terre et gouvernent le destin de toutes les formes de vie comme celui de la plupart des activités humaines. Cela seul suffit — sans qu'il soit nécessaire d'en décliner tous les aspects — à faire percevoir l'extrême importance qui s'attache à la connaissance de ces milieux, à la prévision de leur évolution et, le cas échéant, de leur altération.

En quelques décennies, au fur et à mesure que l'a autorisé la puissance des matériels informatiques, la modélisation numérique de l'atmosphère s'est imposée comme l'outil central des météorologistes et comme la seule voie d'accès à la prévision des évolutions futures du climat<sup>2</sup>. L'extension de cette technique à l'océan était une étape attendue dans la maîtrise de l'environnement terrestre et, au-delà des argumentaires sectoriels, c'est cela qui confère une importance majeure à ce qui s'est accompli en France dans le cadre de la structure Mercator Océan : la création d'une capacité de modélisation numérique de l'océan mondial.

## **La prévision océanique mondiale**

Une prévision globale de l'état de l'océan, qu'elle soit expérimentale ou opérationnelle, résulte de la conjonction de deux éléments, des moyens d'observation et des moyens de modélisation.

L'observation fournit au modèle des données sur l'état présent de l'océan, les conditions initiales à partir desquelles il pourra calculer l'évolution. L'observation a deux sources, l'une spatiale et l'autre *in situ*.

Le satellite altimétrique *Topex-Poséidon*, projet commun du CNES et de la NASA<sup>3</sup> mis en orbite en 1992, a marqué le début d'une véritable révolution de l'observation des océans. La première carte de la circulation des océans qu'il a produite en 10 jours était comparable à celle obtenue par la compilation d'un siècle de mesures *in situ*. En mesurant avec une précision centimétrique le niveau de l'océan sur l'ensemble de la planète, il donne accès aux systèmes de courants qui parcourent la masse océanique. Ce qu'il fournit est l'analogue, pour l'océan, du champ de pression qui gouverne les systèmes de vents dans l'atmosphère. Avec ses successeurs, les minisatellites *Jason1* et *Jason2*, et le complément de couverture de satellites altimétriques moins précis, il amorce une filière d'observation opérationnelle qui a fourni un socle à l'océanographie mondiale.

Cependant, tout n'est pas accessible depuis l'espace. L'eau de mer est impénétrable au rayonnement électromagnétique et pour savoir ce qui se passe dans ses profondeurs, il faut aller y voir. C'est là une différence majeure avec l'atmosphère qui est accessible dans toute son épaisseur aux mesures satellitaires.

---

2. Voir LEBEAU André et ROCHAS Michel. « Prévision numérique du temps et du climat ». *Futuribles*, n° 154, mai 1991, pp. 31-50.

3. CNES : Centre national d'études spatiales ; NASA : National Aeronautics Space Agency.

L'observation *in situ* a donc un rôle irremplaçable. Elle est fournie pour l'essentiel par les flotteurs du programme international Argo qui sont capables de plonger jusqu'à 2 000 mètres, de mesurer température et salinité en fonction de la profondeur, et de remonter à la surface à intervalles réguliers pour transmettre leurs données à un satellite avant de replonger. Quelques milliers de flotteurs de ce type sont déployés dans l'océan. Ils sont en somme l'équivalent océanique des ballons de radiosondage qui mesurent des profils verticaux de l'atmosphère jusqu'à une vingtaine de kilomètres d'altitude ; mais à la différence de ce qu'on peut attendre pour l'atmosphère, l'observation satellitaire ne pourra pas en réduire substantiellement le besoin.

La modélisation numérique constitue le deuxième volet du système de prévision. Elle comporte schématiquement deux composantes, le modèle proprement dit, sorte d'image numérique tridimensionnelle de l'océan inscrite dans les mémoires de l'ordinateur, et le système d'assimilation des données qui fait entrer dans le modèle les données fournies par le système d'observation. L'ordinateur calcule ensuite l'évolution de l'« océan numérique » par pas de temps successifs, jusqu'à un horizon de prévisibilité déterministe qui, pour l'océan, est de plusieurs semaines. Au-delà de cet horizon, le modèle s'écarte de la réalité jusqu'à n'être plus utilisable pour la prévision déterministe, mais, comme les modèles

atmosphériques, il peut continuer, par ses valeurs moyennes, à représenter le climat. Modélisation et assimilation sont des opérations d'une extrême complexité. Leur maîtrise, appuyée sur la puissance croissante des moyens informatiques, a marqué les progrès de la prévision numérique.

L'ambition d'un modèle planétaire peut s'apprécier en première approximation à sa résolution, à la dimension des détails qu'il permet de discerner dans la masse océanique et à l'étendue qu'il couvre. Le rythme du progrès dans ce domaine est illustré par l'histoire de Mercator.

## Mercator

Le projet Mercator a vu le jour en juin 1995 quand, à l'initiative de Michel Lefebvre et de Jean-François Minster, une trentaine d'océanographes rassemble les éléments d'un puzzle : un océan sous observation continue des satellites altimétriques, des équipes de recherche à la pointe en matière de modélisation et d'assimilation, une mosaïque de compétences au sein des organismes publics (CNES, CNRS, IFREMER, IRD, Météo France, SHOM) et des sociétés CERFACS et CLS Argos<sup>4</sup>. L'ambition commune et jusque-là inaccessible, qui constitue le pari pris en 1995, était de décrire et de prévoir l'océan de façon opérationnelle comme la météorologie le fait pour l'atmosphère.

Dès 1997, cette ambition s'inscrit dans un cadre international, Mercator

---

4. CNRS : Centre national de la recherche scientifique ; IFREMER : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ; IRD : Institut de recherche pour le développement ; SHOM : Service hydrographique et océanographique de la marine (française) ; CERFACS : Centre européen de recherche et de formation avancée en calcul scientifique ; CLS : Collecte localisation satellites.

devient la composante française de l'expérience GODAE <sup>5</sup>, placée sous l'égide de la Commission océanographique internationale de l'UNESCO <sup>6</sup>, dont l'objectif est de réaliser la première expérience en vraie grandeur d'océanographie opérationnelle. En avril 2002, le groupement d'intérêt public (GIP) Mercator Océan, qui regroupe les six organismes qui ont lancé le projet, est créé pour une durée de quatre ans, avec la mission de développer la capacité de fournir en routine une description à haute définition de l'océan mondial ; sa mission est aussi de préparer la création en 2006 d'un Centre opérationnel d'océanographie. Au cœur du groupe se trouve une équipe de projet formée d'une cinquantaine de chercheurs issus des laboratoires de recherche océanographique. Une ambition scientifique doublée d'une ambition institutionnelle s'exprime ainsi.

Voyons d'abord ce qu'il en fut de l'ambition scientifique. Une feuille de route est tracée dès 1999 qui prévoit en trois étapes trois prototypes de complexité croissante. Un premier prototype simule l'Atlantique Nord et équatorial à moyenne résolution —  $1/3^\circ$  soit 35 kilomètres à l'équateur — et sur cette base sont produits dès 2001 — avant même la création du GIP — les premiers bulletins en temps réel. Avec le deuxième prototype, Mercator s'attaque à la haute résolution sur les mers européennes, Atlantique Nord

et Méditerranée, avec une maille 10 fois plus fine,  $1/15^\circ$  soit cinq à sept kilomètres. La troisième étape est la modélisation de l'océan mondial à la résolution de  $1/4^\circ$  soit 28 kilomètres à l'équateur. L'objectif est atteint en 2005 et la mission confiée au GIP est accomplie. Les bases techniques d'une capacité de prévision opérationnelle mondiale sont établies ; reste à lui donner une structure appropriée à sa pérennisation ce qui impose deux interrogations : pourquoi le faire et comment le faire ? Commençons par le pourquoi.

### ***Les enjeux de la prévision océanique***

L'océan couvre plus de 70 % de la surface du globe et la moitié de la population mondiale vit à moins de 100 kilomètres de ses rives ; son interaction avec l'atmosphère régit le climat ; il est un réservoir de ressources alimentaires ; d'énormes flux de matériaux et de produits circulent à sa surface ; il est un lieu majeur de mise en œuvre des activités de défense et de sécurité. Tout cela laisse prévoir qu'à la connaissance permanente de son état s'attachent des enjeux de toutes sortes, mais encore faut-il, afin de justifier les efforts nécessaires pour obtenir cette connaissance, dire plus précisément quels sont ces enjeux et à quels secteurs de la société leur maî-

---

5. *Global Ocean Data Assimilation Experiment*. GODAE a rassemblé, depuis 2003, les grandes nations de l'océanographie pour la première grande expérience d'océanographie opérationnelle. Pendant trois ans, les observations océaniques issues des satellites et d'instruments *in situ* sont traitées, validées, échangées en temps réel et assimilées dans des modèles d'océans. Les centres opérationnels de prévision océanique émergeront de cette expérience.

6. Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

trise importe. En d'autres termes, au-delà de la motivation toujours présente d'un effort de recherche, l'exploration d'un nouveau champ de connaissances, quels sont les objectifs d'une activité opérationnelle, d'une fourniture permanente de services ?

L'analogie avec la prévision numérique de l'état de l'atmosphère — la météorologie et la climatologie — s'impose pour dégager une vue organisée des domaines d'intervention de la prévision océanique. Dans un cas comme dans l'autre, le champ de pertinence s'est précisé au fur et à mesure que la technique émergeait. On peut y distinguer, en fonction des responsabilités dont ils relèvent et des utilisateurs qu'ils concernent, quatre grands domaines :

- la surveillance du climat et la simulation de son évolution future ;
- la recherche dans les domaines de l'océanographie et des interactions entre l'océan, l'atmosphère et les glaces de mer ;
- la sécurité des biens et des personnes ;
- les applications commerciales.

À quoi il convient d'ajouter l'information du grand public.

L'océanographie opérationnelle est à la croisée de la physique et de la biologie : halieutique, étude de la flore et de la faune océanique, maîtrise de la gestion des ressources biologiques de l'océan. L'introduction du vivant dans les modèles de Mercator est d'ailleurs un objectif à la portée des chercheurs et un défi majeur pour la compréhension des cycles biogéochimiques associés aux écosystèmes marins.

Mais surtout, l'océanographie opérationnelle intervient de façon déterminante dans la compréhension du climat et de son évolution. La simulation de l'évolution climatique, comme d'ailleurs de tout ce qui se situe au-delà de l'horizon de prévisibilité de la météorologie, met en jeu l'ensemble du fluide climatique : atmosphère et océan. C'est pourquoi les modèles numériques couplés de l'atmosphère et de l'océan, qui marient les savoir-faire de la météorologie et de l'océanographie mondiale, sont indispensables pour simuler le changement climatique à attendre au cours du prochain siècle, selon différents scénarios planétaires d'émissions de gaz à effet de serre et de développement socio-économique. Il en va de même de la « prévision saisonnière » qui évalue, quelques mois à l'avance, la probabilité de sécheresses, d'étés caniculaires, de saisons cycloniques intenses ou d'apparition du phénomène El Niño. La prévision de ces phénomènes implique la prise en compte de l'inertie des masses océaniques.

Le vaste domaine du changement global que l'homme impose à son environnement planétaire met directement en relation, sans aucun intermédiaire, la recherche scientifique et les responsables politiques. L'océanographie opérationnelle y occupe une place majeure. Mais pour autant ce n'est pas le seul domaine où elle touche directement à l'exercice des responsabilités de l'État. Elle intervient aussi dans le court terme pour la sécurité des biens et des personnes, dans l'exercice de responsabilités civiles comme le contrôle des marées noires et naturellement dans les responsabilités de défense.

Enfin, il existe une large gamme d'applications marchandes dans le domaine de la pêche, de l'aquaculture, de l'industrie *offshore*, des travaux sous-marins et même de la course au large. Cette émergence des applications marchandes se traduit par l'existence, dès 2005, de 300 utilisateurs (leur nombre a doublé au cours de l'année) qui préfigurent une composante importante des services opérationnels.

L'existence d'applications marchandes ne doit cependant pas occulter l'importance majeure des services liés à l'exercice des responsabilités régaliennes. Pas plus que la météorologie ou l'observation spatiale, l'océanographie opérationnelle ne saurait viser, à échéance prévisible, un statut d'autonomie commerciale. Cependant, le développement des applications marchandes est un objectif important car — comme dans le cas de la météorologie — il est porteur d'un allègement des coûts de l'entreprise, d'un accroissement de son dynamisme et de bénéfices économiques indirects qui échappent à la seule mesure des flux commerciaux.

### ***Le passage à une structure opérationnelle***

Passer de l'expérimental à l'opérationnel implique que l'on se donne les moyens institutionnels de la continuité. Cet impératif de continuité concerne à la fois l'observation et la modélisation.

L'observation de l'océan est une entreprise internationale qui rassemble des contributions nationales d'importances diverses, coordonnées dans le cadre de GODAE. Celle de la France est très significative, tant pour ce qui est des mesures *in situ* avec le programme Coriolis que pilote l'IFREMER<sup>7</sup> que par la filière des satellites altimétriques *Jason*. La transition des *Jason* vers un statut opérationnel analogue à celui des satellites météorologiques européens n'est pas encore tout à fait accomplie. On peut cependant penser qu'elle le sera ; il serait paradoxal qu'un tel effort de développement, investi avec succès dans la création d'une capacité nouvelle, débouche sur une interruption et par conséquent sur un échec. On peut donc juger que les satellites altimétriques connaîtront une évolution parallèle à ce que fut, dans le passé, celle des *Meteosat*, nés d'une initiative française et inscrits depuis longtemps dans le cadre européen de l'organisation Eumetsat<sup>8</sup>.

Reste la question de la modélisation et de son articulation avec la fourniture de services, c'est-à-dire, pour l'essentiel, celle de la transformation du GIP Mercator Océan en une structure pérenne dotée d'une responsabilité opérationnelle. Cette question se décline selon trois dimensions : quelle structure, quelle implantation géographique, quelle relation à l'Europe ? Commençons par les deux dernières qui sont en définitive les plus faciles.

---

7. Projet rassemblant les observations *in situ* de l'océan, fournies par les engins autonomes du programme international Argo, et les mesures obtenues par les navires océanographiques.

8. Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques.

Certains ont pu s'étonner que Mercator Océan soit implanté dans la région Midi-Pyrénées qui n'a pas de façade océanique et dans une ville, Toulouse, qui n'est pas un port, rejoignant ainsi la naïveté de ceux qui croient que les astronomes s'installent sur les montagnes pour être plus près des étoiles. La proximité dont a besoin l'équipe Mercator n'est pas celle de l'océan car l'information collectée sur toute la planète par les satellites et les flotteurs Argo est la chose du monde la plus facile à acheminer. La proximité nécessaire est celle d'équipes qui travaillent sur des domaines voisins, avec des expertises voisines et des moyens informatiques dont l'exploitation peut être concertée. À cet égard, Toulouse est un pôle européen unique qui regroupe, avec le Centre spatial de Toulouse, le CERFACS, CLS Argos et la Météopole, une gamme sans égale qui va de l'acquisition des données spatiales jusqu'à l'exploitation des produits de Mercator en passant par les techniques de modélisation. Toulouse a donc tout naturellement vocation à devenir le pôle européen de l'océanographie mondiale, placé au cœur d'un réseau de centres régionaux d'océanographie côtière.

Il est indispensable, pour que cet objectif soit atteint, que Mercator acquière une dimension européenne. Cela signifie que Mercator doit s'intégrer dans le programme européen GMES<sup>9</sup> et en devenir un élément constitutif. Cette acquisition de la

dimension européenne se matérialise d'ores et déjà par deux démarches que l'on peut qualifier de *bottom-up* et de *top-down*. *Bottom-up*, les contacts pris et les relations établies par Mercator Océan avec un ensemble de partenaires potentiels d'un réseau européen : Canada, Espagne, Norvège, Italie, Royaume-Uni, avec l'Agence spatiale européenne et avec des industriels majeurs. *Top-down* (*top* étant la Commission européenne), le projet MERSEA<sup>10</sup> qui est tout à la fois la composante européenne de GODAE et qui, surtout, préfigure le futur réseau intégré d'opérateurs de services océaniques de GMES. Mercator est profondément impliqué dans ce projet européen et il n'est pas exagéré de dire qu'il y occupe une position centrale.

Reste, pour consolider cette ambition, à doter Mercator d'une structure adaptée qui prenne la suite du GIP, lequel est temporaire par nature. Il s'agit d'une part d'achever la transition de ce qui fut un projet de développement vers une activité de services et d'établir cette capacité de services en position d'élément permanent de GMES. La solidité de l'engagement français est au centre de ce problème. En telle matière, l'Europe avance parce qu'il existe des initiatives nationales et que la Commission européenne sait les fédérer pour en faire une structure européenne. Ainsi, Mercator a besoin de GMES pour trouver sa dimension européenne et GMES a

9. *Global Monitoring for Environment and Security* : initiative conjointe de l'Agence spatiale européenne et de la Commission européenne, qui vise à doter l'Europe d'une capacité opérationnelle d'observation de la Terre.

10. *Marine Environment and Security for the European Area*.

besoin de Mercator et d'autres initiatives analogues pour nourrir son dynamisme. Encore faut-il que l'initiative nationale se concrétise sous une forme appropriée, c'est-à-dire d'une structure à la fois pérenne et ouverte. Le GIP Mercator Océan devait céder la place en 2006 à un groupement d'intérêt économique plus opérationnel et ouvert sur l'Europe. Est-il besoin de vanter les qualités de cette structure et ce qu'elle a permis de faire en Europe ? C'est elle qui a servi à porter le projet Airbus, c'est elle que viennent de

choisir 21 services météorologiques du continent européen pour leur réseau Eumetnet<sup>11</sup>. Mais pour Mercator, le rendez-vous de 2006 est désormais manqué. Plutôt que chercher les raisons de ce ratage institutionnel, mieux vaut voir si l'essai peut encore être transformé en France pour que les dividendes de l'effort ne soient pas encaissés ailleurs en Europe. Cela serait la moindre des choses pour l'équipe de Mercator et pour les responsables régionaux de Midi-Pyrénées qui se sont engagés à ses côtés.

11. Réseau groupant 21 services météorologiques européens et leur fournissant un cadre dans lequel ils organisent des programmes coopératifs couvrant divers domaines de l'activité météorologique.

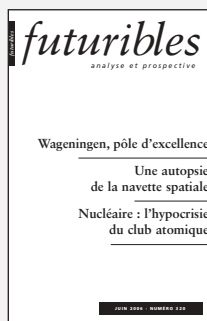
**P** principale revue de prospective réellement interdisciplinaire, *Futuribles* analyse chaque mois ce qui peut advenir (les futurs possibles) et ce qui peut être fait (les politiques et les stratégies) pour les grands défis du futur

**Abonnez-vous à *Futuribles*,  
1 an, 11 n°, 110 €\* au lieu de 132 €**

Pour souscrire un abonnement à *Futuribles*, envoyez vos coordonnées et votre règlement à :

Futuribles - 47, rue de Babylone - 75007 Paris - France  
Tél : 33 (0)1 53 63 37 71 - Fax : 33 (0)1 42 22 65 54 - E-mail : [diffusion@futuribles.com](mailto:diffusion@futuribles.com)

\*Prix France métropolitaine - Autres pays / outre-mer 1 an 115 € - Enseignants / Étudiants sur présentation d'un justificatif, 1 an : 55 € (France), 63 € (autres pays / outre-mer) - valable jusqu'au 31/12/2006



[www.futuribles.com](http://www.futuribles.com)

## IDÉES & FAITS PORTEURS D'AVENIR

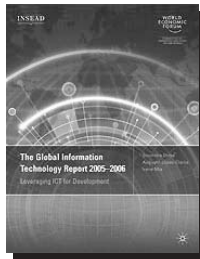
### L'impact des TIC sur le développement

Publié pour la cinquième année consécutive sous l'égide de l'INSEAD ([www.insead.edu](http://www.insead.edu)) et du Forum économique mondial, le *Global Information Technology Report* fait figure d'index mondial de référence pour mesurer l'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur le développement et la compétitivité de 115 pays. Le rapport 2005-2006 souligne le rôle de plus en plus fondamental des TIC dans l'amélioration de la productivité et l'acquisition d'une croissance durable permettant l'élévation du niveau de prospérité d'un pays : « en effet, la compétitivité d'un pays est de plus en plus dépendante de la présence de secteurs des TIC dynamiques et de la capacité des trois principales catégories d'acteurs nationaux, gouvernement, entreprises et individus, à adopter les nouvelles technologies émergentes ».

Le classement est réalisé à partir d'un indicateur baptisé *Networked Readiness Index* (NRI), qui mesure « le degré de préparation d'une nation ou d'une communauté à participer et à bénéficier des développements des TIC ». Il est établi à partir de trois

indices intermédiaires qui mesurent respectivement :

- 1) le contexte macroéconomique global dans lequel interviennent les TIC : état du marché, environnement politique et législatif, état des infrastructures ;
- 2) le niveau de la capacité des individus, des entreprises et des gouvernements à faire usage des TIC et à en tirer des bénéfices ;
- 3) l'indice d'utilisation actuelle des TIC les plus avancées par les individus, les entreprises et les gouvernements.



Dans le peloton de tête du palmarès 2005-2006, on trouve le continent nord-américain avec les États-Unis (première place) et le Canada (sixième place). Les États-Unis ont retrouvé la première place, ravie à Singapour, grâce, selon le rapport, à « l'excellence de

l'enseignement supérieur et [à] une coopération élargie entre institutions de recherche et communauté d'affaires ». À noter également, « le rôle prééminent joué par le secteur privé en matière de recherche et de développement, ainsi qu'une coopération avec le secteur public en matière d'innovation et de pénétration des TIC ».

Les pays d'Europe du Nord, Danemark (troisième place), Islande (quatrième place), Finlande (cinquième

place), Suède (huitième place) sont particulièrement bien classés et maintiennent une prééminence acquise grâce à l'excellence des établissements d'éducation, qui ont encouragé une forte culture de l'innovation et suscité une prédisposition des individus, entreprises et gouvernements, à adopter l'usage des technologies les plus récentes. Dans le même sens, la transparence des institutions publiques a nourri la confiance des milieux d'affaires.

À la deuxième place, Singapour confirme une position due à la qualité de l'environnement législatif, à l'excellence des institutions d'éducation et de formation ainsi qu'à l'engagement du gouvernement à promouvoir les technologies les plus récentes dans l'ensemble des secteurs économiques. S'y ajoutent une gestion macroéconomique exemplaire et des efforts constants afin d'améliorer l'environnement institutionnel de l'activité économique. Concernant les autres pays d'Asie, on note les bonnes performances de Taiwan (septième), de Hong Kong (11<sup>e</sup> place), la Corée du Sud (14<sup>e</sup> place), l'Australie (15<sup>e</sup> place) et le Japon (16<sup>e</sup> place). Taiwan se distingue en gagnant huit places par rapport au classement de l'année précédente, et engrange les résultats des efforts engagés depuis trois décennies à travers des politiques publiques judicieuses et la création de synergies entre secteurs public et privé dans le domaine des TIC. En revanche, l'Inde, qui maintient son rang (40<sup>e</sup>), et la Chine, qui perd neuf places (50<sup>e</sup>), témoignent d'un sérieux retard en matière de TIC.

À la 22<sup>e</sup> position, la France, qui perd deux places par rapport à l'année précédente, se classe juste devant l'Estonie (23<sup>e</sup>) et la Malaisie (24<sup>e</sup>).

*Yann Vinh*

*Source : Global Information Technology Report 2005-2006, site Internet [www.weforum.org/site/homepublic.nsf/Content/Global+Competitiveness+Programme%5CGlobal+Information+Technology+Report](http://www.weforum.org/site/homepublic.nsf/Content/Global+Competitiveness+Programme%5CGlobal+Information+Technology+Report)*

## La confiance professionnelle dans le monde

Selon une enquête internationale menée deux fois par an, depuis 2003, auprès de salariés de 18 pays, le niveau de confiance des salariés à l'égard de leur emploi demeure orienté à la hausse<sup>1</sup>. Mesuré à partir des réponses aux deux questions suivantes : « Selon vous, quelle est la probabilité que vous soyez licencié au cours de l'année à venir ? » et « Dans quelle mesure pensez-vous qu'il serait facile ou difficile, pour une personne licenciée aujourd'hui, de retrouver un emploi similaire avec le même niveau de salaire ? » (la base 100 représentant une confiance totale), l'indice de confiance professionnelle a atteint son plus haut niveau mondial depuis 2003 : 57 (voir graphique ci-contre).

Bien évidemment, cette moyenne mondiale masque des disparités : la région Asie-Pacifique est ainsi nettement plus confiante (60,7) que l'Amérique du Nord (51,7). L'Europe est exactement dans la moyenne (57,2) et à son plus haut niveau, éga-

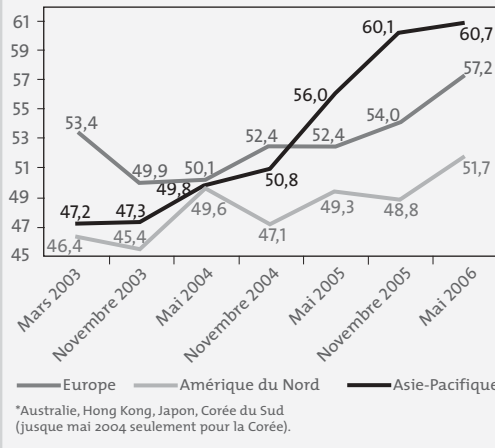
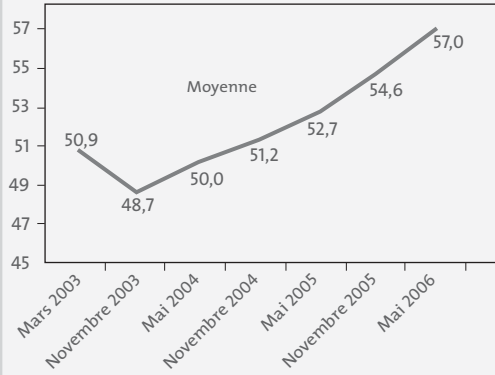
1. Enquête Right Management Consultants, *Global Career Confidence Index and Survey* (indice de confiance professionnelle), menée par entretiens téléphoniques sur un échantillon arbitraire de 350 à 1 000 salariés par pays, employés à temps plein. Les pays concernés sont : Australie, Belgique, Canada, Danemark, France, Allemagne, Hong Kong, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni, Corée du Sud et États-Unis.

lement, depuis 2003, mais cela tient essentiellement au degré de confiance très élevée des salariés des pays nordiques (norvégiens et danois en particulier), qui compense le pessimisme très marqué des salariés allemands et italiens.

Ainsi, seuls 3,4 % des Norvégiens pensent qu'ils pourraient risquer de perdre leur emploi dans l'année à venir et ils sont 77,7 % à estimer que c'est impossible. Les Allemands, pour leur part, sont nettement plus circonspects : affichant l'indice de confiance professionnelle le plus faible de l'enquête (46,1), ils sont 84,3 % à penser pouvoir perdre leur emploi dans l'année et 93,5 % à estimer qu'il serait alors très difficile de retrouver un travail similaire au même salaire en cas de licenciement — sur ce point, les Italiens sont 88,3 % de cet avis, les Français 87,6 %, les Américains 79,5 %, les Néerlandais 74,4 %, les Suédois 71,6 % et les Britanniques 71,4 %, signe d'une confiance très modérée dans le marché de l'emploi.

Évidemment, ce type d'enquête, très générale, ne peut véritablement constituer un instrument de mesure fiable et complet de la confiance des salariés d'un pays dans l'emploi — d'autres indicateurs, par exemple de satisfaction, et surtout un échantillon élargi aux actifs dans leur ensemble seraient sans doute nécessaires. Néanmoins, par la comparaison internationale qu'elle offre, elle permet d'apprécier le climat dominant parmi les salariés des différents pays.

### Indice global de confiance professionnelle



Elle confirme, à cet égard, à quel point la conjoncture socio-économique (niveau de chômage, bonne santé des entreprises, etc.) influe sur la perception qu'ont les salariés vis-à-vis de leur sécurité professionnelle — l'Allemagne et l'Italie montrant sur ce point une réelle fragilité quand les pays nordiques, qui ont le vent en poupe, affichent un fort degré de confiance professionnelle parmi leurs salariés.

*Stéphanie Debruyne*

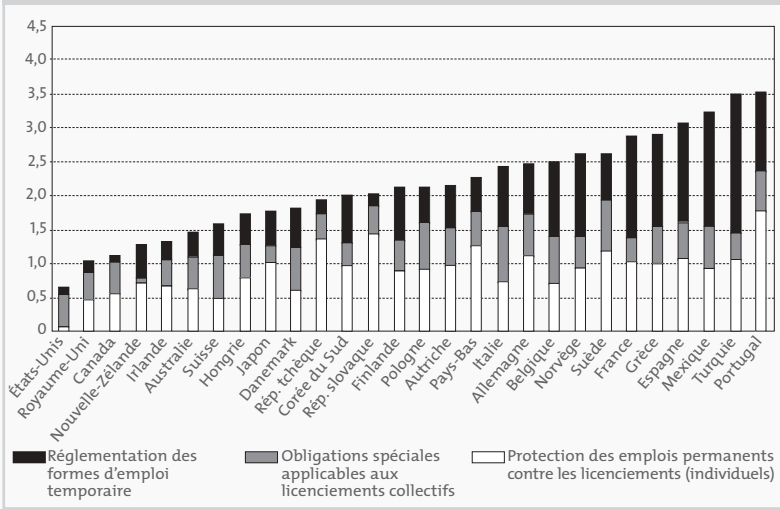
Source : RIGHT MANAGEMENT CONSULTANTS. « Nouvelle progression de l'indice

**ET DANS « FLEX-SÉCURITÉ », IL Y A « SÉCURITÉ »**

La lecture des résultats de l'enquête internationale Right Management exposée *supra* aurait pu interpellé le lecteur : pourquoi les salariés de pays ayant la réputation d'être plus protecteurs vis-à-vis de l'emploi (Allemagne, Italie) sont-ils plus pessimistes vis-à-vis de leur avenir professionnel que ceux de pays ayant la réputation d'avoir « flexibilisé » l'emploi ? Et bien contrairement aux apparences et aux commentaires que l'on peut lire ou entendre régulièrement, en France notamment, les choses ne sont pas aussi caricaturales et les pays nordiques, s'ils ont flexibilisé leur marché de l'emploi, n'ont pas pour autant sabré les règles de protection à l'égard des salariés (d'où le fameux vocable de « flex-sécurité »).

En effet, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) étudie et compare, depuis 1999, la législation sur la protection de l'emploi (LPE) des différents pays. Elle a mis en place, pour ce faire, un indice synthétique reposant sur 18 indicateurs répartis dans trois domaines principaux : la réglementation des formes d'emploi temporaire, les obligations spéciales applicables aux licenciements collectifs et la protection des emplois permanents contre les licenciements individuels.

**Rigueur globale de la LPE en 2003 (échelle de 0 à 6), selon l'OCDE**



Résultat, selon les dernières données disponibles pour tous les pays étudiés (2003), la Norvège se situait parmi les pays les plus protecteurs, huitième juste derrière la Suède et la France (le pays le plus protecteur étant le Portugal), mais devant l'Allemagne et l'Italie (respectivement 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup>) — voir graphique ci-dessus.

S.D.

Source : OCDE. *Perspectives de l'emploi 2004*. Paris : OCDE, 2004.

de confiance professionnelle des salariés dans le monde ». Communiqué de presse pour la septième édition de l'enquête internationale sur la confiance des salariés, 10 mai 2006.

### Contrat de travail familial

Le géant de la restauration rapide McDonald's propose depuis début 2006 un nouveau contrat de travail flexible, à titre expérimental, dit contrat familial, dans quelques-uns des 1 250 restaurants de l'enseigne du Royaume-Uni, qui emploie 67 000 salariés. Ce type de contrat permet à deux personnes ou plus de la même famille qui travaillent dans le même restaurant McDonald's, de travailler en équipe, alternativement, et de choisir librement celui qui va se rendre au travail, sans prévenir la direction à l'avance.

Le but affiché de ce nouveau type de contrat est la lutte contre l'absentéisme et le *turn-over*. En effet, ce secteur connaît un taux de jours de maladie important et nombreux sont ceux qui ne se présentent pas à leur travail sans prévenir. Pour éviter ces inconvénients et fidéliser son personnel, le contrat familial a été imaginé et mis en expérimentation dans un nombre de sites limités. Parmi les villes-pilotes, citons Cambridge, Cardiff et d'autres plus modestes comme Luton ou Stoke. Le programme s'applique aux membres d'une même famille, parents, enfants de plus de 16 ans, maris, épouses, grands-parents, partenaires cohabitants, y compris de sexe identique. Chaque contractant pointe et reçoit son salaire séparément sur son propre compte bancaire. Si ce type de contrat remporte un succès, il sera étendu à des groupes d'amis et à la famille étendue aux cousins, par exemple.

Ce programme, soutenu par le ministère du Commerce et de l'Industrie, répond aussi à la demande de nombreux employés qui réclamaient plus de flexibilité, selon David Fairhurst, directeur des ressources humaines.

D'ores et déjà, deux paires de jumeaux de 18 et 21 ans ont demandé à en bénéficier. Ainsi, il est à parier que personne ne remarquera lequel des deux se présentera pour travailler un jour donné, alors que l'autre jumeau soit ira à ses examens (pour la paire de 18 ans), soit vaquera à d'autres occupations (pour celle de 21 ans). En effet, pour la paire la plus jeune, les deux individus sont étudiants à temps partiel et jusqu'à présent, ils s'étaient entraînés mutuellement pour faire face à leurs échéances scolaires, peut-être à l'insu du management. Désormais, ils apprécient cette flexibilité « officielle » qui les motive plus et qui, selon leurs propres termes, augmente la confiance de leur supérieur. Pour l'autre paire jumelle, les jeunes gens travaillent chez McDonald's depuis trois ans et demi, comme responsables d'étage.

Pour séduisant que paraisse le contrat familial, il ne manque pas de poser plusieurs problèmes juridiques quasi insolubles et inédits qu'ont soulignés les cabinets de juristes britanniques<sup>1</sup>. Au point que les inconvénients risquent de coûter plus cher que l'absentéisme que le contrat familial cherche à éviter. Les réclamations risquent de se multiplier. La responsabilité en cas de problèmes ne saurait être partagée. Les tribunaux pourraient bien considérer que

1. « Beware the Risks of Job-share Schemes ». *Personnel Today*, 28 février 2006.

trois membres d'une même famille doivent être jugés comme trois personnes distinctes et non comme une seule. Si le travail n'est pas satisfaisant, lequel des contractants en sera-t-il rendu responsable ? En cas de licenciement, lequel des contractants sera mis dehors et lequel gardera son poste ? En tout état de cause, dans un contexte de resserrement du personnel, il semble étonnant que la politique de recrutement de ce géant des *fast-foods* tende à multiplier le nombre des nouveaux employés.

Néanmoins, d'autres familles ont commencé à bénéficier du programme. Seuls les succès en la matière sont portés à la connaissance des lecteurs. Ainsi, à Cardiff, une mère de 42 ans et ses deux filles de 16 et 18 ans ont signé le contrat familial. Le principal avantage, selon une des deux jeunes filles, est la flexibilité : chaque matin, elles décident ensemble de laquelle des trois ira travailler. La mère rêve que son mari se joigne au programme afin que la famille fonctionne comme une seule et même unité, et que l'équilibre entre le travail et la vie de famille soit harmonisé.

Pour l'instant, McDonald's ne s'est pas aventuré à tenter ce type de contrat dans son pays d'origine, les États-Unis d'Amérique. Difficile d'imaginer les employés français accueillant favorablement de telles initiatives, marquées du sceau de la flexibilité. Les employés britanniques, moins timides en la matière, l'accueilleront-ils plus facilement ?

Anne de Beer

Sources : ARLIDGE John. « McJobs that All the Family Can Share ». *The Telegraph*, 26 janvier 2006 ; « Retailers Thinking of Copying McDonald's New Job Sharing Scheme Should Beware the Risks ». Trowers & Hamlins, site Internet [www.trowers.com/](http://www.trowers.com/)

[site/default.asp?s=43&clD=173&ctID=10&PRN](http://site/default.asp?s=43&clD=173&ctID=10&PRN) ; *Cambridge News*, site Internet [www.cambridgenews.co.uk](http://www.cambridgenews.co.uk).

## Développement durable et entreprises

« Une gestion de nos activités selon les principes du développement durable rejoint le bon sens des affaires. » C'est une déclaration de Peter Brabeck-Letmathe, le président-directeur général de Nestlé. Les entreprises partageant cette approche sont, dans le monde, en nombre encore limité mais croissant. L'un des signes qui illustrent cette évolution est la mise au point par PricewaterhouseCoopers (PWC), l'un des groupes mondiaux de conseil aux entreprises, d'un guide de développement durable<sup>1</sup>. Il présente l'état du développement durable sur les cinq continents — que nous examinons ici — et dans 17 secteurs d'activités. Il le fait en forme de bilan et de recommandations aux entreprises, considérant que la richesse créée par l'entreprise doit contribuer à améliorer durablement la vie des hommes sur la planète. Vœu pieux ou réalité ?

Avant toute autre considération, il faut rappeler l'expansion démographique galopante, la nécessité de la croissance pour y faire face et le caractère planétaire des défis. D'ici 10 ans, les facteurs énergétiques régiront la croissance. Il est urgent de s'y préparer en s'efforçant de réduire les atteintes à l'environnement, mais aussi la pauvreté qui frappe encore plus de la moitié de l'huma-

---

1. *Le Guide PricewaterhouseCoopers du développement durable. État des lieux et perspectives mondiales*. Paris : éd. d'Organisation / Écobilan, 2006.

nité. Agir en ce sens présente un réel intérêt économique. D'après PWC, la moitié des investisseurs institutionnels et des analystes financiers en sont désormais convaincus. Ce n'était pas le cas, il y a quelques années.

L'étude commence par l'Europe. Même si elle s'oriente de plus en plus vers les activités de services moins exigeantes en énergie, l'économie européenne en est encore très dépendante. Ses dirigeants sont convaincus de la nécessité de découpler la croissance de la consommation de ressources, plus à l'Ouest qu'à l'Est. Une part essentielle de la politique européenne porte sur les questions environnementales et sociales, et les directives communautaires — nombreuses en ce domaine — sont transposées dans les droits nationaux (avec un délai pour les nouveaux membres). L'Union s'est engagée à suivre les prescriptions du protocole de Kyoto. Au niveau des entreprises, la vérification des performances environnementales et sociales s'impose de plus en plus. Il y va de leur réputation.

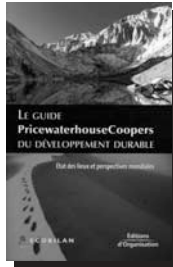
En Amérique du Nord, le défi majeur concerne les États-Unis : « Le pays doit prendre en compte le caractère non durable — en tout cas jugé comme tel — de son modèle de développement, en raison de son impact en termes de consommation et d'émissions sur la planète. » Si le gouvernement fédéral ne s'est pas lancé dans la lutte contre l'effet de serre, 18 États l'ont fait vigoureusement, et le conseil d'administration d'un nombre croissant de firmes les pousse à dépasser les exigences de la réglementation sur les questions sociales et d'environnement. Les ONG (organisations non gouvernementales), les fonds éthiques multiplient les initiatives.

Au Canada, le gouvernement fédéral a indiqué que le changement climatique était le problème de développement durable le plus important et a publié récemment un plan ambitieux.

L'Amérique latine est la région en développement dont les habitants, en moyenne, sont les plus riches. Mais l'écart des revenus est considérable, la corruption endémique (moins au Chili et en Uruguay qu'ailleurs) et les infrastructures inadaptées aux besoins. Les actions en faveur du développement durable sont limitées et le manque de transparence dans les activités des entreprises comme des gouvernements rend souhaitable la mise en place de moyens de certification. Des entreprises brésiliennes et chiliennes, notamment, l'ont compris. Le cadre juridique en la matière est assez complet dans ces pays et en Argentine. Encore faut-il qu'il soit appliqué.

En Asie, la dégradation de l'environnement est d'une gravité inquiétante, qui se manifeste au travers d'une pollution grandissante, d'une forte déforestation, d'une réduction de la diversité écologique et de risques de santé.

Au Japon, l'un des pays les plus riches du monde, les actions publiques et d'entreprises portent en priorité sur la réduction des pollutions automobiles dans les grandes villes, la réduction et le traitement des déchets municipaux, le développement de la gestion urbaine, la mise en place des coordinations industrielles en vue du recyclage de ressources et de l'économie d'énergie. Le gouvernement a fait de la protection de l'environnement une priorité, de même que les organisations patronales qui insistent sur les



règles déontologiques. Par ailleurs, un nombre croissant d'entreprises publient un rapport de développement durable et ont obtenu la certification ISO 14 000<sup>2</sup>.

La Chine est loin encore de ces pratiques. La croissance y est spectaculaire. Le revers de la médaille est son impact sur les besoins massifs en énergie et en matières premières, de même que la poussée des pollutions. Pour une même quantité produite, la Chine utilise beaucoup plus d'énergie que les économies occidentales. Les lois et les règles ne manquent pas et changent, mais elles sont rarement appliquées. La contribution des entreprises au développement durable n'est pas bien comprise dans le secteur public comme dans le privé. Les normes de gouvernance sont faibles mais les firmes multinationales poussent à leur mise en œuvre. Des ONG ont ouvert des représentations, mais c'est surtout pour surveiller les multinationales...

L'Inde, bien qu'en croissance vigoureuse, reste encore essentiellement une société agraire caractérisée par une extrême pauvreté. Les grandes villes indiennes n'en connaissent pas moins une pollution atmosphérique pratiquement sans égale en Asie. Aucun effort n'est prévu pour découpler, au niveau des entreprises, croissance et consommation de ressources. Pourtant, les technologies « propres » sont à l'honneur. Les infrastructures sont plus que faibles. La corruption fait rage dans le public comme dans le privé. En revanche, les firmes indiennes qui se tournent

vers l'extérieur adoptent progressivement les règles de développement durable.

En Russie, la moitié des entreprises est toujours contrôlée, en fait, par l'État, avec des règles de gouvernance incertaines. La Russie est très dépendante de ses industries extractives. Aucun cadre fiable n'est en place pour contraindre les acteurs économiques à limiter l'effet de serre. Mais les entreprises russes ont besoin de capitaux et de crédits extérieurs. Elles devront ajuster leur gestion en conséquence.

L'Afrique est pauvre, frappée par le sida (au Botswana, l'espérance de vie est tombée de 60 à 33 ans), et souffre de conflits multiples. Cependant, de nouveaux gouvernements se mettent en place, des entreprises internationales s'intéressent au continent et y mènent des actions philanthropiques. L'Afrique du Sud, elle, a instauré des programmes d'appui au développement durable.

Un vide dans le panorama : PWC n'évoque pas le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Iran, etc., tout simplement parce qu'il n'y a pas de représentation. Dommage, les États comme les entreprises y auraient besoin de leurs conseils.

Ces conseils sont inspirés par une idée qui se répand dans les pays les plus développés. La rentabilité au sens boursier du terme n'est plus le seul indicateur de la réussite. Il faut également prendre en compte les demandes sociales et environnementales, ce qui suppose cinq séries d'actions au niveau des entreprises :

- une stratégie intégrant les impacts des actions menées sur l'environnement et les partenaires de l'entreprise ;
- un recensement et une vérification des informations non financières ;

---

2. Les normes ISO (International Organization for Standardization) 14 000 concernent la gestion de l'environnement au sein de l'entreprise.

- une politique prenant en compte les risques de changement climatique ;
- l'évaluation, pour les investisseurs, des risques environnementaux liés aux projets d'acquisition ;
- la gestion des risques de la chaîne d'approvisionnement.

*Michel Drancourt*

### Vers des villes apatrides ?

Alors que les débats sur le patriotisme économique continuent de faire rage, rares sont ceux qui abordent un phénomène pourtant directement lié à l'internationalisation des entreprises, à savoir la dénationalisation des villes.

La question peut sembler incongrue. Paris est évidemment une ville française, autant que Berlin est allemande ! Et pourtant, quel drapeau la ville de Paris devra-t-elle hisser lorsque les gestionnaires de l'eau, des déchets ou des transports publics seront allemands ou chinois, lorsque les murs des prisons ou des hôpitaux, ou de l'Hôtel de ville lui-même, appartiendront à des Britanniques et que des quartiers entiers d'habitation seront détenus ou gérés par des investisseurs espagnols ou indiens ?

Il ne s'agit pas là d'un scénario de fiction. Si l'on définit la ville comme étant, à la fois, un cadre bâti (définition physique) et un ensemble de missions de service public (définition institutionnelle), force est de constater qu'elle est de plus en plus le fruit d'acteurs étrangers. À Paris — mais c'est encore plus vrai à Londres — la part des investisseurs étrangers dans l'immobilier est croissante. À Dresde, l'une des plus grandes villes de l'est de l'Alle-

magne, la municipalité vient de vendre l'ensemble de son parc immobilier public (près de 50 000 logements, soit environ un tiers de la ville) à un fonds d'investissement américain. Aux États-Unis, en janvier dernier, six grands ports, dont celui de New York, ont été sur le point d'être gérés par une entreprise de l'Émirat arabe, Dubai Ports World, avant que l'opérateur portuaire dubaïote n'y renonce sous la pression des parlementaires américains. Demain, qui sait si l'aéroport de Roissy ne passera pas sous pavillon étranger ? Et si la distribution de l'eau à Lyon ne sera pas assurée par le groupe italien Enel ?

Cette dénationalisation des villes s'explique par le fait que l'internationalisation des entreprises — doublée de leur concentration — intervient alors qu'elles s'affirment comme des acteurs significatifs de la ville. Pour diverses raisons, qui tiennent autant à l'influence des institutions européennes qu'à la diminution des moyens publics, de plus en plus d'activités jusqu'à présent assumées par des acteurs publics le sont en effet désormais par des acteurs privés.

Cette tendance à l'« apatriation », qui est à l'œuvre aujourd'hui, sera inéluctable si le débat continue d'être escamoté. Or, pour penser la dénationalisation de la ville, il faut déjà être en mesure de saisir la place des acteurs privés dans cette même ville. Mais c'est là, justement, que le bât blesse. En effet, en France, la plupart des penseurs de la ville sont très critiques sur le rôle joué par les entreprises privées dans sa fabrication : en quelque sorte, la ville produite par l'entreprise ne serait pas de la ville, ou alors une ville dénaturée, dévoyée. Il faut pourtant refuser tout manichéisme et renouveler les grilles de lecture en sortant d'une

dénonciation trop systématique. La ville est en train de changer : il est temps de saisir la nature de ce changement pour pouvoir l'organiser plutôt que le subir.

Trois notions méritent en particulier d'être réexaminées.

La première est celle de l'identité. Certes, l'attachement de la ville européenne à son centre et à son patrimoine historique est très fort. Mais il faut sans doute aussi admettre que, non seulement l'identité peut être préservée autrement (et là on regardera vers le Japon), mais aussi qu'elle peut présenter des inconvénients : « plus forte est l'identité, plus elle emprisonne, plus elle résiste à l'expansion, à l'interprétation, au renouveau, à la contradiction » (et là, on se tournera vers la ville générique de Rem Koolhaas<sup>1</sup>).

La deuxième notion à questionner est celle de la marchandisation. Au-delà de la « franchisation » des villes, on peut bien sûr déplorer que les logiques commerciales, au sens où tout donne lieu à un échange marchand, imprègnent de plus en plus notre environnement. Mais il ne faut pas oublier que la ville n'est pas gratuite et que son coût doit être réparti entre les trois payeurs potentiels que sont, schématiquement, le contribuable local, le contribuable national et l'utilisateur. Alors que la ville était traditionnellement considérée comme un bien commun mettant un ensemble de services et d'équipements à la disposition de ses habitants qui en assumaient collectivement la charge, la tendance

est de plus en plus aujourd'hui à leur facturation. Il faut certes s'interroger sur les limites d'un tel système. Une ville se définit par ses modalités de financement : à l'extrême, les contestables *gated communities* (ou villes privées) sont des villes, qui, précisément, ne sont payées que par leurs usagers. Mais *a contrario*, la tarification de la ville n'est pas simplement un moyen de financement, c'est aussi un mode de régulation et d'équité.

En un sens donc, la marchandisation de la ville n'est qu'une nouvelle répartition des contributeurs et il faut assurément se garder d'une approche trop rapide qui consisterait à condamner la marchandisation de la ville sans s'interroger sur qui la paie.

Enfin, le dernier enjeu est la mise en place d'une nouvelle gouvernance. Face à des entreprises qui sont davantage présentes et dont les logiques d'intervention évoluent, les collectivités locales doivent repenser leur rôle, à la fois pour encadrer l'action de ces entreprises et l'optimiser dans le sens des intérêts locaux. Il faut pour cela se détacher du mythologique espace-public-forcément-vertueux et admettre que la distinction public / privé est complexe : elle met en œuvre différents registres (activité / acteur / accessibilité) qui se chevauchent de plus en plus : le temps est révolu où, systématiquement, une activité d'intérêt général était à la fois maîtrisée et gérée par un acteur public et accessible à tous.

Une nouvelle ville est en train d'émerger. Le risque est qu'à l'appréhender avec des combats d'arrière-garde, on se réveille trop tard.

*Isabelle Baraud-Serfaty*

---

1. Architecte hollandais pour qui le concept de ville générique décrit une condition urbaine universelle (NDLR).

## Morts en sursis

Le Copenhagen Institute for Future Studies danois a publié sur son site Internet ([www.cifs.dk/en](http://www.cifs.dk/en)) en février 2006 un texte de Niels Bøttger-Rasmussen intitulé « Zombies: the Living Dead », dont l'idée de base est très séduisante pour un prospectiviste, mais qui malheureusement est ici mise en application avec un angle « futurologiste » décevant.

L'idée ? Le prospectiviste se focalise toujours sur ce qui va apparaître. Mais il est au moins aussi intéressant de s'interroger sur ce qui va disparaître. Ces « zombies », qui d'ailleurs techniquement sont plus des morts en sursis que des morts vivants — mais cette imprécision n'est pas la plus grave — sont des objets, des concepts ou des systèmes dont l'auteur pense qu'ils disparaîtront dans les 15 ans à venir.

La liste des « candidats zombies » est fort hétéroclite, mais citons : les téléviseurs cathodiques (on peut en effet le parier sans trop de risque), les téléphones fixes, les CD et DVD, les porte-monnaie, les montres, les bains de soleil, la vie privée, le romantisme, la prostitution légale, la famille nucléaire, le fait de sortir ses poubelles, l'annuaire du téléphone, les journaux quotidiens, les cartes de visite, les heures définies de bureau, les claviers d'ordinateur, le chômage (diantre ! Les Danois ne doivent pas songer à la France...), les laveurs de carreaux, les loueurs de vidéos, la Bourse, les prisons, les feux d'artifice privés, les monnaies danoises et suédoises, les dictatures, les pandas et les tigres — sans pour autant que les uns aient dévoré les autres — l'Irak, la Corée du Nord, l'Indonésie et la Chine (ce qui implique que George Bush aura besoin de trois ou quatre

mandats supplémentaires !), le travail de bureau, les trousseaux de clefs...

Malheureusement, le texte d'accompagnement ne justifie pas l'ensemble des choix. Plus regrettable encore, les choix explicités sont peu convaincants, et oscillent entre l'explication monocausale excessive-ment simplificatrice et l'utopie optimiste débridée.

Extrême simplification, quand l'auteur nous explique que la mondialisation et la numérisation sont des tueurs de temps et d'espace, et que donc les emplois du temps minutés n'auront plus de raison d'être, donc nous n'aurions plus besoin d'une montre au poignet, sauf par nostalgie ou par coquetterie.

Optimisme béat lorsqu'il explique que, même si la vie privée serait mise à mal, nous n'aurions point à craindre de Big Brother car « la marche victorieuse de la mondialisation et des forces du marché contribueront à éliminer les dictatures ». Convenons que, depuis la glorification du génie du Plan en Union soviétique, on avait rarement vu affirmation péremptoire de ce type. Donc, dans 15 ans, il n'y aura plus de dictatures et nos démocraties de marché ne sombreront jamais dans le syndrome de Big Brother. Dont acte.

En résumé, ce document recèle quelques idées porteuses d'avenir intéressantes, mais la rigueur intellectuelle n'y est pas à l'honneur. Au moins cela donne-t-il envie de créer sa propre liste de « zombies ».

*Geoffrey Delcroix*

Source : BØTTGER-RASMUSSEN Niels. « Zombies: The living Dead ». Copenhague : Copenhagen Institute for Future Studies, février 2006, site Internet [www.cifs.dk/scripts/artikel.asp?id=1355&lng=2](http://www.cifs.dk/scripts/artikel.asp?id=1355&lng=2).

## FUTURIBLES INTERNATIONAL SÉMINAIRES DE FORMATION - SECOND SEMESTRE 2006

- ➔ Jeudi 28 et vendredi 29 septembre 2006 — « **Méthodes et outils de la prospective stratégique** », organisé en coopération avec le LIPSOR (Laboratoire d'investigation en prospective, stratégie et organisation) du CNAM (Conservatoire national des arts et métiers).
- ➔ Jeudi 12 octobre 2006 — « **Atelier de construction de scénarios contrastés. La France à l'horizon 2010-2020 : tendances lourdes et risques de rupture** ».
- ➔ Vendredi 20 octobre 2006 — « **L'analyse structurelle et la méthode MICMAC** », organisé en coopération avec le LIPSOR du CNAM.
- ➔ Mardi 7 et mercredi 8 novembre 2006 — « **Méthodes et pratiques de prospective territoriale** ».
- ➔ Vendredi 17 novembre 2006 — « **L'analyse de jeux d'acteurs et la méthode MACTOR** », organisé en coopération avec le LIPSOR du CNAM.
- ➔ Mercredi 21 novembre 2006 — « **Séminaire d'introduction à la veille et à la démarche prospective : concepts, méthodes et applications pratiques** ».
- ➔ Jeudi 23 novembre 2006 — « **Prospective et créativité** ».
- ➔ Lundi 27 et mardi 28 novembre 2006 — « **Prospective des comportements d'achat, du commerce et de la distribution** ».
- ➔ Vendredi 8 décembre 2006 — « **L'analyse morphologique et la méthode MORPHOL** », organisé en coopération avec le LIPSOR du CNAM.

À photocopier et à retourner à Futuribles International  
47 rue de Babylone - 75007 Paris - France  
Tél. 33 (0)1 53 63 37 73 - Fax 33 (0)142 22 65 54  
[forum@futuribles.com](mailto:forum@futuribles.com) - [www.futuribles.com](http://www.futuribles.com)

Je souhaite recevoir (gratuitement)

- le catalogue des séminaires de formation
- le programme détaillé du séminaire des ..... (indiquer les dates)

Nom ..... Prénom .....

Fonction ..... Organisation .....

Adresse .....

Tél. .... Fax .....

E-mail .....

## ANALYSES CRITIQUES



**BATTELLE John**

***The Search. How Google and Its Rivals Rewrote the Rules of Business and Transformed Our Culture***

New York : Portfolio-Penguin, 2005, 311 p.

John Battelle, fondateur de la revue *Wired* est un des meilleurs observateurs de la Silicon Valley. Dans ce livre, il offre un voyage en profondeur au cœur de l'entreprise qui fascine le monde entier : Google, et analyse cette « industrie de la recherche » pour essayer d'en expliquer le modèle économique, alors que ce modèle paraît encore bien obscur pour beaucoup. Peu de gens sont réellement à même d'expliquer comment Google engrange deux milliards de dollars US par trimestre, même si tout le monde utilise son moteur de recherche et connaît la marque.

En un mot, pour lui, le search (la recherche) est la brique de base d'une « base de données des intentions » : Google et ses concurrents connaissent en temps réel les intentions et les courants qui traversent nos sociétés, et ils ont construit l'application nécessaire pour transformer cette database of intentions en argent.

### **La recherche du moteur de recherche parfait**

Le livre commence par rappeler qu'il y a eu des pionniers avant Google,

Altavista par exemple, et nous explique comment fonctionne un moteur de recherche. Puis il opère une fascinante plongée à l'intérieur de l'histoire de Google, au travers d'une rétrospective très complète et émaillée d'anecdotes étonnantes depuis l'époque du projet d'étudiants de Larry Page et Sergey Brin à l'université de Stanford.

Larry Page voyait sur l'Internet naissant que s'il était trivial de suivre un lien vers une nouvelle page, en revanche le chemin inverse était très complexe : quand on est sur une page, comment savoir quelles autres pages contiennent un lien vers celle-ci ? C'est en cherchant la réponse à cette question par son projet BackRub qu'il posa les bases du succès de Google et d'un élément fondamental de ses algorithmes, le PageRank, une note de 0 à 10 attribuée à un site, basée sur la citation, c'est-à-dire le nombre de fois où on a fait référence à ce site (et qui y fait référence, le poids de la citation étant relatif à l'autorité de celui qui cite) par un lien qui est « une marque d'intérêt ». Larry Page a en fait adapté à l'Internet des concepts qui sont à la base de

la transmission et de l'organisation de la connaissance depuis que les bibliothèques existent. C'est cela le génie de Google, au-delà de la maîtrise des mathématiques et d'une gigantesque infrastructure informatique.

### **Google et le *search* comme nouveau modèle économique**

Le nombre de requêtes sur Google est en croissance exponentielle. À tel point qu'il est difficile de donner un chiffre qui ne soit pas déjà complètement caduque. Mais il faut comprendre que 50 % des requêtes faites pour jour le sont par une seule personne. C'est au cœur de cette masse que le modèle économique de Google a trouvé son équilibre, alors que la compagnie, qui disposait d'une technologie qui a rapidement éclipsé les autres, perdait une grande quantité d'argent à ses débuts.

Ces requêtes sont en fait un business extraordinaire. Il faut pour le comprendre se rattacher au concept de « longue traîne », que le rédacteur en chef de Wired, Chris Anderson a théorisé. Individuellement, ces requêtes ne sont pas des sources de revenus suffisantes, par rapport à des recherches majeures (« MP3 », « sexe », etc.). En revanche, agrégées, ce sont des sources gigantesques de revenus.

Déjà aujourd'hui, des centaines de milliers de commerçants bénéficient de la « monétisation de la longue traîne » par Google et ce sont souvent de très petites entreprises qui ne trouveraient pas autrement l'accès à leurs clients. John Battelle prend l'exemple d'un vendeur en ligne de chaussures de grandes tailles : ce commerçant américain peut atteindre n'importe quel client, mais 80 % de son chiffre d'affaires proviennent de Google, ce qui le rend d'ailleurs très

vulnérable, comme le montre le livre, à toute modification de référencement.

### **Google à l'assaut des médias et de la publicité**

Aujourd'hui, Google entre dans le secteur du marketing et de la publicité avec un succès colossal. Pourquoi ? Selon le cabinet Piper Jaffray, un « prospect » coûte pour un annonceur 70 dollars US par le marketing direct, 50 par la publicité en ligne et 8,5 dans les requêtes de Google.

En effet, dans ce dernier cas, l'annonceur ne paye que le résultat, puisqu'il ne paye que si l'internaute clique et donc a un intérêt au moins minime, et non pas à l'affichage en général. On peut donc faire du contrôle d'efficacité sur ces dépenses. Cela permet aux entreprises de faire d'un centre de coût (la publicité) un centre de profit, selon un manager de Google.

Plus encore, le search poserait les bases d'une révolution du commerce : l'information sur les produits est la base de la concurrence, et les failles dans celle-ci sont la raison pour laquelle le marché réel est très éloigné de la concurrence pure et parfaite de la théorie. L'auteur imagine dans un avenir proche un « Google mobile », avec une machine (téléphone ou autre) — qui peut par exemple lire un code-barres — permettant d'obtenir, avant d'acheter, des informations comme les prix dans les magasins proches, les remarques des clients sur ce produit, des données sur la réputation du commerçant et des suggestions... Un tel scénario, qui n'a rien de délirant, peut être le signe d'une modification fondamentale des comportements d'achat.

### **Google et le journalisme**

John Battelle développe aussi une intéressante réflexion sur l'impact de

l'industrie du search sur l'information. Il rappelle que depuis son apparition au lendemain du 11 septembre 2001, Google News est devenu un mastodonte, qui fait peur aux médias traditionnels tout en étant à l'origine d'une part croissante du trafic entrant sur leurs sites et donc leur seule chance de rentabiliser les éditions en ligne.

Donc, le marketing, le commerce local et l'information deviendraient des sous-ensembles de la search industry ? Bien sûr, il serait exagéré de tout passer par ce crible. Mais ce livre est certainement le meilleur moyen de comprendre la révolution que Google et ses rivaux ont rendu possible, à la fois dans les affaires et dans notre culture.

Le Graal des « Googlers » ? Atteindre à l'avenir la « recherche parfaite », car les spécialistes s'accordent à dire que la recherche est un

problème qui n'est résolu qu'à 5 % pour le moment. L'utopie de cette industrie serait que l'on puisse poser n'importe quelle question et obtenir non pas juste une réponse précise mais sa réponse parfaite, celle qui correspond au contexte de la question et à celui qui la pose.

Comme le dit Larry Page, au final, Google deviendrait « un bibliothécaire de référence avec une maîtrise complète de la connaissance humaine ». En plus de ses deux devises (« ne pas faire le mal » et « organiser et rendre accessible l'information du monde »), Google pourrait reprendre à son compte celle de Pic de la Mirandole : de omni re scibili (sur toute chose qu'on puisse savoir). Déjà à l'époque, des critiques ajoutaient et quibusdam aliis (et sur quelques autres)...

Geoffrey Delcroix



### **BIT (Bureau international du travail)**

#### **La Sécurité socio-économique pour un monde meilleur**

Genève : BIT, 2005, 502 p.

Le Bureau international du travail (BIT) a publié un volumineux rapport qui prend son titre à contre-pied, puisqu'il traite de l'insécurité socio-économique dont font l'expérience des hommes, des femmes, des enfants tout au long de leur vie, avec des conséquences graves pour eux-mêmes, leur famille et leurs communautés. Pourtant, ce phénomène n'est pas suffisamment connu, analysé et quantifié, ce qui rend plus difficile l'élaboration de politiques appropriées susceptibles d'améliorer la vie au travail, de mieux évaluer la réalisation

de l'objectif du BIT d'un « travail décent » dans les diverses régions du monde, rendant ainsi la mondialisation plus équitable.

L'analyse s'appuie sur une grande quantité d'informations recueillies au cours des quatre dernières années, y compris une base de données d'indicateurs statistiques nationaux des politiques sociales et de l'emploi dans plus de 100 pays, des analyses d'enquêtes sur la sécurité des personnes (ESP) menées auprès de 48 000 ménages, et des enquêtes auprès de 10 000

entreprises sur la flexibilité et la sécurité du travail (EFSTE), dans 15 pays<sup>1</sup>.

Ce rapport se veut exploratoire et évolutif puisqu'il propose de mesurer, pour la première fois et de façon globale, la sécurité sociale et économique des individus et des pays. Ce nouveau concept repose sur une série de sept indices de sécurité liée au travail qui, ensemble, composent un indice de la sécurité socio-économique (ISE) calculé pour 90 pays, à savoir : la sécurité du revenu, la sécurité du marché du travail, la sécurité de l'emploi, la sécurité au travail, la sécurité des qualifications, la sécurité professionnelle et la sécurité de la représentation.

Premier constat des auteurs, la sécurité économique favorise le bonheur, et est bénéfique pour la croissance économique et la stabilité sociale. Le déterminant le plus important du bonheur n'est pas le niveau de revenu mais plutôt le degré de sécurité du revenu, mesuré en termes de protection du revenu et de faible degré d'inégalité de répartition des revenus. En revanche, un niveau élevé de sécurité des compétences (reflétant le niveau d'éducation et de formation) semble inversement lié au bonheur, probablement à cause de l'inadéquation entre emplois disponibles et compétences, qualifications et attentes des personnes éduquées.

Si la démocratie politique et les libertés civiles contribuent sensiblement à la sécurité économique, la croissance économique, elle, n'y contribue que marginalement. Autre constat

inattendu, certains pays à faibles revenus, notamment en Asie du Sud, parviennent à un niveau de sécurité économique plus élevé que certains pays plus riches, ce qui montre le potentiel des réformes politiques. Le rapport souligne qu'une sécurité économique globale requiert un ensemble cohérent de politiques qui renforcent toutes les sept formes de sécurité. L'excellence de certains indices associée à la faiblesse des autres ne donne que des résultats médiocres.

Pour juger de l'importance du phénomène d'insécurité économique, les auteurs rappellent que seuls 8 % des travailleurs dans le monde vivent dans des sociétés offrant une sécurité économique favorable. La grande majorité des travailleurs (73 %) est donc exposée à des risques et des incertitudes systémiques qui caractérisent le système économique mondialisé, qui ne sont pas couverts par les formes classiques de protection sociale. La sécurité de l'emploi diminue un peu partout en raison de l'externalisation (outsourcing) et de l'informalisation des activités économiques, ainsi que de l'émergence croissante d'une régulation privée des activités et des politiques économiques. Ainsi, plus la relation de travail est informelle, plus la rémunération est basse. Pourtant, plus la relation d'emploi est formelle, plus grandes sont les disparités de revenus entre hommes et femmes.

À quelques exceptions près (notamment en Chine et en Inde), la mondialisation n'a pas tenu ses promesses de croissance économique dans divers pays, et a accru l'instabilité économique et l'incidence des crises. Au cours de la dernière décennie, l'insécurité des revenus des chômeurs s'est accrue et, dans de nombreux pays,

---

1. Le rapport a été rédigé par une équipe de chercheurs faisant partie du Programme sur la sécurité socio-économique du BIT, dirigé par l'économiste Guy Standing.

ceux-ci ne reçoivent même pas l'assurance chômage. Les inégalités des revenus se sont elles aussi accrues dans plusieurs pays alors que l'État providence est devenu moins protecteur et moins solidaire, aggravant les inégalités et l'insécurité économique. Or, rappellent les auteurs, l'insécurité économique encourage l'intolérance et les tensions, qui risquent de conduire à la violence sociale.

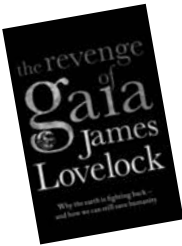
Face à ce sombre tableau d'un avenir marqué par davantage d'activités informelles, des marchés du travail flexibles et des droits reconnus à ceux qui exercent des activités autres que le travail salarié, les auteurs se demandent quelles politiques pourraient garantir une sécurité de revenus suffisante. Ils analysent les principales politiques préconisées ou mises en œuvre ces dernières années, notamment dans les pays en développement. Ils signalent les distorsions et effets pervers de ces politiques qui n'atteignaient pas les groupes sociaux supposés en bénéficier. Il convient donc,

selon eux, de réaffecter les subventions et aides pour qu'elles assurent la sécurité de base aux plus vulnérables, développer les fonds sociaux et de microcrédit, renforcer la sécurité du revenu en tant que droit (comme les pensions sociales en Afrique du Sud ou la « Bourse familiale » au Brésil).

Enfin, les auteurs réitèrent la recommandation récemment émise par une commission de l'Organisation internationale du travail qui s'est penchée sur la dimension sociale de la mondialisation<sup>2</sup>, pour que la sécurité socio-économique de base soit reconnue comme un droit de l'homme et comme facteur de promotion de liberté, et que la sécurité de représentation soit renforcée, sinon par les syndicats au moins par des organisations civiques.

Hedva Sarfati

2. COMMISSION MONDIALE SUR LA DIMENSION SOCIALE DE LA MONDIALISATION. *Une Mondialisation juste. Créer des opportunités pour tous*. Genève : BIT, 2004.



**LOVELOCK James**

***The Revenge of Gaia. Why the Earth is Fighting Back — and How We Can Still Save Humanity***

Londres : Allen Lane, 2006, 177 p.

The *Revenge of Gaia* est le dernier d'une série d'ouvrages que James Lovelock a consacrés à ce qu'il nomme tantôt la théorie, tantôt l'hypothèse Gaia<sup>1</sup>. Avant d'en venir

au contenu de ce livre, il semble donc nécessaire de rappeler la nature de cette conception qui porte le nom de la déesse grecque de la Terre.

1. LOVELOCK James. *Gaia: A New Look at Life on Earth*. Oxford : Oxford University Press, 1979 ; *Ages of Gaia*. Oxford : Oxford University Press, 1988 ; *Gaia: The Practical Science of Planetary Medicine*. Oxford / Londres :

Oxford University Press / Gaia Books, 1991 ; *Scientists on Gaia*. Cambridge (Mass.) : Massachusetts Institute of Technology Press, 1991 ; *Homage to Gaia: The Life of an Independent Scientist*. Oxford : Oxford University Press, 2000 ; *Gaia: Medicine for an Ailing Planet*. Londres : Gaia Books, 2005.

Gaia est le système que constituent toutes les formes de vie terrestre et les composantes de l'environnement physique qui sont affectées par l'existence de la vie. Jusque-là, rien qui s'écarte du concept classique de « biosphère ». Une seconde étape consiste à considérer que Gaia est un système dont les éléments sont fortement couplés et que ces rétroactions le stabilisent dans un état favorable aux formes de vie qu'il abrite. Si le choix du mot Gaia, qui lui a été suggéré par le prix Nobel de littérature William Golding, a fait beaucoup pour la notoriété des travaux de J. Lovelock, la façon dont il a abordé le problème de la stabilité de la biosphère a été largement rejetée par la communauté scientifique. Elle cumule en effet deux hérésies majeures.

La première consiste à assimiler la stabilité de Gaia à l'homéostasie des organismes vivants. Or, cette homéostasie est un effet de l'évolution darwinienne dont on ne saurait transposer les mécanismes à l'ensemble de la biosphère. Mais surtout, plus grave, J. Lovelock a proféré un véritable blasphème en usant d'un langage finaliste qui assimile Gaia à un être vivant capable d'intention, mû en fait par l'intention de maintenir un climat favorable à sa composante vivante. Cette présentation, même si elle n'est guère plus qu'une image, heurte un véritable tabou. François Jacob en a exprimé le caractère sulfureux lorsqu'il a écrit que « longtemps le biologiste s'est trouvé devant la téléologie comme auprès d'une femme dont il ne peut se passer, mais en compagnie de qui il ne veut pas être vu en public ». Ce cadre conceptuel, qui au demeurant n'était pas indispensable et qui n'est guère plus qu'une métaphore, a beaucoup nui à la réputation

des travaux de J. Lovelock en même temps qu'il assurait leur notoriété dans des cercles plus larges.

James Lovelock est un chercheur de très grand talent, membre de la Royal Society, pionnier des techniques d'analyse des traces de molécules organiques dans l'atmosphère. La NASA (National Aeronautics Space Agency) lui a confié, en 1961, le développement d'instruments embarqués sur les plates-formes Viking qui se sont posées sur Mars en 1970. Or l'atmosphère de Mars, à l'opposé de celle de la Terre, est en équilibre chimique, ce qui correspond à l'absence de vie sur cette planète ; c'est peut-être là que se situe le point de départ de la réflexion de J. Lovelock sur la relation entre les composantes vivante et physique du système terrestre.

Dans ce dernier livre, qu'il qualifie lui-même de cri d'alarme et qui résonne comme un testament, l'auteur n'a pas renoncé au langage finaliste, comme lorsqu'il écrit que nous avons offensé Gaia, « qu'elle a la fièvre » et qu'elle nous « menace maintenant de la punition ultime, l'extinction de l'espèce ». En fait, il s'y obstine et nous dit : « amis et collègues vont tiquer et souhaiter que je renonce à parler de notre planète comme d'une forme de vie. Je comprends leur souci, mais je ne me repens pas. » Cependant, l'essentiel n'est pas dans ce langage, même s'il suscite l'irritation de gardiens de l'orthodoxie comme Tyler Volk, qui écrit dans *Nature* qu'il « affaiblit un examen par ailleurs rationnel de notre embouteillage terrestre <sup>2</sup> ».

---

2. VOLK Tyler. « Real Concerns, False Gods, Invoking a Wrathful Biosphere Won't Help us Deal with the Problems of Climate Change ». *Nature*, vol. 440, n° 7086, 13 avril 2006, pp. 869-870.

Il ne s'agit plus, pour J. Lovelock, d'approfondir la théorie Gaïa, mais de se confronter à l'avenir auquel l'action de l'homme expose le système terrestre et aux risques qu'elle fait peser sur l'espèce humaine. Une analyse sans complaisance du problème de l'énergie est au centre de son propos. Il dénonce les illusions idéologiques qui empoisonnent le débat sur les énergies renouvelables ; il identifie les nuisances planétaires qui émergent de la généralisation de l'agriculture énergétique et de la prolifération des éoliennes, et il s'attache, pour finir, à identifier l'énergie nucléaire comme la seule ressource qui puisse permettre, non une poursuite du développement,

mais ce qu'il qualifie de régression maîtrisée vers un état de la société compatible avec la santé de Gaïa.

Comment qualifier la position qu'exprime, au soir de sa vie, un homme qui a été un des géants de la pensée environnementaliste ? Peut-être est-il simplement, en rupture à la fois avec les écologistes utopistes et avec « l'écologiste sceptique<sup>3</sup> », un écologiste réaliste.

André Lebeau

3. En référence à Bjørn Lomborg (voir le forum paru à ce sujet dans *Futuribles*, n° 306, mars 2005).



**BOILLOT Jean-Joseph**  
**L'Économie de l'Inde**

Paris : La Découverte (Repères), 2006, 121 p.

De tout ce que l'on peut dire sur l'Inde, le contraire est également vrai, écrivait déjà l'économiste de Cambridge (Royaume-Uni), Joan Robinson. Si cette tension analytique est bien sûr le fondement et la source féconde de tout intérêt pour l'Inde, décrire ce pays est un exercice semé d'embûches.

À ce titre, l'ouvrage synthétique de Jean-Joseph Boillot réussit un double tour de force :

— il rend ces contrastes en une richesse, richesse de la pensée économique et sociale indienne d'abord, mais aussi inventivité de ses entreprises et acteurs économiques ;

— il confère une unité de genre à ce qui est bel et bien une continuité des débats, politiques publiques et initia-

tives économiques visant, depuis l'indépendance (le livre remonte même à des racines historiques plus anciennes), à faire de l'économie indienne la base d'une inscription dans le monde.

En particulier, les écueils majeurs de bien des livres sur l'Inde, comme celui de l'opposition entre « plusieurs Inde », comme celui d'une scansion discontinuée de politiques et contre-politiques, sont évités. Si l'ouvrage a en trame de fond l'essor de la Chine (cas d'école des à-coups politiques et économiques), il suggère en particulier combien est continu l'essor de l'Inde, combien une époque et un modèle construisent et préparent la suite, combien sont toujours restés vrais les termes de Jawaharlal Nehru : « nous envisageons le monde avec des yeux

clairs et amicaux ». Que l'État indien s'en soit mêlé, qu'il ait orienté et ce faisant partiellement construit l'industrie, que le pays ait eu une phase de fermeture — qui s'est heureusement terminée alors qu'elle avait atteint ses limites, mais qui a eu le mérite de consolider l'unité du pays et la diffusion territoriale de l'industrie —, voilà ce que confirme partout la théorie moderne du développement et du rattrapage réussi.

Si ce bref ouvrage n'a pas nécessairement la place d'évoquer cela dans le détail, c'est bel et bien ce substrat commun à un débat indien qui fonde en Inde une vision ouverte et une bonne « intelligence » du libéralisme, débat que l'auteur connaît et pratique depuis les années 1980. Cette assimilation du débat est sans doute ce qui rend ce livre équilibré, clair et plaisant, et lui donne une chair que n'ont pas toujours, loin s'en faut, les synthèses de ce type.

Brièvement, les points saillants sont les suivants. Jean-Joseph Boillot passe en revue la préparation de la phase actuelle de croissance, montrant en particulier ses fondements issus d'une lente mais certaine maturation depuis les années 1980 ; il décrit les différentes générations de réformes et les inscrit dans le donné politique, mais aussi démographique et industriel, de l'Inde ; il présente les évolutions industrielles qui se profilent ou sont déjà avancées. Le livre enfin décrit les grands enjeux de durabilité du modèle ainsi que la grande question de l'inscription de l'Inde dans le monde.

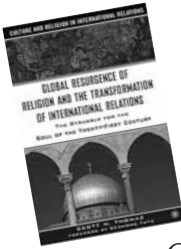
Quelques thèses sont rappelées avec d'autant plus de profit qu'elles ne retiennent pas assez souvent l'atten-

tion dans le débat contemporain sur l'Inde (sur « l'Inde et la Chine »). La première est sans doute de rappeler une dynamique systémique et mondiale des enjeux démographiques : le vieillissement à venir de la Chine, le relais indien, l'émergence à venir de l'Afrique. Ensuite, de combiner cette question avec celle du rythme de formation / absorption de travailleurs qualifiés, débat essentiel en ces temps de délocalisations et de craintes afférentes. De « regarder large » en général, sur les plans énergétiques, de la recherche, géopolitique enfin ; largeur de vue qui est la justification de l'introduction historique de l'ouvrage.

Également, ce livre lève un voile sur le fameux débat entre « Chine atelier du monde » et « Inde bureau du monde », pour montrer que l'industrie indienne déjà pointe son nez, ce que traduit la réalité des investissements étrangers (à défaut des chiffres, car quand le système statistique indien minore la mesure de ces investissements, le système chinois les surestime et l'écart demeure alors sans doute bien faible une fois rapportés à la taille de ces économies). Enfin, mais point non des moindres, ce livre rappelle salutairement que la transformation agricole est une donnée importante de la stabilisation comme de la modernisation de ce pays : l'« Inde des villes » ne doit pas être opposée à l'« Inde des champs ».

On cherche ce qui manque mais on ne trouve pas, dans ce livre tour de force qui est une excellente introduction à une économie indienne « problématisée » et d'une lecture agréable.

Joël Ruet



THOMAS Scott M.

***Global Resurgence of Religion and the Transformation of International Relations. The Struggle for the Soul of the Twenty-first Century***

New York : Palgrave MacMillan, 2005, 320 p.

Ce livre prend à bras-le-corps un sujet qui avait été peu traité jusqu'à présent mais qui a pris, depuis le 11 septembre 2001, une importance cruciale : quel est le rôle de la religion et de la culture dans les conflits internationaux ?

L'auteur est un universitaire, ce qui explique peut-être le côté parfois ardu et beaucoup trop théorique de son livre. En contrepartie, cet ouvrage constitue probablement la seule étude disponible sur le thème de la résurgence du facteur religieux dans l'analyse et les théories des relations internationales.

Le message, malgré la difficulté de l'ouvrage, est clairement exprimé : il existe selon Scott Thomas une résurgence globale de la religion à travers le monde, au sein tant des pays riches que de ceux en développement, et cette résurgence pose un défi aux interprétations du monde moderne et à la définition de la modernité. Les croyances, pratiques et discours religieux prennent une place croissante dans les vies privées et publiques, et cela a un impact majeur sur la situation internationale.

Selon l'auteur, il n'est pas impossible que, par un jeu de balancier et ce qu'il appelle — en citant Gilles Kepel — une « revanche de Dieu », le XX<sup>e</sup> siècle soit le dernier siècle moderne. Pour reprendre une référence certes usée jusqu'à la corde, le XXI<sup>e</sup> siècle semble devoir être spirituel pour Scott Thomas.

L'ouvrage a le mérite de ne pas s'appesantir sur le sujet, traité par de multiples auteurs, de l'extrémisme et du fondamentalisme religieux. Il s'intéresse à la résurgence générale du facteur religieux, que ce soit par les religions classiques, par les nouveaux mouvements religieux ou par de nouvelles pratiques... Scott Thomas récuse l'idée selon laquelle cette résurgence ne serait qu'une aberration réactionnaire. Selon lui, elle est le symptôme d'une crise de la modernité classique, aussi bien dans les pays industrialisés que dans le monde en développement. De même, le livre ne se cale pas sur le moule commode du « choc des civilisations <sup>1</sup> ».

L'auteur cherche ensuite à examiner l'ensemble des conséquences de cette résurgence sur la scène internationale : l'exacerbation des conflits, mais aussi leur résolution et le rôle de nouveaux acteurs internationaux — telles les organisations non gouvernementales religieuses —, le développement économique et social, la diplomatie et la société civile.

L'auteur peine parfois à convaincre et va très loin dans des explications théoriques relativement académiques. Il s'appuie énormément sur les théories de René Girard (celle du bouc émissaire et du désir mimétique, entre

1. Voir notamment HUNTINGTON Samuel. « Le choc des civilisations ». *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 3, 1993.

autres) <sup>2</sup> et sur celles d'Alasdair MacIntyre <sup>3</sup>, les développant largement, ce qui n'allège pas la lecture.

Néanmoins, on ne peut que le suivre quand il affirme que les universitaires et chercheurs en relations

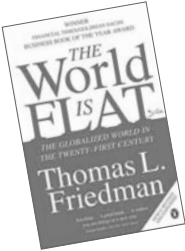
internationales devraient faire repenser le facteur religieux et le facteur culturel, qui étaient généralement mis de côté. Sans être convaincu entièrement par les démonstrations de l'auteur, on peut aussi considérer qu'il pose une excellente question quant à l'importance des facteurs socioculturels et identitaires, que ce soit au niveau mondial, interétatique ou national.

Geoffrey Delcroix

---

2. GIRARD René. *La Violence et le sacré* ; et *Le Bouc émissaire*. Paris : Grasset, respectivement 1972 et 1982.

3. MACINTYRE Alasdair. *After Virtue. A Study in Moral Theory*. Notre Dame (Indiana) : University of Notre Dame Press, 1981.



**FRIEDMAN Thomas L.**

***The World is Flat. The Globalized World in the Twenty-first Century***

Londres : Penguin Books, 2006 (nouvelle édition révisée et augmentée de l'ouvrage de 2005), 624 p.

Voir l'analyse de cet ouvrage par Jean-Jacques Salomon, en page 47 de ce numéro.

## COMPTES RENDUS



**BARZIN Nader / KHOSROKHAVAR Farhad (préface)**

***L'Iran nucléaire***

Paris : L'Harmattan, 2006, 302 p.

Nader Barzin, ancien élève de Sciences Po Paris et de Harvard, enseignant à HEC (Hautes études commerciales), présente, dans cet ouvrage, une étude exhaustive sur le programme nucléaire de l'Iran. Depuis le programme « Atomes pour la paix » en 1957 et surtout depuis 1974, ce pays cherche à acquérir la puissance nucléaire perçue comme vecteur, hors de toute idéologie, de perception de ses intérêts nationaux majeurs et comme moyen de dissuasion contre les États-Unis aujourd'hui.

Après une analyse historique et géopolitique, l'auteur permet de comprendre la crise actuelle qui pourrait déboucher sur des tensions majeures pour la sécurité internationale, d'autant que l'Iran accroît parallèlement sa capacité de défense aérienne grâce à la Russie et développe sa militarisation. Si les négociations diplomatiques menées par la « troïka européenne » n'ont pas emporté les succès escomptés, cela tient aux Européens qui n'étaient pas en mesure de fournir les garanties de sécurité — que seuls les États-Unis pourraient assurer, alors même qu'ils condamnent le régime islamique et financent sa déstabilisation politique.

L'Iran vitupère les Occidentaux mais Téhéran n'utilise pas l'arme du retrait du traité de non-prolifération (TNP), dont il est signataire, comme la Corée du Nord, risquant alors de déstabiliser tout le Moyen-Orient et de nucléariser des voisins aux relations tendues, comme le souligne l'auteur. Dès lors, deux hypothèses d'avenir se dégagent : un conflit régional en cas d'action militaire qui déboucherait sur une riposte iranienne, ou une prolifération régionale élargie à l'Arabie Saoudite, l'Égypte, la Turquie, en cas de sortie de l'Iran du TNP et d'essai nucléaire iranien.

Actuellement, l'option militaire est très hasardeuse (les États-Unis risquent un nouvel enlèvement comme en Irak) et le Conseil de sécurité ne veut pas adopter de sanctions contre l'Iran. Mais tout reste possible : les intentions de l'Iran sont-elles réellement de se doter de l'arme nucléaire au mépris de tous les efforts de la communauté internationale, ou d'obtenir des garanties économiques et militaires afin de s'imposer, face aux États-Unis, comme grand partenaire régional ?

L'auteur donne ainsi un éclairage sur les positions radicales du président iranien dont l'annonce unilatérale de faire partie du « club des puissances nucléaires » constitue un récent exemple.

*Viviane du Castel*



**BÉDIER Christophe / LAHOUD Marwan / KAISER Christophe (coord.)**

***Sécurité intérieure / sécurité extérieure :  
la défense à la recherche de nouveaux repères***

Paris : éditions Publisud, 2006, 264 p.

Cet ouvrage est l'œuvre des consultants et chercheurs associés au Centre d'étude et de prospective stratégique. Il s'intéresse à un sujet très important, celui de la frontière de plus en plus floue et intangible entre sécurité intérieure et sécurité extérieure. L'émergence d'une problématique de sécurité globale n'est pas une nouveauté, mais elle fait dorénavant suffisamment sentir ses effets à tous les niveaux des systèmes de défense (qui sont le sujet de prédilection des auteurs de ce livre) pour qu'un ouvrage tente d'en brosser un tableau d'ensemble.

Le livre prend ainsi le risque de regarder les choses de très haut, n'hésitant pas à poser dès le début la question de la possibilité pour la France de concevoir une politique de défense autonome. Et, bien évidemment, cela veut dire qu'il faut s'interroger d'abord, comme le fait Christophe Bédier, sur « ce qu'il [lui] faudrait défendre dans un monde nouveau ».

Le livre traite un nombre très important de sujets, de cette question globale de l'utilité d'une défense, à la réalité de la défense européenne, en passant par les enjeux de la sécurité intérieure, le format de l'outil militaire français, les recompositions de l'industrie de défense... La contrepartie d'un champ aussi large dans un ouvrage collectif est que le lecteur a parfois du mal à trouver une cohérence, un fil entre les divers chapitres. À charge pour le lecteur de chercher dans cette compilation les thèmes qui lui conviendront le mieux.

*Jean Danthès*



**BOUCHER Stephen / ALLEAU Thierry (préface)**

***La Révolution de l'hydrogène. Vers une énergie propre et performante ?***

Paris : Le Félin (collection Échéances), 2006, 158 p.

Stephen Boucher codirige le *think-tank*, « Notre Europe », avec Jacques Delors. Spécialiste des questions énergétiques, il a été conseiller auprès de la ministre belge des Transports. L'ouvrage est préfacé par Thierry Alleau, président de l'Association française de l'hydrogène, qui travaille sur les piles à combustible au Commissariat à l'énergie atomique.

Des techniciens trouveront dans l'essai une base documentaire qui n'est pas tout à fait incompréhensible par les non-techniciens. Mais l'originalité de l'essai tient à son caractère prospectif. L'auteur confirme que les États-Unis visent « une économie hydrogène en 2040 ». Même le président Bush s'est engagé dans cette voie. Mais il est au moins aussi important, pour que l'hypothèse prenne, que les industriels, notamment les constructeurs automobiles mondiaux, mènent des recherches actives.

Le côté inattendu du programme hydrogène est à rechercher du côté de la Chine et même de l'Inde. Les recherches ne sont pas toutes occidentales. La Chine notamment voudrait produire des voitures à hydrogène avant la fin de la décennie. Même si la prévision est optimiste, elle révèle tout de même une prise de conscience générale des limites de la politique énergétique actuelle et la nécessité de trouver de nouvelles sources d'énergie pour répondre à des besoins qui ne cessent de croître.

*Michel Drancourt*